

TRIBUNE INTERNATIONALE

N° 8 - octobre 1982

LA VÉRITÉ

Prix : 10 francs

Espagne :

Un mois avant les élections, crise de l'UCD, crise du régime (p. 9).

Nicaragua :

Le sens de l'affrontement de Masaya (p. 12).

Brésil :

Interview de Jacó Bittar, secrétaire général du PT (p. 10, 11).

Pologne :

Après le 31 août (p. 6, 7, 8).

Tribune libre :

La position de l'Association des étudiants iraniens à Paris SMP, sympathisants des Guérilleros Fedais du peuple d'Iran (p. 13).

Débat :

Le SWP, un parti conduit à sa destruction par sa direction (p. 13, 14, 15).

Théorie :

L'actualité du programme de la IV^e Internationale (p. 16, 17).

Economie :

Récession ou crise cyclique s'intégrant dans la crise organique du capital ? (p. 18).

Idées :

Qu'est-ce que la « nomenklatura » ? (p. 19).

Histoire :

Double anniversaire au Chili (p. 20).

Les massacres de Sabra et Chatila

Tous savaient

« Tous les gouvernements savaient pour une raison très simple : les massacres de Sabra et Chatila s'inscrivent dans la logique de l'application du plan Habib »



Samedi 25 septembre, des centaines de milliers d'Israéliens manifestent à Tel-Aviv contre les massacres de Sabra et Chatila.



Les camps palestiniens après les massacres

Lire page 2 la déclaration du Secrétariat international de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) »

Pages 3, 4, 5 « dossier Palestine »

LIBAN : APRES LES MASSACRES DE SABRA ET CHATILA...

Déclaration du Secrétariat international de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) »

SAMEDI 18 septembre, c'est avec horreur que le monde apprenait les massacres perpétrés dans les camps palestiniens de Sabra et de Chatila à Beyrouth-Ouest. Une semaine plus tard, le nombre exact des victimes, plusieurs milliers, n'est pas encore connu. Une semaine plus tard, la responsabilité directe du gouvernement israélien, d'ailleurs reconnue par Begin et par Sharon eux-mêmes, n'est plus discutée ni discutable.

Samedi 18 septembre, les condamnations des hommes d'Etat, de Reagan à Brejnev, vont se succéder.

Les massacres ont commencé dans la nuit du jeudi 16 septembre et se sont poursuivis pendant trente-six heures. Dès jeudi, tous les gouvernements savaient. Pour ne donner que deux exemples : l'hebdomadaire américain *Newsweek* fait état du témoignage d'un diplomate américain qui, dès jeudi après-midi, était avec les troupes israéliennes bouclant les camps. Et *The Times* rapporte que dès jeudi après-midi, les avions militaires israéliens débarquaient des miliciens.

Tous savaient pour une raison très simple : les massacres de Chatila et de Sabra s'inscrivent dans la logique de l'application du plan Habib, préparé par l'impérialisme américain avec l'aval de la bureaucratie du Kremlin, et auquel ont souscrit les Etats arabes.

Le Conseil de sécurité de l'ONU, dont les cinq membres permanents sont les USA, l'URSS, la Chine, la France et la Grande-Bretagne, se réunit à huis clos dans la nuit de jeudi à vendredi. Silence sur les massacres en cours !

Revenons sur le déroulement des événements : le 30 août, en conformité avec le plan Habib, Arafat quitte le Liban. Les combattants palestiniens, préalablement désarmés, sont dispersés. La « force d'interposition multinationale » (USA, France, Italie) assure l'exécution de cette phase du plan Habib, puis se retire aussitôt.

Les masses palestiniennes, sans avant-garde combattante et sans armes, sont donc livrées sans défense aux forces armées israéliennes et aux « milices chrétiennes » qui leur servent de suppléants.

Le 15 septembre, Gemayel assassiné, les forces israéliennes investissent l'ensemble de Beyrouth-Ouest. Le lendemain, les massacres commencent...

Le lundi 20 septembre, simultanément, Reagan et Mitterrand annoncent dans la soirée la décision de renvoyer au Liban une « force multinationale ». Dans la journée de lundi, le secrétaire général du Parti communiste français, Georges Marchais, après une entrevue avec le président de la République François Mitterrand, affirme sa pleine identité de vues avec lui.

Il ne s'agit pas de « politique intérieure française » : il s'agit de l'expression, par personnes interposées, du soutien de Brejnev à Reagan dans la poursuite de l'application du plan Habib : la tentative de reconstruire, après les coups terribles portés aux masses palestiniennes et libanaises, un Etat libanais « fort » étroitement soumis à l'impérialisme. Les forces armées israéliennes commencent à alléger leur dispositif militaire à Beyrouth-Ouest, tout en poursuivant arrestations et exactions.

Encore une fois, le peuple palestinien, dans le cours de sa lutte pour ses droits nationaux, vient de subir des coups terribles comme lors du « septembre noir » organisé par Hussein, comme lors du massacre de Tall El Zaatar organisé par le gouvernement syrien, les milices chrétiennes et des officiers israéliens. Encore une fois, contre lui, se sont coalisées toutes les forces contre-révolutionnaires.

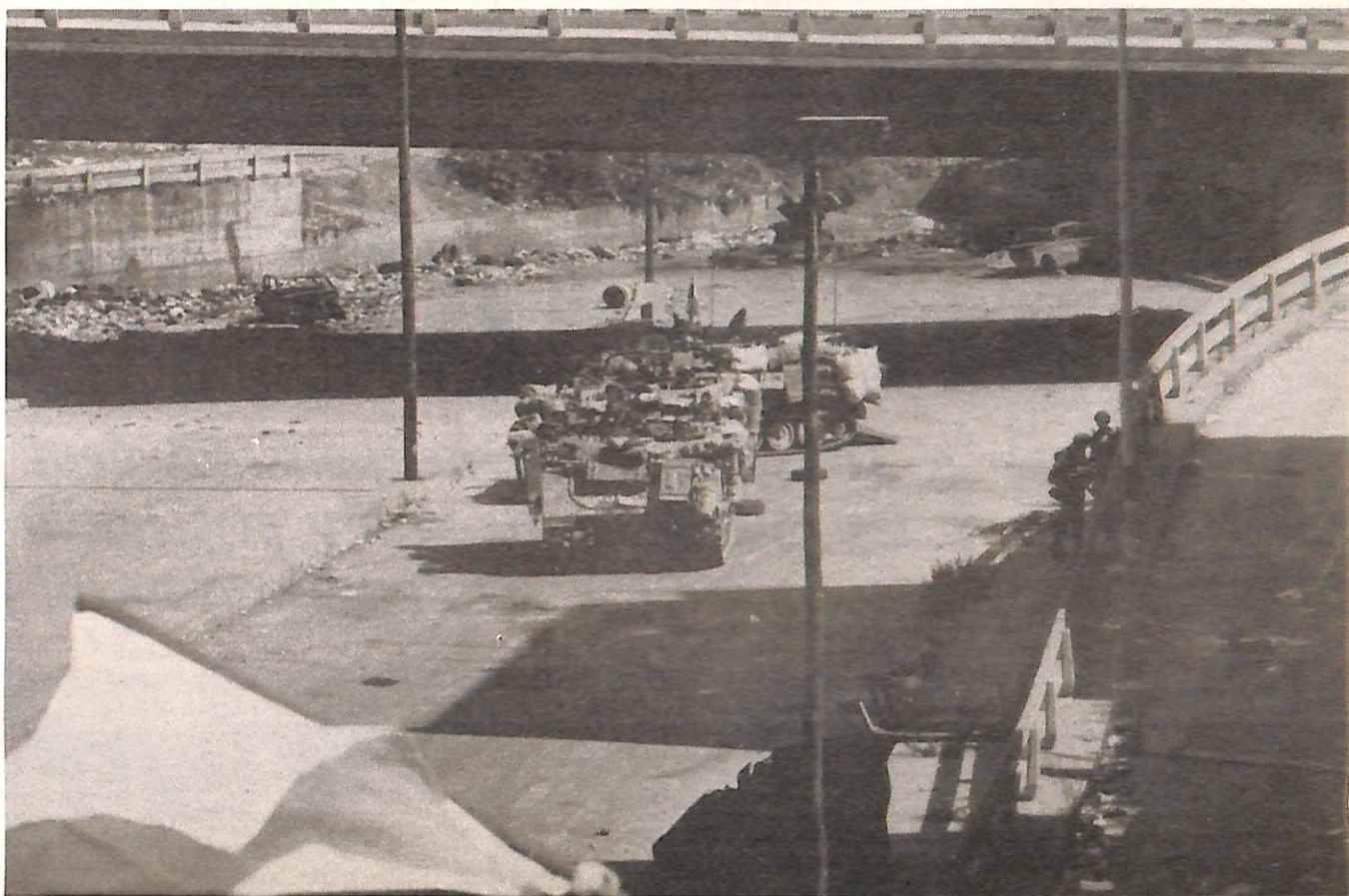
La réalité du plan Habib s'exprime dans les massacres de Sabra et de Chatila. Le soutien inconditionnel à l'OLP face à l'Etat d'Israël et à l'impérialisme implique que soit posée la question de la responsabilité de sa direction dans l'acceptation du plan Habib. Il ne s'agit pas de « reprocher » à la direction de l'OLP d'avoir quitté Beyrouth. Mais il est un fait : si des négociations avaient un sens, c'était pour négocier des garanties pour la population palestinienne du Liban. Or, aucune garantie n'a été donnée.

Lors de l'investissement de Beyrouth, il n'y a pas eu d'appel de la direction de l'OLP aux masses des pays arabes. La politique de la direction de l'OLP a été conditionnée par ses accords avec les différents Etats arabes, et par là même elle était dans l'impasse.

La conférence de Fès, le « sommet arabe » où se retrouvaient tous ceux qui avaient pactisé avec l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin pour étrangler la révolution palestinienne, a repris à son compte le plan Fahd fondé sur la reconnaissance de l'Etat d'Israël et associé Arafat à cette prise de position.

Mais, comme le soulignait la résolution adoptée en juillet 1982 par la conférence mondiale de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », toute tentative de mettre en place un « Etat-croupion » implique l'extermination physique du peuple palestinien « comme moyen de réaliser cet Etat-croupion ». Et la déclaration ajoutait :

« C'est ainsi que la politique d'extermination physique de Begin est la seule réaliste du point de vue de l'impérialisme. Mais la politique d'extermination physique se heurte à la résistance révolutionnaire du peuple palestinien qui ne peut trouver une issue positive que dans la constitution de la nation palesti-



Le 15 septembre, les troupes israéliennes entrent à Beyrouth-Ouest.

nienne. Mais les difficultés surgissent pour réaliser cette politique d'extermination physique en raison de la situation mondiale et de la situation dans la région. »

Dès le 20 septembre, dans les territoires occupés, à Gaza et en Cisjordanie, les manifestations se multiplient, la grève générale s'organise. Dans les localités arabes de l'Etat d'Israël, grèves et manifestations se succèdent également. La jeunesse descend en masse dans la rue. A Nazareth, la police tire sur des lycéens.

L'Etat d'Israël lui-même connaît une crise profonde. Les secteurs importants de la population qui s'étaient dressés contre la guerre du Liban se trouvent à l'avant-garde d'une véritable mobilisation des masses contre le gouvernement Sharon-Begin.

Mais, indépendamment du niveau de conscience de ces masses qui se mettent en mouvement, le rejet de la politique « d'extermination physique » de Begin et de Sharon est, en dernière instance, incompatible avec le maintien de l'Etat d'Israël nécessairement fondé sur la négation par la violence des droits nationaux des Palestiniens, créé par leur expulsion par la force et qui institutionnalise sur le territoire de l'Etat d'Israël un véritable apartheid.

Oui, les traditions démocratiques du peuple juif, héritage de la lutte contre l'oppression, sont contradictoires avec la politique qui procède de l'existence de l'Etat d'Israël et qui conduit nécessairement aux massacres de Sabra et de Chatila. Non, l'Etat d'Israël n'est pas un Etat « démocratique » mais une création de l'impérialisme directement opposée aux droits nationaux du peuple palestinien et à l'émancipation de tous les peuples de la région.

La guerre du Liban, les bombardements de la population civile de Beyrouth, l'extermination des vieillards, des femmes et des enfants à Sabra et à Chatila ne sont pas une « anomalie » : ils sont la conséquence de la nécessaire liquidation du peuple palestinien qu'entraînent le maintien de l'Etat d'Israël et les plans impérialistes.

Les coups contre-révolutionnaires portés au peuple palestinien n'ont pu l'écraser. La stabilité est loin d'être rétablie au Moyen-Orient, ni dans aucun Etat de la région.

L'« horreur » complaisamment évoquée, de Reagan à Brejnev, après les massacres de Chatila et de Sabra, masque en fait la volonté de poursuivre l'application du plan Habib, c'est-à-dire, accompagnée du retrait des troupes syriennes et israéliennes, la tentative de reconstruction d'un Etat libanais « stable », élément du rééquilibrage de la politique de l'impérialisme US qui ne peut s'appuyer sur le seul Etat d'Israël comme facteur d'ordre dans la région.

Mais rien n'est réglé, comme l'atteste la mobilisation des masses palestiniennes dans les territoires occupés et dans les limites mêmes de l'Etat d'Israël, et le degré de la crise politique qui déchire aujourd'hui l'Etat d'Israël.

Les objectifs de la lutte nationale du peuple palestinien sont incompatibles non seulement avec l'existence de l'Etat d'Israël, mais avec tout le dispositif découlant de la domination impérialiste au Moyen-Orient.

Quarante-huit heures après qu'aient été annoncés les massacres de Sabra et de Chatila, une manifestation de solidarité avec le peuple palestinien était convoquée à Tunis (le gouvernement tunisien est un de ceux qui ont « accueilli » les combattants palestiniens et c'est là que réside Arafat). Le gouvernement tunisien a interdit cette manifestation et l'a violemment réprimée !

Répetons-le : en dépit des coups très durs que la résistance révolutionnaire du peuple palestinien subit et subira de la part de tous ses ennemis — de l'impérialisme secondé par la bureaucratie du Kremlin, de l'Etat d'Israël et des Etats réactionnaires arabes —, la lutte révolutionnaire du peuple palestinien se poursuivra.

Au moment même où les massacres de Sabra et de Chatila manifestent, une fois encore, la sanglante logique du maintien de l'Etat d'Israël, la vague d'indignation qui soulève les masses travailleuses juives indique qu'il n'y a de solution progressiste, démocratique, que « dans la reconnaissance de la nation palestinienne incluant ses deux composantes (arabe et juive) dans le respect réciproque des droits, langues et cultures sur le territoire de la Palestine, nation palestinienne qui ne peut être constituée que sur la disparition des Etats contre-révolutionnaires d'Israël et de Jordanie, ouvrant la voie à la Fédération des Etats-Unis socialistes du Moyen-Orient », comme l'affirme la résolution adoptée par la conférence mondiale.

Le Secrétariat international appelle toutes les sections de la « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » à poursuivre le combat en soutien à la lutte révolutionnaire du peuple palestinien.

RETRAIT IMMEDIAT DES TROUPES ISRAELIENNES DU LIBAN !

**BOYCOTT INTERNATIONAL DE L'ETAT D'ISRAEL !
RUPTURE DES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC ISRAEL !**

DEFENSE DE LA RESISTANCE DU PEUPLE PALESTINIEN !

DEFENSE INCONDITIONNELLE DE L'OLP ET DE SES COMBATTANTS CONTRE L'IMPERIALISME ET L'ETAT D'ISRAEL, DEFENSE INCONDITIONNELLE DE L'OLP ET DE SES COMBATTANTS CONTRE TOUTES LES LIMITATIONS A LEUR ACTION IMPOSEES PAR LES ETATS ARABES !

CONSTITUANTE PALESTINIENNE !

DROIT DU PEUPLE PALESTINIEN A LA NATION PALESTINIENNE CONSTITUEE PAR SES DEUX COMPOSANTES ARABE ET JUIVE DANS L'EGALITE DES DROITS !

FEDERATION DES ETATS-UNIS SOCIALISTES DU MOYEN-ORIENT !

La portée révolutionnaire de la lutte du peuple palestinien

Nous publions, dans le cadre du dossier consacré à la Palestine, l'intervention faite par un délégué du Moyen-Orient dans la discussion qui a eu lieu à la conférence mondiale convoquée par « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ». La résolution adoptée par la conférence mondiale est reproduite dans le précédent numéro de *Tribune internationale - La Vérité* (n° 8).

Les sous-titres sont de la rédaction de *Tribune internationale - La Vérité*.

CAMARADES, je voudrais introduire dans notre débat la lutte du peuple palestinien, chassé de son pays, contre l'impérialisme et son expression au Proche et au Moyen-Orient : l'Etat d'Israël.

Théodore Herzl, père spirituel de l'Etat d'Israël, écrit dans son livre *L'Etat juif* : « Pour l'Europe, nous constituons là-bas (en Palestine) un morceau du rempart contre l'Asie, nous serons la sentinelle avancée de la civilisation contre la barbarie ». Camarades, il faut traduire ces paroles ainsi : « Là-bas, en Palestine, nous allons construire un Etat qui sera la tête de pont de l'impérialisme, contre l'aspiration à leur libération des peuples de la région. »

Je ne reviendrai pas sur les mécanismes de la création de l'Etat d'Israël, je ne reviendrai pas sur la caractérisation du sionisme comme forme particulière du colonialisme, mais je voudrais rappeler que l'histoire du mouvement sioniste a comme fondement la négation de l'existence même du peuple palestinien.

L'installation des premières colonies

Après l'installation des premières colonies agricoles sionistes en Palestine, et dès l'arrivée des premiers capitalistes sionistes, l'embauche d'une main-d'œuvre palestinienne allait s'accroître. Elle était moins chère, et de plus, le paysan palestinien, implanté depuis des siècles sur ce territoire, était plus apte à résoudre les problèmes agricoles que les premiers immigrants juifs d'Europe centrale ou de Russie.

Les dirigeants sionistes et à leur tête Ben Gourion, voyant le danger d'aboutir à la création en Palestine d'un colonialisme de type « classique », vont imposer une limitation sérieuse de l'emploi de la main-d'œuvre arabe.

Ils vont suivre jusqu'au bout, avec une logique implacable, leur slogan : « Une terre sans peuple pour un peuple sans terre », jusqu'à l'expulsion en 1948, et après une campagne de terreur, d'environ un million de Palestiniens de leur terre. Pour les dirigeants sionistes, un Etat juif basé sur l'exploitation d'un prolétariat palestinien était condamné, et à court terme, par la poussée libératrice de celui-ci. Il fallait le chasser ; il fallait le disperser dans les Etats arabes voisins.

La fin de l'année 1948 verra l'édification, sur une grande partie de la terre palestinienne, de l'Etat d'Israël ; l'autre partie, investie par les troupes trans-jordaniennes, sera annexée à cet Etat deux ans plus tard. La bande de Gaza tombe sous contrôle et administration égyptienne. Les Palestiniens, dispersés, sont parqués dans des camps de réfugiés situés en Cisjordanie, Jordanie, Liban, Syrie et Egypte.

Les camps sont des bidonvilles, déplacés parfois d'un endroit à l'autre suivant les besoins d'une industrie capitaliste naissante ou d'un propriétaire en quête de main-

d'œuvre à bon marché. Les conditions particulières que subit alors le peuple palestinien rendent son organisation politique difficile. Les régimes bourgeois et féodaux arabes veillent sur la sécurité de l'Etat d'Israël naissant, empêchant toute action politique parmi les réfugiés palestiniens.

Un faux calcul

Le plan impérialiste était simple : les Palestiniens dispersés dans les Etats arabes voisins s'assimilèrent et perdront à terme leur identité. Les autres, attirés par l'industrie du pétrole, en plein développement, s'installèrent dans les émirats du golfe Persique et le problème palestinien tombera vite dans l'oubli. Ce calcul se révéla faux. En fait, les réfugiés dispersés dans les Etats arabes constitueront une charge économique sérieuse pour ces derniers et leur assimilation ne se produira pas. Leur présence dans les camps sera un facteur de déstabilisation permanent de l'ordre bourgeois établi dans la région.

Entre 1948 et 1967, date à laquelle éclate la guerre des six jours, le discours politique des régimes arabes se résume comme suit : la question de la Palestine est exploitée à des fins de politique intérieure, et les masses doivent accepter tous les sacrifices, toutes les privations, pour préparer la libération, toujours proche, de la Palestine.

Par contre, la libération de la Palestine, elle, passe inévitablement par la réalisation de l'unité de la « Grande Nation arabe ». Nasser, fort du prestige acquis en 1956 durant l'affaire de Suez, propagera ces illusions par des discours flous. Une partie des nationalistes palestiniens se laisseront prendre ; ils militeront alors dans le Ba'ath, les mouvements nassériens, etc.

Constitution du Fatah

Malgré les conditions difficiles d'organisation, un mouvement clandestin, El-Fatah, prendra naissance à partir de 1959. Il prend ses racines parmi les masses les plus déshéritées de Gaza et des camps. Pour la première fois depuis l'expulsion de 1948, un mouvement palestinien s'organise, invitant le peuple à prendre ses intérêts en main, indépendamment et sans tutelle aucune des régimes arabes en place.

Nasser, renseigné sur la renaissance du mouvement national palestinien impulsé par Arafat et ses camarades, essaie dans une dernière tentative de canaliser les aspirations des masses palestiniennes afin de les contrôler. Il crée alors l'Organisation de libération de la Palestine et place à sa tête son homme de paille : Ahmad-Al-Choukeiri.

Les Palestiniens désireux de lutter pour leurs droits sont invités à s'enrôler dans l'Armée de libération de la Palestine, qui sera sous l'étroite surveillance des régimes arabes.

La renaissance nationale palestinienne va prendre un essor sans précédent après la défaite infligée par les forces sionistes aux régimes arabes le 5 juin 1967. Les illusions tombent. Nasser démissionne, mais les masses égyptiennes descendent dans la rue, proclament leur volonté de continuer la lutte et de refuser la défaite. Trois régimes arabes, Egypte, Syrie et Jordanie, sont défaits. Un peuple, se libérant de ses chaînes, se dresse et proclame son intention de lutter contre le sionisme et l'impérialisme.

Les mots d'ordre proclamés par les masses palestiniennes répondent parfaitement aux souhaits des masses arabes de la région, qui refusent de baisser les bras. Les régimes en place sont incapables d'arrêter cette poussée révolutionnaire. Les masses palestiniennes affluent vers le Fatah, qui énonce clairement son intention de lutter jusqu'à la libération de toute la Palestine.

Les armes abandonnées par les armées arabes en déroute sont récoltées et la lutte s'engage. Une première victoire, certes limitée, est remportée par les résistants en alliance avec l'armée jordanienne dans le village de Karamé (mars 1968). Cette bataille restera pour le peuple palestinien le symbole de sa renaissance dans la lutte, contre tous les faits accomplis imposés à la région.

La vie dans les camps est entièrement sous le contrôle des combattants palestiniens, notamment en Jordanie et au Liban. La vie quotidienne est réorganisée par les diverses organisations ou associations qui se développent. Un dispositif sanitaire est structuré. L'enseignement est remodelé sur de nouvelles bases. Centres et instituts de recherche éditent de nombreuses brochures et publications. Les slogans révolutionnaires couvrent les murs. Ces camps, hier bidonvilles-dortoirs, deviennent l'expression de la renaissance du peuple palestinien et l'axe central de son activité révolutionnaire.

La portée et la signification de ce combat révolutionnaire d'avant-garde, la démonstration apportée par cette lutte que la défaite de juin 1967 ne signifiait pas la défaite des masses, font apparaître clairement le danger que constitue un tel mouvement pour les régimes arabes ainsi que pour les intérêts impérialistes. Le Fatah devient majoritaire dans l'OLP et impose sa charte et son programme de libération nationale.

Un premier coup en Jordanie

Je ne rentrerai pas dans le détail de l'analyse de tous les complots contre-révolutionnaires que le peuple palestinien a dû affronter depuis une quinzaine d'années.

Le premier coup lui sera porté en Jordanie, où 60 % des habitants sont Palestiniens. L'administration américaine propose le plan Rogers durant le printemps 1970. Nasser, dans son discours du 23 juillet 1970, accepte ce plan, basé sur la résolution 242 des Nations-Unies, impose la reconnaissance de l'Etat sioniste et ignore les droits du peuple palestinien, réduits à un simple problème de réfugiés.

L'OLP s'oppose ouvertement à ce plan, qui est dénoncé par le comité central de la résistance palestinienne le 7 août. L'affrontement

est alors inévitable. Le prétexte du déclenchement des hostilités est fourni au roi Hussein par le FPLP de G. Habache, qui détourne quatre avions des lignes internationales sur l'aéroport de Zarka. L'armée jordanienne, malgré ses bombardements aveugles, n'arrive pas à venir à bout de la résistance qui s'organise dans les villes et dans les camps aussi rapidement qu'elle le voudrait.

Les troupes syriennes, après une timide incursion dans le nord, se retirent le 21 septembre 1970, suite aux pressions militaires israéliennes sur le Golan et aux pressions directes du Kremlin.

En juillet 1971, toute organisation palestinienne est éliminée en Jordanie, mais l'acharnement de la résistance a interdit la mise en œuvre du plan Rogers.

L'intervention syrienne

Malgré le dur coup infligé aux masses, la résistance va s'organiser et prendre une ampleur plus forte dans les camps au Liban. Après la guerre d'octobre 1973, les Etats-Unis et le Kremlin vont proposer l'ouverture d'une « conférence de paix » à Genève, toujours basée sur l'acceptation de la résolution 242 des Nations-Unies. La direction de l'OLP, après quelques hésitations, décide de livrer bataille à côté des forces progressistes libanaises. La droite est vite défaite et ses forces sont encerclées dans un réduit autour du port de Jounieh.

Camarades, c'est à ce moment précis que les troupes syriennes, puissamment armées par le Kremlin, interviennent au Liban, bombardant sauvagement les combattants et les camps de réfugiés. Tall El Zaatar résistera pendant cinquante-deux jours, mais tombera le 12 août 1976. Cette reddition se terminera par un massacre des combattants et des civils. La résistance dans les villes, notamment à Saïda, fera échouer les visées syriennes et, par là, la Conférence de Genève.

Camarades, aujourd'hui, l'agression israélienne au Liban, qui prend des allures de génocide perpétré contre les peuples libanais et palestiniens, s'inscrit directement dans la logique du « plan de paix » échaudé à Camp David. Après l'annexion du Golan, Begin et Sharon préparent l'annexion officielle de la Cisjordanie et de Gaza. Mais au préalable, il s'agit de réduire les structures organisationnelles dont le peuple palestinien s'est doté. Il faut mettre à genoux les Palestiniens qui vivent sur ces territoires.

En fait, et malgré une occupation qui dure depuis quinze ans, les Palestiniens de Cisjordanie n'ont jamais baissé les bras. Une résistance, passive à ses débuts, éclatera dès novembre 1974, et des milliers défilèrent en criant : « Nous sommes tous des Fedayine ».

En 1976, ce sont les mairies qui sont investies par les éléments les plus nationalistes, écartant ainsi les notables en place. Grèves et manifestations vont se multiplier à travers la Cisjordanie, Gaza, et dans le nord de la Palestine, occupé en 1948. Elles vont prendre une ampleur sans précédent en mars-avril 1982, en réaction aux agissements sionistes imposant les « ligues de villages » et écartant les maires nationalistes démocratiquement élus.

Ces manifestations, sauvagement réprimées, ont démontré les limites et la faillite du processus engagé à Camp David. La résistance du peuple palestinien apparaît de nouveau comme l'obstacle majeur aux plans de stabilisation imposés par l'impérialisme en collaboration étroite avec le Kremlin.

Israël envahit le Liban

Le 5 juin 1982, et pour la première fois, les forces israéliennes sont concentrées sur un seul front et vont perpétrer un carnage dans les villes et les villages au sud du Liban. Les troupes syriennes reculeront dans la Bekaa. Les régimes arabes resteront muets. Dans la presse soviétique, on invite les Israéliens à ne pas toucher aux troupes syriennes.

Camarades, le combat du peuple palestinien continue, quelles que soient les circonstances actuelles. Aujourd'hui, les sionistes assiègent et bombardent les combattants de Beyrouth-Ouest. Demain, les 400 000 Palestiniens du Liban, en alliance avec les masses libanaises victimes de la barbarie sioniste, s'organiseront de nouveau sur des bases encore plus solides.

Aucune solution aux problèmes du Proche-Orient, aucune paix n'est possible dans la région sans le retour des Palestiniens dans leur patrie. J'ai démontré dans mon intervention comment la nation palestinienne s'est reconstituée dans la lutte.

La paix au Proche-Orient ne peut être établie que par la destruction des structures étatiques d'Israël, structures basées sur la négation de l'existence même du peuple palestinien. Aujourd'hui, la Constituante palestinienne est à l'ordre du jour. Au Proche-Orient, la seule manifestation contre l'agression israélienne a eu lieu à Tel-Aviv. Cent mille manifestants sont descendus dans la rue.

La Constituante palestinienne, avec ses deux composantes juive et arabe, est la seule solution.

Où la population palestinienne est-elle dispersée ?

JORDANIE :	1 160 800
CISJORDANIE :	818 300
ISRAEL :	530 000
GAZA :	476 700
LIBAN :	600 000
KOWEIT :	278 000
SYRIE :	215 500
ARABIE SAOUDITE :	127 000
IRAK :	20 000
EGYPTE :	48 500
EMIRATS ARABES UNIS :	34 700
QATAR :	22 500
LIBYE :	23 000
OMAN :	48 200
AUTRES PAYS :	238 300
TOTAL :	4 642 900

Interview de Farid Sawan,

L'interview que nous reproduisons dans ces pages est un témoignage sur le combat du peuple palestinien pour ses droits nationaux. Elle constitue en même temps un document politique sur les questions qui se posent dans la lutte nationale du peuple palestinien, ses rapports avec les régimes bourgeois arabes et les objectifs de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP).

Notre position sur ces problèmes est établie dans les résolutions adoptées par « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » et qui ont été publiées dans le numéro 7 de *Tribune internationale - La Vérité*.

Mais parce que nous considérons que la discussion est nécessaire au combat libérateur, nous donnons la parole à Farid Sawan, représentant de l'OLP au Brésil, permettant ainsi à *Tribune internationale* de jouer son rôle de tribune de discussion et d'échanges dans la lutte pour la construction d'une Internationale ouvrière, qui s'identifie pour nous avec la reconstruction de la IV^e Internationale.

Question : Nous aimerions que vous nous parliez de l'OLP, de ce qu'elle représente et comment elle a été créée.

Réponse : En 1948, le peuple palestinien a été expulsé de sa terre au moment où a été construit le prétendu Etat d'Israël. Israël n'est pas un Etat qui existait auparavant, mais il a été créé comme point d'appui de l'impérialisme international, à ce moment-là anglais et français. Le peuple palestinien a été éparpillé dans le monde entier, dans les pires pays arabes, où il vivait dans des camps de réfugiés, menant une vie infra-humaine en attendant de retourner un jour dans sa patrie.

Toutes les tentatives de l'ONU, à travers les résolutions approuvées pour que le peuple palestinien puisse retourner dans sa patrie, dans son foyer, toutes ces tentatives ont été repoussées par les gouvernements sionistes israéliens. Et le peuple palestinien a compris que le monde ne respecte pas les faibles mais les forts. Il a découvert que les peuples qui ont conquis leurs droits et leur libération ont eu recours aux armes. Comme le peuple d'Algérie, de Cuba, du Vietnam, etc.

Ce qu'est l'OLP (1)

En 1964, l'OLP a été constituée. Ce n'est pas un parti politique, mais une plate-forme d'unité d'un peuple qui compte 4,5 millions d'habitants — un million et demi sur la terre palestinienne occupée, qui s'ajoute au reste de la Palestine occupée depuis la guerre des six jours en 1967.

En 1965, la lutte armée du peuple palestinien a commencé. Comme je l'ai dit, l'OLP est une plate-forme d'unité de tout un peuple qui regroupe en son sein huit organisations de guérilla palestiniennes, ainsi que tous les syndicats, groupes et mouvements indépendants.

Elle est constituée par une assemblée générale, un parlement en exil qui regroupe 301 militants députés. Les huit organisations de guérilla n'y sont représentées qu'à un tiers. Les syndicats palestiniens — les syndicats les plus représentatifs de travailleurs, le mouvement féministe, le syndicat étudiant (Union nationale des étudiants palestiniens), les syndicats des médecins, des journalistes, des artistes, des ingénieurs, des avocats, des écrivains, etc., représentent un autre tiers.

Le peuple palestinien est organisé dans ces syndicats. Le mouvement étudiant palestinien, par exemple, comprend aujourd'hui cent centres dans le monde entier, de Moscou à Washington en passant par l'Europe et les autres pays.

On pourrait dire la même chose du syndicat des travailleurs palestiniens, dont les plus fortes représen-

tations existent dans quinze pays arabes et aussi en Europe occidentale, comme en Allemagne, en France, en Hollande, où est permise la formation d'un groupe d'unité des travailleurs palestiniens. D'autres syndicats sont aussi représentés là où il existe des Palestiniens. Aux Etats-Unis, il existe aujourd'hui des centres d'étudiants, des associations post-universitaires d'ingénieurs, de professeurs, etc.

L'OLP est donc représentative du peuple palestinien, et c'est ainsi qu'elle a été reconnue au niveau mondial, comptant aujourd'hui avec le soutien de 127 pays dans le monde. En outre, elle est membre observateur à l'ONU, et a près de 45 ambassades et plus de 40 bureaux, départements d'information ou consulats.

En Amérique latine, elle en a au Nicaragua, à Cuba, au Mexique, au Pérou, et nous sommes en train de préparer la légalisation officielle du bureau de l'OLP au Brésil. Notre objectif est d'ouvrir des locaux d'information ou des ambassades de l'OLP là où existent des pays démocratiques, ce qui facilite le contact avec les peuples pour les informer directement de la situation du peuple palestinien.

Aujourd'hui, l'OLP n'appartient plus seulement au peuple palestinien. La lutte du peuple palestinien n'est pas seulement une lutte du peuple palestinien. Parce que, depuis 1974, quand le commandant Arafat a parlé à l'ONU, il n'a pas seulement parlé au nom des Palestiniens, mais au nom des mouvements de libération nationale dans le monde entier. Cette responsabilité a été remise à l'OLP et au peuple palestinien après la victoire du peuple vietnamien.

Et l'OLP est tout à fait reconnue et soutenue par les peuples qui luttent pour leur liberté. Elle a rencontré un grand et solide soutien et elle soutient la lutte au Nicaragua et aujourd'hui au Salvador, en Namibie, le mouvement nationaliste et révolutionnaire noir en Afrique du Sud, en Angola, au Mozambique, en Guinée-Bissau, etc.

L'objectif de l'OLP est la lutte pour la libération de la patrie palestinienne, pour le droit du peuple palestinien à retourner dans ses foyers.

« Les juifs sont trompés »

Et cette lutte n'a jamais été une lutte dirigée contre les juifs. Nous avons y compris beaucoup de juifs dans les rangs de l'OLP. Beaucoup d'entre eux militent dans l'OLP.

Notre lutte est dirigée contre le sionisme comme forme de nazisme. Une forme raciale. En novembre 1975, l'assemblée générale de l'ONU



Palestiniens arabes et juifs manifestent ensemble le 25 septembre à Tel-Aviv, demandant notamment le « Retrait des troupes israéliennes du Liban » et l'« Arrêt de la guerre », et protestant contre les massacres de Sabra et Chatila.

a condamné le sionisme comme une forme de racisme. Pour cela, la lutte contre le sionisme aujourd'hui n'est pas l'affaire exclusive des Palestiniens. De même que la lutte contre le nazisme n'a pas seulement été un devoir du peuple allemand, aujourd'hui la lutte contre le sionisme est un devoir, un principe. Car le sionisme est une des formes les plus cruelles de l'impérialisme international.

Nous avons tous le devoir de lutter pour détruire le sionisme. Et parler de cela, cela ne veut pas dire — comme tentent de le faire croire les sionistes à travers la presse mondiale — vouloir détruire les juifs, tuer les juifs. Détruire un système, comme vous le savez, ce n'est pas détruire un peuple, qui, quelquefois, ne représente pas ce système.

Le sionisme et l'Etat d'Israël ne représentent pas les intérêts du peuple juif ; ils sont en train de mener le peuple juif à la mort, au racisme. Les juifs sont trompés. Donc, le sionisme, qui est aujourd'hui une tragédie pour le peuple palestinien, est un piège pour le peuple juif.

Notre devoir, Juifs et Palestiniens, est de lutter ensemble contre le même ennemi. De même que les juifs démocratiques et palestiniens doivent lutter contre les régimes arabes réactionnaires, dictatoriaux, fascistes, au service des intérêts de l'impérialisme international au Moyen-Orient.

Ce que nous voulons, c'est retourner dans notre patrie palestinienne. Construire un Etat démocratique et laïque, où puissent coexister également suivant les mêmes droits et les mêmes devoirs juifs, chrétiens et musulmans sans aucune discrimination de race, de couleur ou de religion. Voilà brièvement ce que représente l'OLP.

« La guerre au Liban n'est pas un événement isolé »

Les événements actuels au Liban. — l'invasion par Israël — ne sont pas que le fait de l'Etat d'Israël. Il y

a la complicité active et le soutien ferme des Etats-Unis comme fer de lance de l'impérialisme international.

La guerre au Liban n'est pas un événement isolé. Elle a un objectif qui fait partie de l'offensive de Reagan pour détruire le mouvement de libération au Salvador, d'envahir le Nicaragua, d'en finir avec le mouvement de libération en Afrique du Sud. Et l'objectif principal est d'en finir avec l'OLP, d'anéantir le peuple palestinien. Et c'est pour cela qu'aujourd'hui la guerre du Liban est une guerre de génocide.

Reagan a tellement dit que l'OLP a « le bras long »... Quand le bras en est venu à menacer l'impérialisme nord-américain, en Amérique centrale, avec un autre bras en Afrique... Mais cette agression au Liban ne vise pas seulement à couper les bras, mais à détruire totalement le peuple palestinien et l'OLP.

C'est pour cela qu'ont été utilisés tous les types de machines et d'armes. Des armes tellement sophistiquées que jusqu'à présent certaines n'avaient pas été expérimentées par l'armée américaine elle-même. En réalité, les Etats-Unis sont en train d'expérimenter leurs armes nouvelles, leur matériel sophistiqué, sur le peuple palestinien et libanais. Des bombes au napalm, au phosphore, à fragmentation, à gaz, des avions F16, des machines électroniques, etc.

Mais jusqu'à présent, le résultat est le suivant : plus de 40 000 morts et blessés dans la population civile palestinienne et libanaise, 3 villes libanaises détruites (Sidon, Tyr et Nabate d'ores et déjà), 34 villages libanais et 14 camps de réfugiés rasés ; il y a un million de réfugiés et 10 000 prisonniers palestiniens et libanais placés dans un camp de concentration au sud du Liban, dans la région occupée par Israël. Ni la Croix-Rouge internationale, ni la Commission des droits de l'homme de l'ONU ne sont parve-

nues à les voir, et le gouvernement israélien a dit que ces prisonniers ne vont pas être traités comme des prisonniers de guerre, comme des soldats, conformément à la Convention de Genève, parce qu'ils n'étaient pas habillés en militaires — ce qui est vrai, car ils sont civils !

Ces prisonniers sont marqués d'une croix rouge dans le dos, ce qui rappelle les juifs marqués par les nazis dans les camps de concentration avec l'étoile de David. Ils subissent des tortures et beaucoup sont en train de mourir. C'est ce qu'ont dénoncé au moins des médecins canadiens, norvégiens, américains, français qui ont été prisonniers avec eux, et qui offraient leurs services dans les villages palestiniens du Sud Liban et dans les camps de réfugiés. Tout cela a été publié par la presse, par les moyens de communication dans le monde entier.

Mis à part ce crime — tout ce que subit Beyrouth encerclée aujourd'hui sur 150 mille mètres carrés, bombardée pendant 48 jours par terre, par air et par mer —, mis à part ce résultat au niveau de la population civile, négatif, qui provoque tristesse et pleurs, il y a une contrepartie positive : jusqu'à présent, après 48 jours, Israël n'est parvenue à atteindre aucun objectif parmi ceux qu'elle avait et qui ont motivé l'invasion du Liban.

D'abord, elle voulait détruire l'OLP, sa structure, son infrastructure non seulement politique, non seulement militaire, mais aussi éducationnelle, sanitaire, qui existent dans les camps de réfugiés, là où existe une forme d'auto-gouvernement populaire, avec des commissions populaires qui contrôlent les camps où il existe des commissions sanitaires, d'éducation, etc., du peuple palestinien. En outre, nous pouvons même dire que le peuple palestinien et le peuple libanais sont les maîtres de la démocratie au Moyen-Orient !

représentant de l'OLP au Brésil

Israël voulait détruire tout cela. Parce que les Etats-Unis, comme nous le savons, n'admettent la démocratie libérale que chez eux. Pas en Amérique latine, pas en Afrique ni au Moyen-Orient non plus. Parce que, pour les gouvernements des Etats-Unis, les droits de l'homme ne sont pas valables pour tous. L'Indien, le Rouge, le Brun, le Noir, l'Arabe... non, la démocratie c'est seulement pour une certaine classe, sélectionnée... Nous, nous disons : ou bien les droits de l'homme valent pour tous, ou bien ils ne valent pour personne !

« Nous n'avons qu'une seule voie : la Palestine, notre patrie ! »

Les Etats-Unis prétendaient détruire l'OLP, réaliser un génocide contre le peuple palestinien, imposer un gouvernement libanais légal allié d'Israël, signer un rapport d'amitié et de coopération avec le gouvernement israélien, comme le montre ce qui est fait vis-à-vis de Gemayel, le président du parti phalangiste libanais.

Et le peuple libanais n'admet pas cela. C'est pourquoi il existe aujourd'hui une lutte conjointe des forces politiques libanaises et de l'OLP, sous le commandement des forces conjointes dirigées par le commandant Arafat.

Le peuple palestinien et l'OLP, en ce moment, ont obtenu une grande victoire politique : la sympathie de tous les peuples du monde. Israël prétendait faire une invasion en 48 heures, sans faire de scandales, et anéantir le peuple palestinien, réalisant ainsi son objectif. Mais, comme Begin et Sharon l'ont reconnu, la capacité de l'homme palestinien et libanais pour combattre est grande !

Israël possède 570 000 militaires, 750 avions de combat, 4 000 chars et 5 000 voitures blindées, plus 1 200 pièces d'artillerie lourde. Les forces conjointes libanaises et palestiniennes ont 25 000 hommes, aucun avion, aucun char, quelques dizaines de voitures blindées et 200 pièces d'artillerie lourde.

48 jours ont passé. Et Israël devra encore attendre des mois et des mois si elle veut entrer dans Beyrouth. Parce qu'aujourd'hui, Beyrouth est une forteresse. Aucune armée du monde ne pourra y entrer. Et si elle tente de le faire, elle perdra 30 ou 40 mille hommes, un coût insupportable.

Il y a un demi-million de Palestiniens au Liban. Or, pourquoi sont-ils là ? Parce qu'ils sont soutenus dans le monde entier, parce qu'ils ont été expulsés de leur patrie. Nous voulons quitter le Liban. Israël exige que nous quittions le Liban. Les Etats-Unis demandent que nous quittions le Liban. Et nous, nous voulons quitter le Liban ! Mais... pour aller où ?

Si tous les gouvernements du monde décidaient que les Palestiniens doivent abandonner leurs pays respectifs, en Amérique du Nord, en Amérique du Sud, en Afrique, en Europe, dans les pays arabes... où aller ? Nous n'avons qu'une seule voie : la Palestine, notre patrie ! Nous n'allons pas sortir du Liban. Cela est très clair. Nous ne sortirons du Liban qu'en direction de la Palestine ! Ainsi a parlé notre commandant Arafat.

« Ils ne peuvent détruire l'OLP »

Ils peuvent tout faire au peuple palestinien — des bombes de gaz, au napalm, des bombes à fragmentation, au phosphore —, ils peuvent tuer 500 000 Palestiniens et Libanais, ils peuvent anéantir la direction du peuple palestinien au Liban. Mais ils ne peuvent détruire l'OLP !

Parce que l'OLP est soutenue par le monde entier. Là où il y a un Palestinien... La structure et l'infrastructure de l'OLP existent en dehors du Liban de la même façon et avec la même force qu'elles existent à l'intérieur du Liban. La direction du peuple palestinien est, en dehors du Liban, numériquement plus nombreuse qu'elle ne l'est au Liban. Il y a des milliers et des milliers de combattants palestiniens qui ne sont pas au Liban aujourd'hui.

S'ils nous détruisent au Liban, en moins de 48 heures, nous relèverons l'OLP qui ressurgira plus forte que jamais. Parce que nous sommes habitués à cette guerre de génocide, commencée en 1970 par le roi de Jordanie, qui a continué en 1976 dans la guerre du Liban et qui connaît aujourd'hui sa troisième offensive contre notre peuple. Et dans les deux guerres précédentes, l'OLP a été renforcée. Elle a sophistiqué son armement, sa structure, à tous les niveaux, éducationnels, sanitaires, culturels, etc.

Et l'OLP n'est pas seulement là où il y a des Palestiniens. Comme je l'ai dit au début, elle n'appartient pas seulement au peuple palestinien. L'OLP est partout là où il y a un homme qui lutte pour la liberté, pour ses droits en tant qu'homme, pour sa dignité d'être humain. Et ils sont des centaines de millions dans le monde ! D'une façon ou d'une autre, l'OLP représente ces personnes.

Question : Serait-il possible que soit constitué un Etat souverain palestinien à côté d'Israël, ou faudrait-il pour cela la destruction de l'Etat d'Israël ?

Réponse : Je n'ai jamais parlé de détruire Israël. Nous avons parlé de détruire le système. Détruire le système pour qu'ils vivent... Parce qu'aujourd'hui, des juifs sont en train de lutter avec nous, dans différents partis politiques, comme le Matzpen, « Paix maintenant », dans les rues de Tel-Aviv et de Jérusalem, en faveur du peuple palestinien.

Notre stratégie est de détruire le sionisme. Mais pour y parvenir, il y a un long processus de lutte. Il y a des tâches immédiates aujourd'hui pour le peuple palestinien. Nous avons les aspirations des juifs qui luttent contre le sionisme. De même que les Palestiniens, ils n'ont pas de territoire où commencer à se sentir libres, la tâche immédiate est de créer un Etat palestinien n'importe où sur le sol palestinien, qui peut être en Cisjordanie ou dans la bande de Gaza, la terre palestinienne occupée en 1967. Cet Etat sera démocratique, laïque, libre, et sera un ferment au Moyen-Orient pour la paix et pour la démocratie.

Cet Etat, par une voie ou par une autre, entraînera de nombreux frères arabes, qui veulent et ont les mêmes objectifs dans leurs pays. Il entraînera beaucoup de cousins juifs, qui veulent la même sorte et la même forme de coexistence. Et de



août 1982 : Beyrouth-Ouest sous les bombardements de l'armée israélienne.

cette façon, le sionisme sera anéanti.

Question : Comment analysez-vous la position des gouvernements arabes qui ont clairement omis de prendre position par rapport à l'attaque contre le peuple palestinien ?

Réponse : En temps de guerre, nous ne pouvons pas établir une analyse sous une forme définitive vu le besoin de définir des alliances et des relations, et cela jusqu'à ce que la guerre soit finie. Parce que, dans le cas contraire, cela augmentera le poids de l'ennemi, et affaiblira notre force.

Mais je vais dire quelque chose en quelques mots. Les gouvernements arabes ont été complices par leur silence. Quelques-uns actifs et d'autres passifs, mais il existe une complicité.

Multiplier les manifestations de solidarité

Question : Nous savons que le Parti des travailleurs (PT) soutient la

lutte du peuple palestinien, ainsi que les membres de la Commission nationale pour la Centrale unique des travailleurs. Comment cet appui pourrait-il se transformer en solidarité effective ?

Réponse : Le peuple palestinien et son organisation reçoivent aujourd'hui une grande sympathie de la part du peuple brésilien. Et de la majorité des militants de tous les partis. Mais le Parti des travailleurs, le PT, a été le seul parti — en tant que parti — qui a apporté son soutien ferme à la lutte du peuple palestinien.

Aujourd'hui, j'ai reçu une lettre du président du parti (Lula) adressée au commandant Arafat. Et le PT est en train de mobiliser ses militants dans tout le Brésil, en élevant la conscience du peuple brésilien par rapport à un crime qui, en raison de sa cruauté, nous pouvons le dire, n'a pas d'égal en ce qui con-

cerne l'attaque contre une population civile depuis la Deuxième Guerre mondiale.

Le président du parti est en train de prendre contact avec d'autres partis brésiliens et d'autres pays pour former une délégation qui se rende au Liban et aille voir Arafat pour, de près et de façon pratique, apporter son soutien et sa solidarité.

Question : Quelle serait la meilleure forme de solidarité ?

Réponse : Les manifestations, les rassemblements qui sont en train d'avoir lieu dans tout le pays sont le soutien que recherche le peuple palestinien. Nous demandons de continuer cela, sous toutes les formes, non seulement pour aujourd'hui ou pour demain, mais pour toujours et partout, comme protestation tant que les Israéliens continueront au Liban et que les Palestiniens n'auront pas reconquis leurs droits légitimes. Nous souhaitons que se forment dans tout le Brésil des comités de solidarité, divulguant les informations, fournissant tout le soutien possible pour la lutte du peuple palestinien.

D'autres moyens existent qui sont le soutien matériel dont a besoin le peuple palestinien, en termes de nourriture, de médicaments, etc. Un comité a été créé à Sao Paulo qui est en train de recevoir et de recueillir de l'argent, des vêtements, de la nourriture, des médicaments et du sang.

Nous désirons que le peuple brésilien, par le biais de ces comités, contacte des syndicats de médecins du Brésil... Nous avons besoin de médecins, spécialistes en chirurgie, qui puissent aller au Liban, parce que les médecins manquent dans les hôpitaux où les gens meurent par manque de médicaments et de médecins.

Interview réalisée par le correspondant de Tribune internationale au Brésil le 20 juillet 1982.

(1) Les intertitres sont de la rédaction de Tribune internationale - La Vérité.

Tribune internationale - La Vérité a publié sur la lutte des classes au Moyen-Orient les articles suivants :

Tribune internationale n° 1 (janvier 1982)	
• Turquie : à bas la dictature !	page 12
• L'annexion du Golan par Israël	page 14
Tribune internationale n° 2 (février 1982)	
• Iran : trois années après la chute du chah	page 9
Tribune internationale n° 5 (juin 1982)	
• Moyen-Orient : la guerre Iran-Irak	page 10
• Une déclaration de « IV ^e Internationale (CIR) » sur la question palestinienne	page 11
Tribune internationale n° 6 (juillet-août 1982)	
• Liban : la « solution finale » de Begin et Reagan. Une entreprise de génocide	page 2
• Après la défaite militaire de l'Irak	page 12
• Turquie : 70 000 emprisonnés	page 15
Tribune internationale n° 7 (septembre 1982)	
• Palestine : déclaration de « IV ^e Internationale (CIR) »	page 1
• La défense de la résistance palestinienne contre l'agression de l'Etat d'Israël	page 22

LIBERATION DE WALESA, BALUKA, KURON, LIPSKI ET TOUS LES EMPRISONNES !

Halte aux procès !

Le 31 août, solidarité avec les travailleurs de Pologne

Le 31 août, jour anniversaire de la signature des accords de Gdansk, malgré les menaces, malgré la répression déchaînée, par dizaines et par dizaines de milliers, les travailleurs, les jeunes, les intellectuels, les paysans manifestaient dans toute la Pologne.

Malgré le déploiement des forces répressives, malgré leur violence sauvage, le peuple travailleur de Pologne tenait la rue !

Partout dans le monde, des manifestations ont eu lieu, exprimant le fait que pour les travailleurs du monde, le combat des ouvriers de Pologne est leur combat. Sur la ligne de la réalisation du plus large front unique pour la libération de tous les emprisonnés, contre les procès de type stalinien, pour la reconnaissance des organisations que la classe ouvrière, que le peuple ont constituées, à commencer par *Solidarité*, les sections de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » se sont placées au premier rang de ce combat.

En voici quelques exemples :

A Montréal, le 31 août, une manifestation de 1 000 personnes s'est déroulée à l'appel de *Solidarité* au Canada. Le Groupe socialiste des travailleurs (GST), section au Canada de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » y a pris part sous ses propres drapeaux.

A Bruxelles, le 31 août, en réponse à l'appel du Bureau d'information de *Solidarité* en Belgique, une manifestation a eu lieu à laquelle participaient nos camarades de l'Organisation socialiste internationaliste, la coordination belge du Comité international contre la répression, les Jeunesses socialistes, les Jeunesses communistes, etc.



Le cortège du PCI le 31 août devant l'ambassade de Pologne à Paris.

A Cologne, rassemblement de trois cents participants avec la présence de Günter Grass et de dirigeants syndicaux ; rassemblements à Berlin et à Brême.

A Paris, plusieurs milliers de participants à la manifestation appelée devant l'ambassade de Pologne par le comité de coordination de *Solidarité* en France. A l'exception du PCF et de la CGT (bien que des sections syndicales aient été présentes), les organisations politiques et syndicales (CGT-FO, FEN, CFDT, PS, PCI, LCR) y ont participé.

A Londres, 2 000 participants à une manifestation appelée par divers comités. J. Hammond, président du Syndicat national des journalistes et membre du Comité pour la libération de Walesa, Kuron, Baluka et de tous les emprisonnés, y a pris la parole.

A Madrid, des délégations de la Fédération des transports de l'UGT, du comité national de la CNT, de l'Association de solidarité avec *Solidarité*, du syndicat de Artes Blancas et de travailleurs du ministère des Travaux publics se sont rendues à l'ambassade pour exiger la libération des emprisonnés.

A Dublin, à l'initiative de l'*Irish Polish Solidarity Campaign* et de la League for a Workers Republic (LWR), section irlandaise de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », un piquet de protestation a été organisé devant l'ambassade soviétique le 4 septembre (il n'y a pas de représentation diplomatique polonaise). Cette initiative était soutenue par des dirigeants des Trade-Unions de Dublin et de Belfast.

A Mexico, une délégation de 50 personnes s'est rendue à l'ambassade porteuse d'une pétition signée par de nombreuses personnalités et responsables syndicaux ainsi que par les organisations qui se réclament de la IV^e Internationale, le PRT, le POS et les deux organisations affiliées à « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », la LOM et la LS.

A Stockholm, une manifestation a eu lieu le 31 août devant l'ambassade de Pologne. Y participaient la Fédération syndicale LO, le Parti socialiste, l'organisation du Secrétariat unifié en Suède et l'IS, section de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ».

JAN Josef Lipski, l'un des fondateurs du KOR, dont la vie se confond avec le combat émancipateur du peuple travailleur de Pologne, est rentré en Pologne de son plein gré, pour faire face à ceux qui l'accusaient et le calomniaient. J. Lipski, qui fut l'un des combattants de l'insurrection de Varsovie contre l'occupation nazie en 1944, a été aussi le rédacteur en chef de la revue d'opposition *Po Prostu* en 1956, l'un des combattants d'avant-garde du mouvement qui, contre la bureaucratie, visait à redonner aux travailleurs le contrôle de leurs conquêtes.

J. Lipski est rentré en Pologne, défiant ceux qui accusent le KOR. Par son acte, il compromet tout le mécanisme des procès truqués qui se préparent contre les meilleurs représentants du peuple polonais.

La bureaucratie a répondu à sa manière : rentré en Pologne le 15 septembre, J. Lipski était arrêté le 16. Il rejoint dans les geôles de Jaruzelski les autres fondateurs du KOR, Edmund Baluka et leurs camarades.

La bureaucratie du POUP s'est ainsi reniée par rapport aux déclarations dont elle avait accompagné la proclamation de l'état de guerre. Nul ne serait inquiet pour son action politique avant le 13 décembre 1981...

Edmund Baluka, l'un des dirigeants de la grève des chantiers navals de Szczecin en 1970, arrêté et interné dès le 13 décembre, est depuis le mois de juin transféré dans une prison et inculpé pour avoir été l'un des fondateurs du PSPP, pour avoir constitué — conformément aux droits que reconnaît la Constitution polonaise — un parti qui se réclame du socialisme et de la démocratie, du droit du peuple polonais à décider de son propre destin.

Jacek Kuron et Adam Michnik, membres fondateurs du KOR, connaissent le même traitement : eux aussi internés depuis le 13 décembre, ils sont maintenant transférés en prison, menacés de l'exercice d'une « justice » aussi truquée qu'elle est sommaire.

La peine de dix ans de prison réclamée par l'accusation contre Moczulski, dirigeant d'une organisation politique qui, elle aussi, agissait au grand jour, la KPN, cette peine de dix ans de prison souligne ce qui se trame contre les représentants les plus conséquents du peuple travailleur de Pologne.

Les conditions de détention de Lech Walesa s'aggravent. 3 328 pro-

Au Brésil, un appel pour la libération de Walesa, Kuron, Baluka et tous les emprisonnés, adressé aux autorités polonaises, a d'ores et déjà été signé par les principaux dirigeants de la commission pro-CUT (c'est-à-dire les dirigeants syndicaux qui combattent pour une centrale unique et démocratique). Parmi eux, Luis Inácio da Silva (Lula), le président du Parti des travailleurs.

Les signataires : Fernando Henrique Cardoso (sociologue), José Alvaro Moisés (sociologue) ; les membres de la commission pro-CUT de Sao Paulo qui suivent : Clara Ant (au nom du syndicat des architectes de Sao Paulo), Waldemar Rossi (métallurgiste), Joel de Oliveira (président du syndicat des menuisiers), Vicente de Paulo e Silva (vice-président du syndicat des métallurgistes de Sao Bernardo), Gilmar dos Santos (vice-président du syndicat des employés de banque), Miguel Rupp (président du syndicat des métallurgistes de Santo André), Magno de Carvalho (secrétaire général de la FEPASP), Ivan Rodrigues (président du syndicat des chauffeurs), José Luiz Gonçalves (directeur du syndicat des métallurgistes de Sao José dos Campos), Valdir Carlos Ferreira (directeur du syndicat des pétroliers de Campinas), Francisco Caravanti (directeur du syndicat des pétroliers de Campinas), Luis Inácio da Silva (Lula), président du PT, candidat au poste de gouverneur de l'Etat de Sao Paulo.

cès sont en préparation contre les manifestants arrêtés le 31 août. Le pouvoir de la bureaucratie parle « d'illégaliser » *Solidarité* après l'avoir interdit de fait.

Le 22 juillet 1982, Jaruzelski annonçait la libération d'un certain nombre de détenus. Il assurait que toutes les femmes incarcérées après la proclamation de l'état de guerre seraient libérées.

Anna Walentynowicz, l'ouvrière de Gdansk qui avait été à l'initiative du Comité des syndicats libres de la Baltique, puis membre du praesidium des chantiers Lénine, arrêtée en décembre 1981, au moment du coup de force, était libérée le 22 juillet.

Nous venons d'apprendre qu'après les puissantes manifestations du 31 août, Anna Walentynowicz avait été de nouveau arrêtée à Gdansk.

Ainsi, une fois encore, la bureaucratie se renie. Anna Walentynowicz est enfermée à la prison de Gdansk. Un procès est en cours contre elle : elle est accusée d'avoir organisé la grève à Gdansk entre le 13 et le 16 décembre 1981. On utilise contre elle la « procédure sommaire » qui permet d'aggraver les peines et qui interdit tout appel.

Mais face à la bureaucratie, la solidarité internationale s'organise.

Au 15 septembre, c'est plus de 30 000 travailleurs, jeunes, intellectuels qui avaient pris position, qui appelaient à la libération de Walesa, Kuron, de Baluka, de tous les emprisonnés, et qui commençaient à s'organiser pour largement mobiliser le mouvement ouvrier et démocratique de leur pays contre l'arbitraire d'une bureaucratie aux abois.

Résolution adoptée par le Congrès du travail du Canada

Attendu que le CTC a salué l'émergence, en Pologne, d'un mouvement syndical libre et immensément populaire, dont il a d'ailleurs invité le président à la présente assemblée ;

Attendu que les autorités polonaises, assistées par l'Union soviétique, ont brutalement attaqué *Solidarność* et imposé la loi martiale au peuple polonais ;

Attendu que le président Reagan et d'autres adversaires du syndicalisme libre ont essayé de tirer hypocritement avantage du sort de *Solidarność* ;

Il est résolu que le CTC réaffirme son entier appui à *Solidarność* et à son objectif de syndicalisme libre pour tous les travailleurs ;

Il est en outre résolu que le CTC continue de réclamer la libération des syndicalistes détenus en Pologne, l'abolition de la loi martiale et la reprise des négociations entre les autorités polonaises et *Solidarność* pour respecter et mettre à exécution l'accord conclu à Gdansk en 1980 ;

Il est en outre résolu que toute aide étrangère à la Pologne vise à favoriser la réalisation de ces objectifs et non à augmenter le pouvoir de répression des travailleurs par l'Etat polonais.

En Allemagne, en Angleterre, en Belgique, au Canada, au Danemark, en France, au Mexique, en Suisse, en Suède, en Irlande, au Brésil, en Colombie, au Pérou, au Portugal, en Espagne, la campagne se développe.

Dans tous ces pays, aux côtés de milliers de travailleurs, de jeunes, d'universitaires, ce sont des militants responsables des organisations ouvrières qui s'associent à la campagne.

C'est par exemple en Angleterre, les députés du Labour Party Philip Whitehead et Reg Race (notons que le Comité exécutif du Labour Party a pris position pour la libération de Walesa, Kuron et Baluka). C'est en Belgique, parmi bien d'autres, le député européen du PS, Ernest Gline.

C'est, au Mexique, la résolution du congrès de la STUNAM (syndicat de l'université nationale, syndicat indépendant fort de 2 000 membres), qui mandate son comité exécutif pour participer à la mise en place d'un comité pour la libération de Walesa, de Kuron, de Baluka et de tous les emprisonnés. C'est, en Colombie, l'avocat Ivan Lopez Botero, des professeurs de l'université nationale de Bogota comme Orlando Fals Borda et Maria Cristina Salazar de Fals, Diego Motana Cuellar qui s'associent à la campagne. C'est, au Pérou, l'avocat du mouvement ouvrier Jose Ona Meono et Victor Cuadros, secrétaire général de la Fédération des mineurs.

C'est, au Portugal, aux côtés de responsables syndicaux et de militants ouvriers de diverses tendances, dix députés du PS qui appellent à la libération des emprisonnés.

Devant l'aggravation de la répression, la campagne doit s'amplifier encore, faire échec aux sinistres plans de Jaruzelski et de ses maîtres :

Statut politique pour tous les emprisonnés !

Halte aux procès truqués !

Libération de Walesa, de Kuron, de Baluka, de Michnik, d'A. Walentynowicz et de tous les emprisonnés !

Vive la lutte du peuple travailleur de Pologne !

DERNIERE MINUTE

Miroslaw Krupinski, vice-président de la Commission nationale (KK) de *Solidarité*, vient d'être condamné à trois ans et demi de prison par le tribunal de la marine de guerre.

Krupinski est le premier dirigeant de *Solidarité* à être ainsi condamné au terme d'un « procès ».

31 août 1982, tout un peuple dressé contre l'état de guerre

Les gigantesques manifestations du 31 août en Pologne, qui ont vu se dresser tout un peuple contre les hiérarques du POUP protégés par leur milice, marquent un nouveau tournant. Par dizaines de milliers, dans plus de 30 villes de Pologne, les masses ont une nouvelle fois, et à une échelle jamais atteinte jusqu'alors, défié l'état de guerre.

Ces manifestations constituent un échec indiscutable des tentatives de Jaruzelski de détacher le peuple polonais de son avant-garde, d'opposer les adhérents de *Solidarité* à leurs dirigeants. Ces manifestations ruinent — à cette étape — les espoirs de la bureaucratie de mettre sur pied un « accord national » qui garantisse ses privilèges.

Dans ce gigantesque combat qui se déroule au cœur de l'Europe, la classe ouvrière, entraînant tout un peuple, a marqué, avec une puissance sans précédent depuis le 13 décembre, l'échec du coup de force de Jaruzelski et de la répression à atteindre ses objectifs.

Le coup de force du 13 décembre 1981 n'a pu renverser le cours des choses ; il n'a pas pu faire disparaître les rapports politiques issus d'août 1980. Avec une hardiesse plus grande chaque fois, avec un niveau d'organisation plus élevé à chaque échéance, tout un peuple, groupé avec son organisation *Solidarité*, se dresse. En face, la bureaucratie affaiblie, en proie à des contradictions internes, est déchirée sur les moyens de « faire face » et de reprendre l'initiative.

Parce que les maîtres du Kremlin mesurent les conséquences d'une brutale intervention, comme ultime moyen de régler son compte à la révolution en cours, ils ne peuvent se résoudre, pour le moment du moins, à prendre une telle décision, tout en manifestant une inquiétude toujours plus grande quant à la capacité de Jaruzelski de régler les problèmes. Dès lors, Jaruzelski est conduit à tenter d'obtenir une « paix à froid » en combinant répression féroce contre l'avant-garde et prétendus gestes d'« ouverture » dont pourrait se saisir Mgr Glemp, le primat de l'Eglise polonaise, afin de « convaincre » d'hypothétiques dirigeants de *Solidarité* à renoncer aux acquis d'août 1980.

La marge est étroite, si tant est qu'il y en ait une, comme viennent de le rappeler les manifestations du 31 août. D'autant que pendant le même temps, chaque jour supplémentaire de gestion bureaucratique aggrave les conditions d'existence des masses.

AU cours du mois de juin, Jaruzelski décidait d'accroître la répression contre les « extrémistes » de *Solidarité*. Il transférait dans des prisons Edmund Baluka, fondateur du PSPP, isolait Kuron et Michnik, fondateurs du KOR, préparait des procès contre ces militants, rouvrait les poursuites contre Moczulski et les autres dirigeants de la KPN, faisait transférer Walesa au sud-est du pays, près des frontières d'URSS et de Tchécoslovaquie.

Dans le même temps, le WRON (Conseil militaire de salut national) dissertait quotidiennement sur l'« entente sociale ». Le 12 juillet, le journal de l'armée, *Zolnierz Wolności*, donnait toute sa cohérence au dispositif en invitant « les militants raisonnables et patriotes de *Solidarité* » ainsi que les « membres des anciennes directions centrales et régionales » du syndicat indépendant à se démarquer « clairement et fermement » des partisans de la « confrontation ».

Le journal de l'armée précisait : « Les soi-disant dirigeants de la prétendue organisation clandestine de *Solidarité* se trouveraient dépouillés du droit qu'ils se sont arrogé d'agir au nom du syndicat tout entier », et on verrait se rapprocher rapidement le jour de la levée de l'état de guerre.

Cependant, afin de « nourrir » sa manœuvre, Jaruzelski devait desserrer l'état, par là même reconnaissant la force du mouvement du peuple travailleur et contradictoirement « nourrir » son approfondissement. Aussi annonçait-il, le 21 juillet, la libération de 1 227 internés (dont 900 seulement à titre « définitif »). Au cours du même discours, il appelait à constituer des « comités patriotiques », nouvelle appellation des « comités de renaissance nationale », qui n'ont jamais vu le jour

malgré l'appui apporté par l'Eglise à ce projet.

Des deux termes du discours de Jaruzelski, les masses ne retenaient que le premier : la libération de 1 227 internés, considérée comme un premier recul qui renforçait la détermination d'en imposer d'autres !

La réponse de *Solidarité*

Dès lors, fin juillet, la commission provisoire nationale de *Solidarité* (TKK), composée des dirigeants clandestins des plus importantes régions du syndicat, répondait à Jaruzelski : elle rejetait son « offre » de collaboration, exigeait le retour de *Solidarité* dans tous ses droits, la libération de tous les internés et emprisonnés, et appelait à des manifestations nationales pour les 16 et 31 août.

Le 13 août à Szczecin, le 16 à Gdansk et dans plusieurs villes, puis dans tout le pays le 31 août et les jours suivants, par centaines de milliers dans les rues, malgré les menaces de Jaruzelski et la répression de sa milice, en dépit des adjurations de Mgr Glemp à ne pas manifester, les masses disloquaient les tentatives du POUP de diviser leur front de combat. La puissance de ces manifestations venait signifier l'échec total de la « normalisation » entreprise depuis neuf mois.

La tentative d'isoler l'avant-garde, de conclure, avec l'appui de l'Eglise, un « accord » avec certains secteurs de *Solidarité*, est battue en brèche.

Dès lors, que peut faire Jaruzelski ? Au lendemain du 31 août, la répression s'est faite plus violente et les procès contre les dirigeants du KOR, ceux de la KPN et les militants les plus en vue ont été accélérés. Dans le même temps, plusieurs

dignitaires du régime préparaient l'opinion à une délégalisation de *Solidarité*. Le 22 septembre, en effet, le journal gouvernemental *Rzeczpospolita* (*La République*) annonçait qu'il n'y aurait « pas de retour à la vie publique » ni pour les dirigeants de *Solidarité*, ni pour le nom même de *Solidarité*.

Le même jour, un membre du bureau politique du POUP, Josef Czyrek, affirmait que « le mouvement syndical sera reconstruit à la base, dans les entreprises ». Ces déclarations constituent-elles une nouvelle velléité sans lendemain ou bien préparent-elles à la décision effective de délégaliser *Solidarité* (qui n'est que « suspendue » depuis le 13 décembre 1981) ? Il est encore trop tôt pour le dire.

Une telle décision signifierait que Jaruzelski, constatant que toute possibilité de conclure un « accord » avec certains secteurs de *Solidarité* et l'Eglise est désormais exclue, décide de préparer la « confrontation ».

Les faits eux-mêmes ne peuvent que conduire Jaruzelski à une telle conclusion. Un ministre reconnaissait récemment devant la Diète l'échec des précédentes tentatives en ce sens, en indiquant qu'en avril le WRON avait proposé aux dirigeants clandestins de *Solidarité* (B. Lis, W. Frazyniuk et Z. Bujak) un sauf-conduit en échange d'un « accord », mais que cette proposition avait été repoussée par les intéressés.

Z. Bujak et plusieurs dirigeants de *Solidarité* ont constamment mis en garde le POUP : la délégalisation de *Solidarité* conduirait immédiatement la direction clandestine de *Solidarité* à appeler à la grève générale.

Aux côtés des travailleurs polonais

Jaruzelski ne l'ignore pas. Comme il n'ignore pas qu'un tel mot d'ordre répond à l'attente de tout un peuple. L'accroissement de la répression contre l'avant-garde, son isolement, vise de toute évidence à priver le peuple polonais de ses meilleurs combattants dans la perspective de cette « confrontation » que prépare tout le développement de la situation. Du côté du Kremlin, il est de plus en plus difficile d'attendre. C'est ce que le 15 août Brejnev a sans aucun doute répété à Jaruzelski...

Du côté des masses, dont les conditions d'existence se dégradent sans cesse, on ne peut plus attendre non plus (officiellement, le niveau de vie a baissé de 26 % depuis le début de l'année).

Au moment où la situation se tend à nouveau en Pologne, les organisations affiliées à « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » vont déployer toutes leurs forces pour agir aux côtés des ouvriers et du peuple polonais, comme elles l'ont fait le 31 août (lire dans cette page) et comme elles le font depuis des mois pour empêcher les procès stalinien qui menacent l'avant-garde combattante du peuple travailleur de Pologne.

C'est de cette manière, en mobilisant les travailleurs du monde entier pour arracher Kuron, Michnik, Moczulski, Baluka des geôles stali-



Le 31 août, dans toute la Pologne, à l'appel de *Solidarité*, les travailleurs et le peuple polonais manifestent pour la levée de l'état de guerre et la libération des emprisonnés.

niennes, pour exiger l'arrêt de l'isolement de Walesa, pour exiger sa libération ainsi que celle de tous les internés et emprisonnés, que « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » accomplit ses tâches internationalistes.

Les échéances polonaises, en plein cœur de l'Europe, sont déterminantes pour le combat des masses du monde entier contre l'oppression et l'exploitation.

A. Langevin

21 juillet : Jaruzelski annonce la libération de 1 227 internés (dont 900 seulement à titre « définitif ») et appelle à constituer des « comités patriotiques ».

31 juillet : Appel de la TKK (Coordination provisoire de *Solidarité*) à des manifestations nationales le 16 août (anniversaire de la constitution du comité de grève inter-entreprises de Gdansk en août 1980) et le 31 août, deuxième anniversaire de la conclusion des accord de Gdansk. La TKK rejette l'« offre » de collaboration de Jaruzelski.

13 août : 30 000 personnes accompagnent Marian Jurczyk, dirigeant de *Solidarité* de Szczecin, à l'enterrement de son fils et de sa belle-fille décédés dans des circonstances mystérieuses.

15 août : Mgr Glemp prononce à Czestochowa une homélie où le nom de *Solidarité* n'est pas cité, et il ne fait aucune référence aux manifestations prévues.

16 août : Des manifestations massives ont lieu dans de nombreuses villes. Elles durent jusqu'au 18 août : trois jours d'affrontements à Szczecin. Plusieurs milliers de personnes affrontent la milice à Gdansk devant le siège régional du POUP.

31 août : Dans les jours qui ont précédé, Jaruzelski a déployé ses forces de répression. Mgr Glemp, de son côté, a multiplié les pressions et les déclarations publiques appelant à ne pas manifester.

Dans toutes les villes de Pologne, les masses déferlent. La répression est violente : 5 morts au moins, des centaines de blessés, plus de 4 000 arrestations, 3 000 « jugements », des centaines d'internés.

1^{er} septembre : Le WRON déclare vouloir « accélérer » la procédure en cours contre les membres du KOR.

2 septembre : Kuron et plusieurs membres du KOR sont officielle-

ment « mis en accusation » par le parquet militaire. Michnik lance son « Appel à la communauté internationale ». Le WRON dénonce de prétendues « préparations d'attentats terroristes ».

6 septembre : La bureaucratie monte une grossière provocation sous la forme de l'occupation de l'ambassade polonaise à Berne.

7 septembre : Le POUP dénonce Kuron et le KOR (accusés de « liens avec les terroristes trotskystes »), B. Lis, Z. Bujak et W. Frasyuniuk (dirigeants de *Solidarité*) comme « moralement responsables » de la prise de l'ambassade de Berne.

9 septembre : L'occupation de l'ambassade de Berne prend fin. La provocation finit piteusement : le chef du « commando terroriste » est identifié comme un agent provocateur des services de renseignements polonais !

13 septembre : Nouvelles manifestations à l'occasion du dixième mois d'état de guerre à Cracovie, Varsovie, Szczecin, Lodz et Wrocław, où les affrontements avec la milice durent trois jours.

16 septembre : Jan Josef Lipski, un des fondateurs du KOR, rentre en Pologne et est arrêté.

15-18 septembre : L'agence polonaise officielle PAP parle de « quatre jours d'incidents » à Szczecin.

Mi-septembre : Le parquet militaire requiert 10 ans de prison contre le fondateur de la KPN, Moczulski, 9 ans contre Szeremietiew et 6 ans contre Jadzizak, également dirigeants de la KPN.

22 septembre : Le journal *Rzeczpospolita* (*La République*) annonce qu'il n'y aura « pas de retour à la vie publique ni pour les dirigeants ni pour le nom même de *Solidarité* ». Josef Czyrek, du bureau politique du POUP, confirme le même jour la mise en place de « nouveaux syndicats » « à la base, dans les entreprises ».

LE DISCOURS DE BOGDAN LIS LORS DE LA MANIFESTATION DU 31 AOUT DERNIER A GDANSK

« Seule la solidarité entre les peuples peut contraindre les gouvernements totalitaires à renoncer à opprimer de nombreux peuples dans le monde, dont le peuple polonais »

Nous publions dans son intégralité le texte du discours rédigé par Bogdan Lis à l'occasion de la manifestation du 31 août dernier à Gdansk.

Bogdan Lis, dirigeant de *Solidarité* pour la région de Gdansk, a réussi à échapper à la rafle du 13 décembre 1981. Il a constitué, avec d'autres dirigeants clandestins du syndicat (Bujak, Frasnyniuk, etc.), la Commission provisoire de coordination de *Solidarité* (TKK), qui avait appelé à des manifestations dans tout le pays pour marquer le deuxième anniversaire de la signature des accords de Gdansk le 31 août 1980.

Bogdan Lis donne ici son point de vue sur la situation dans le pays et la signification de cette manifestation.

AUJOURD'HUI, en ce second anniversaire d'événements ayant une si grande importance pour notre pays, célébrés dans des conditions qui font offense à ceux qui, il y a deux ans, le 31 août 1980, signaient les accords historiques, il est difficile de trouver des mots grâce auxquels on pourrait crier ce que ressent toute la nation.

Il y a deux ans, nous entamons une nouvelle étape de l'histoire de la Pologne. Nous prenions tous part à la création des fondements de la reconstruction de notre maison commune, la Pologne, notre patrie ruinée par 35 ans de gouvernement du POUP. Il nous semblait alors que malgré les différences séparant le pouvoir de la société, les mauvais côtés de la période noire de l'histoire d'après-guerre de notre pays seraient et ne resteraient plus qu'un point d'histoire.

Le 13 décembre 1981, le parti a décidé de prouver à la société que le noir pouvait être encore plus sombre et a amené à une situation où les années du gouvernement Gierek contre lequel nous protestions en 1980 semblent être une période d'épanouissement de la démocratie et de développement économique du pays. Confrontée à la réalité des gouvernements de la dictature militaire, cette période effectivement donnait davantage de possibilités d'agir pour le bien du pays.

Mais ce qui nous importe n'est pas un retour à la période Gierek. Des maquillages de la politique répressive du pouvoir à l'égard de la société ne nous satisferont pas non plus. Nous savons très bien que le but supérieur de tous les gouvernements totalitaires est l'aspiration à se maintenir au pouvoir à tout prix. Les dictatures n'attachent donc aucune importance ni à la voie suivie pour atteindre ce but, ni au nombre de victimes que doit supporter la société.

Nous avons pu nous en convaincre nous-mêmes dans les années 1956-1970, et dernièrement en décembre 1981. Au cours des huit mois de l'état de guerre, de nombreuses personnes sont mortes, les cimetières de Gdansk ont vu également s'accroître le nombre de nouveaux tombeaux. Nous ne répondons néanmoins pas à la terreur par la terreur.

Nous resterons en accord avec les moyens d'action employés jusqu'à par *Solidarité*, qui par principe devait servir la paix et la justice. C'est grâce à ces principes, entre autres, que *Solidarité* s'est acquis tant de partisans dans le monde entier. Cette autodiscipline et les actions basées sur ces principes soulignent encore la différence existant entre les gouvernants et les gouvernés. Le pouvoir est actuellement

l'objet du mépris de toute la société polonaise.

« Nous n'avons pas renoncé » (1)

C'est précisément ce mépris, et non pas la lutte armée, ce mépris montré par nous tous et notre ferme résolution à poursuivre la résistance passive qui provoquent la colère impuissante du pouvoir. Cette fureur est visible en particulier dans les mensonges déversés tous les jours par les moyens de désinformation de masse. L'impuissance y est présentée comme succès et c'est pourquoi les manifestations organisées par *Solidarité* sont, de l'avis des autorités, des défaites de la clandestinité qui a dû renoncer à l'idée de la grève.

Eh bien ! J'ai l'honneur de communiquer au gouvernement que nous n'avons pas renoncé. J'ajoute qu'une telle grève exige des organisations efficaces dans les entreprises ainsi que de nombreux autres facteurs qui composent son organisation. Les courtes grèves de protestation nous rendent difficile la préparation de cette protestation définitive. Elles peuvent être la cause de destructions des structures dans les entreprises par la police politique. Nous ne faciliterons donc pas à la sûreté sa besogne dans les entreprises.

En outre, nous traitons la grève générale comme une arme définitive, c'est pourquoi nous ne la proclamons que si elle est indispensable. Cela peut ne pas convenir à l'équipe du WRON, mais tant pis. Les manifestations par contre prouvent la fiction de la normalisation, illusion soutenue par le gouvernement de la République populaire de Pologne afin d'obtenir de nouveaux crédits de l'Occident.

Seul le gouvernement peut s'engager à rembourser d'éventuels crédits obtenus pendant la durée du conflit du pouvoir avec la société — la nation ne peut donner ni engagements ni garanties. Nous ne permettrons donc pas de créer des illusions. Nous désirons une véritable normalisation et une entente réelle. Avant tout parce que notre pays en a besoin.

La Pologne, tel un homme privé d'oxygène, se meurt. Le pays est condamné à mort sans entente et si toutes les forces ne sont pas dirigées à mettre une fin au processus de décadence. Il ne s'agira pas d'un anéantissement physique, mais d'une privation de l'identité nationale. Ce sera notre mort culturelle et morale. Nous deviendrons des mannequins et non plus des hommes. C'est pour que nous n'en arrivions pas là que nous menons notre combat pour l'entente. Pour qu'elle devienne un fait. Mais pour que



Varsovie, le 31 août 1982.

l'on puisse parler d'un début du processus de normalisation, nous devons connaître ne serait-ce que les propositions de solution du conflit.

« Les Polonais ne se laisseront pas aveugler »

Jusqu'aujourd'hui, bien que l'état de guerre dure depuis bientôt neuf mois, nous n'avons reçu aucune proposition de la part du gouvernement, sans parler de négociations. Aucun des représentants officiels du gouvernement ne s'est déclaré quant au sort des condamnés, arrêtés et internés. Nous ignorons si l'on permettra un jour de retourner dans leur patrie à tous les Polonais restés à l'étranger après le 13 décembre.

Au contraire, on se moque de nous en déclarant que Lech Walesa est privé de liberté parce qu'il serait menacé de danger par les ouvriers dont il est pourtant issu. Les Polonais ne se laisseront pas aveugler et leurrer. On a pu se convaincre du souci du gouvernement pour la sécurité des emprisonnés le 23 juillet, deux jours après le discours à la Diète du général Jaruzelski.

Ce jour-là, les militants emprisonnés à Gdansk, comme d'ailleurs les détenus de droit commun, ont été victimes de sanglants règlements de comptes. Nous connaissons les responsables de cet acte terroriste et nous veillerons à ce qu'ils n'échappent pas à leurs responsabilités.

Les autorités tolèrent consciemment ce type d'action des services spéciaux, ayant à l'esprit que ces gens, par crainte de la société qui exige leur châtement, et voulant échapper à la loi, seront entièrement disposés à combattre ceux qui pourraient les accuser.

Ils n'ont pas le choix. Le WRON ne pourra bientôt compter que sur de tels partisans, car tôt ou tard, aussi bien ceux que l'on a réussi à tromper que ceux qui ont encore

peur comprendront que la voie mène dans une seule direction, et ou bien ils commenceront à se battre contre l'injustice, ou bien, prisonniers du système, ils en deviendront ses gardiens. Il n'y a pas d'autre choix. Nous ne sommes pas remplis de haine, comme tente de nous représenter la propagande officielle.

Ce sont ceux qui proclament ces mensonges qui sont dévorés par la haine envers le peuple polonais — parce qu'il ne veut pas se mettre à genoux face à la force brutale, parce que, malgré les répressions, il est décidé à se battre pour son identité nationale parce qu'il empêche par là même de tromper le monde quant aux buts réels de ceux qui ont conduit le pays au bord de l'abîme. Et ils osent affirmer qu'ils ont sauvé la nation devant la catastrophe !

Chaque nouvelle journée de l'état de guerre, chaque acte de violence nous renforce dans notre conviction que nous seuls pouvons, par notre lutte commune, assurer un meilleur avenir à nos enfants qui n'hériteront de nous que ce que nous aurons su gagner, ce que nous pourrions leur transmettre. Il est donc de notre devoir de refuser l'abêtissement de nos enfants et de la jeunesse. La maison familiale est la meilleure et la plus convaincante des écoles.

Il dépendra de nous que cet enseignement soit bien employé. Les jeunes doivent comprendre que c'est d'eux que dépend l'avenir du pays. Tout en organisant la résistance, il faut donc qu'ils continuent d'étudier. Nous organiserons des cours clandestins. Des progrès dans les études seront une condition de participation des jeunes aux actions de *Solidarité* dans la clandestinité.

Outre des actions préparant la société à des solutions rapides du conflit, nous réaliserons donc un programme d'actions à long terme. La preuve en est fournie par le projet préliminaire de programme de la

Commission provisoire de coordination (TKK) de *Solidarité* — « la société clandestine ». Ce projet sera enrichi par les propositions des différents milieux sociaux. Il faut que la voie que suit toute la nation soit clairement indiquée. Nous devons constamment avoir à l'esprit que tous les jours, à chaque endroit, se poursuit le combat pour notre existence nationale.

L'énorme majorité des Polonais a entrepris ce combat dès l'instant de la proclamation de l'état de guerre. Ils sont nombreux à avoir payé pour notre cause commune le prix le plus élevé, de leur vie, d'autres de leur liberté. Nous poursuivrons l'œuvre qu'ils ont entreprise.

Je m'adresse en même temps aujourd'hui à tous les gens de bonne volonté dans le monde, à toutes les nations, à celles qui sont piétinées par la dictature, peu importe son nom, qui luttent comme nous pour leurs droits et la libération sociale, tout comme à ceux qui ont la chance de vivre en paix et dans le bien-être résultant de la liberté et de la démocratie.

Les manifestations du 31 août

Seule la solidarité entre les peuples peut contraindre les gouvernements totalitaires à renoncer à opprimer de nombreux peuples dans le monde, dont le peuple polonais. Seul un soutien commun dans la lutte pour les droits de l'homme et du citoyen peut permettre la reconquête de ces droits à ceux qui en sont privés et éloigne la menace que d'autres en soient privés. Seul un effort commun de nous tous peut conduire à éteindre de nombreux foyers de tension dans le monde.

La manifestation organisée pour marquer le second anniversaire de la signature des accords de Gdansk a pour but, entre autres, de dénoncer les affirmations des représentants officiels des autorités de la République populaire de Pologne selon lesquelles la société soutiendrait la discrimination de toute la nation polonaise. Elle doit en même temps faire comprendre au pouvoir que nous ne renoncerons pas à nos droits et que nous ne pouvons accepter et soutenir qu'une véritable entente.

Seule la compréhension des aspirations sociales peut y conduire. Nous espérons donc que les autorités créeront, après le 31 août, des conditions permettant une nouvelle suspension des actions de protestation.

En ce jour anniversaire, si important pour la nation polonaise, je souhaite que ces espoirs ne soient pas déçus, que l'on revienne à la politique de dialogue et que le sens des responsabilités pour le sort du pays triomphe, pour que triomphent la raison et le réalisme. Nous souhaitons, pour nous et le pouvoir, que notre pays devienne un élément stabilisant la situation en Europe et dans le monde et non pas un foyer de conflits. Tel est en tout cas le but de *Solidarité*.

Pour terminer, je vous salue tous par le "V" traditionnel de la victoire, victoire de la justice, victoire de la vérité.

Solidarité vaincra !

(1) Les intertitres sont de la rédaction de *Tribune internationale*.

Crise de l'UCD, crise de la monarchie franquiste

Le 23 mai dernier, les masses exploitées d'Andalousie ont signifié par leur vote massif pour le PSOE son congé au gouvernement de la monarchie franquiste. A bout d'énergie et de manœuvres, le roi et son Premier ministre en ont pris acte le 27 août, en décidant la dissolution des Cortès et le recours à des élections législatives anticipées. Dans l'intervalle de ces deux dates, l'Union du centre démocratique (UCD), conglomérat de cliques franquistes fabriqué sur mesure pour assurer la permanence des institutions centrales de la vieille dictature sous des oripeaux « démocratiques », avait affronté ce phénomène bien connu de la marine à voile et de la politique bourgeoise : les rats quittent le navire en perdition.

L'ANDALOUSIE, un cinquième de la superficie de l'Etat espagnol et 18 % de sa population, mais 500 000 chômeurs, un million et demi d'analphabètes, des millions d'hectares entre les mains de quelques milliers de propriétaires terriens, les « villages de la faim » et l'« emploi communautaire », une version moderne de la corvée féodale.

L'Andalousie, un concentré de l'arriération économique et sociale que la dictature de Franco et la monarchie de son héritier Juan Carlos ont défendu et défendent bec et ongles. Mais le 23 mai, ceux qui ne mangent pas à leur faim, ceux qui ne savent pas lire, ceux que la garde civile franquiste pourchasse et assassine ont dit « non » à l'UCD, à la monarchie, à la continuité. Le parti gouvernemental perd plus de la moitié de ses voix, réduit à 13 % des suffrages.

Le PSOE dépasse la majorité absolue avec 52,59 %. La participation a été massive pour des élections régionales (plus de 66 %), alors que le 23 février précédent, le référendum instituant le statut d'« autonomie » octroyé par la monarchie avait été massivement boycotté. Le sens politique du vote est compris dans tout l'Etat espagnol. Le prolétariat engage de puissants mouvements aux Asturies, en Galice, en

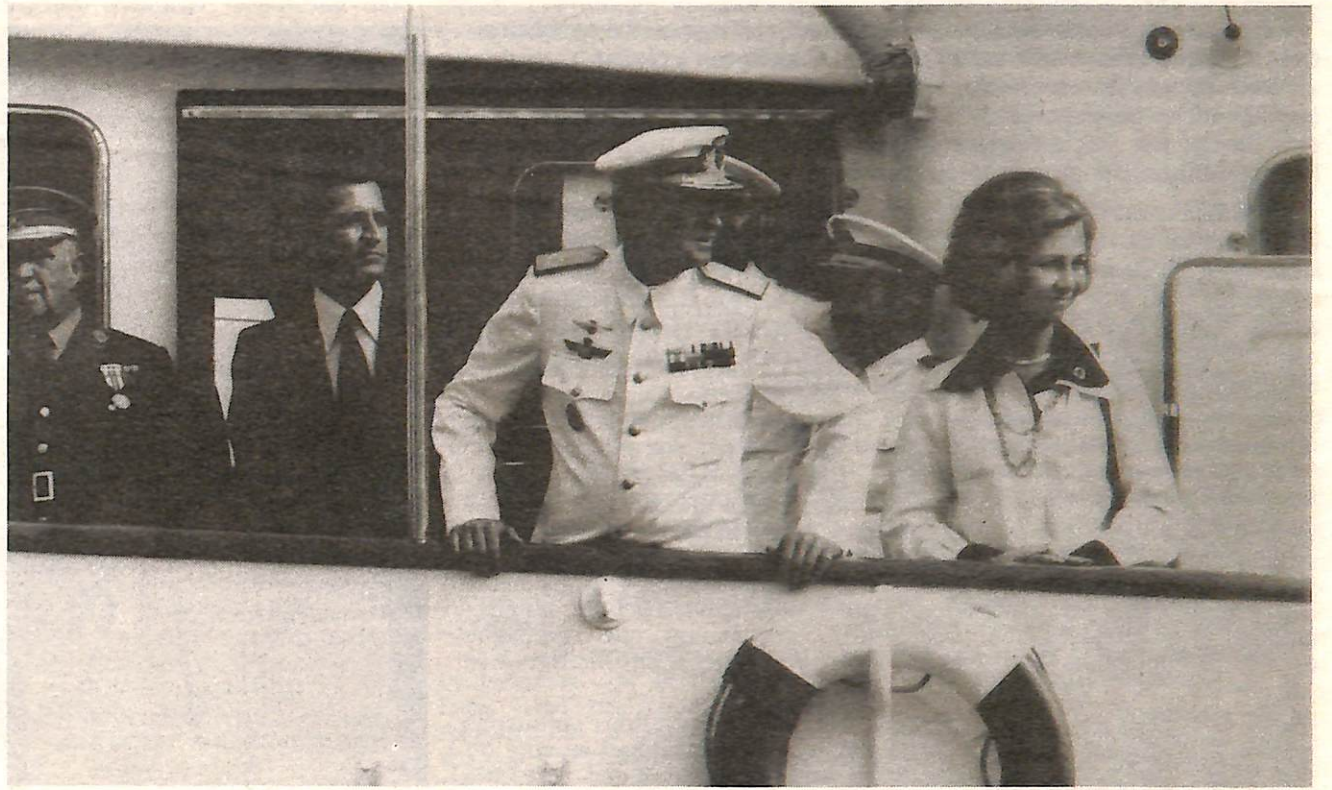
Andalousie même, dans les usines de Madrid, à Valence.

L'UCD éclate

Comme un fruit pourri, l'UCD éclate. Suivant une fraction de leurs électeurs qui ont voté pour l'Alliance populaire d'extrême-droite en Andalousie, les « démocrates-chrétiens » de l'UCD quittent le parti « centriste » en se prononçant pour la formation d'une « grande droite » susceptible, pensent-ils, de barrer la route au pouvoir PSOE. A la recherche d'une autre solution, l'ancien chef du gouvernement et fondateur de l'UCD, Adolfo Suarez, abandonne à son tour le parti gouvernemental.

Le coup est décisif, en raison même de la nature de l'UCD, formée par l'ancien responsable du « Movimiento » de Franco en s'appuyant sur les notables, les cadres et les prébendiers en tout genre de la dictature. Au milieu de l'été, 43 députés ont abandonné le groupe parlementaire déjà minoritaire de l'UCD, faisant éclater l'apparence de vernis « démocratique » des Cortès de la monarchie. Une époque s'achève. Les masses andalouses ont frayé la voie à un tournant historique dans la lutte des travailleurs et des peuples d'Espagne.

Santiago Carrillo, secrétaire général du PCE, ici avec Fraga Iribarne (à gauche), dirigeant du parti d'extrême-droite « Alliance populaire ».



A. Suarez et Juan Carlos.

Depuis la mort de Franco en 1975, les hommes de la dictature, Juan Carlos en tête, ont réussi, grâce à l'appui forcené des directions des organisations ouvrières, à assurer pour l'essentiel la continuité du régime franquiste. Le pacte de la Moncloa sanctionne cette politique de collaboration de classes qui oppose la défense de la monarchie à l'aspiration des masses à imposer la République.

Les corps de répression, l'armée de la guerre civile contre les peuples d'Espagne, les institutions centrales qui oppriment les peuples catalan, basque, galicien, la toute-puissance de l'Eglise dans l'enseignement, l'appareil judiciaire civil et mili-

taire, les législations sociales réactionnaires contre le divorce, l'avortement, la liberté de la presse, etc., demeurent en l'état ou peu s'en faut. Les leviers de l'économie restent entre les mains des mêmes prébendiers et l'Espagne s'enfoncé dans une crise économique profonde, plus vite et plus brutalement encore que dans les autres pays d'Europe.

La crise du PCE

Les appareils dirigeants des organisations ouvrières et d'abord celui du PCE, qui monte systématiquement en première ligne contre les aspirations des travailleurs et des peuples d'Espagne, vont payer le prix fort pour cette défense de la monarchie franquiste.

Le PCE disparaît du Pays Basque. Sa branche la plus forte, le PSUC catalan, éclate et perd entre 1977 et 1982 quelque 90 % de ses effectifs, tandis que le PCE dans son ensemble voit fondre de moitié au moins le nombre de ses membres. Ici encore, l'Andalousie rend un verdict sans appel. Alors que les masses y opèrent un profond mouvement à gauche sur le terrain électoral, le PCE perd près de la moitié de ses voix.

La crise du PCE, qui s'accroît encore après les élections andalouses, qui s'exprime dans la multiplication des démissions et des exclusions jusqu'au sommet de l'appareil de Carrillo, provoque d'ailleurs une inquiétude parfois ouvertement exprimée dans les rangs de la bourgeoisie. Comme hier en France, où à l'affaiblissement de l'appareil stalinien correspond un accroissement des capacités d'action politique des masses, celles-ci saisissent le vote PSOE comme le moyen immédiat à leur disposition pour lancer un nouvel assaut contre la monarchie franquiste.

Car tel est bien l'enjeu des élections anticipées rendues inévitables par la décomposition de l'UCD. Depuis le coup d'Etat manqué du 23 février 1981 dans lequel Juan Carlos est directement impliqué, comme le démontrent les témoignages des chefs militaires factieux pourtant traduits devant un tribu-

nal militaire taillé sur mesure pour couvrir la monarchie franquiste, « le roi est nu ». La preuve a été faite que le complot permanent contre la démocratie, c'est l'existence même de la monarchie franquiste.

Assurer la défaite des cliques de la monarchie

L'appel à voter PSOE lancé par nos camarades du POSI est évidemment exempt de toute prise de responsabilité à l'égard de la politique et du programme électoral de Felipe Gonzalez et des dirigeants social-démocrates espagnols.

Dans la période récente, tous les projets de loi réactionnaires élaborés par l'UCD l'ont été avec la participation active et directe du groupe parlementaire du PSOE, depuis les lois d'urgence imposées au Pays Basque jusqu'à la LOAPA, qui vide totalement de son contenu la déjà misérable « autonomie » accordée aux peuples opprimés de l'Etat espagnol. Il s'agit du vote contre l'UCD, du vote PSOE pour assurer la défaite des cliques de la monarchie franquiste dans le cours même du combat pour la République, pour en finir avec la monarchie franquiste et l'oppression exercée à l'encontre des peuples basque, catalan et galicien, de précipiter la crise du régime, de poser la question de la République comme tâche immédiate.

C'est le moyen pour les masses d'imposer leur volonté d'unité pour balayer la monarchie, comme elles l'ont fait aux Asturies où, en avril dernier, contre la politique de division des appareils, travailleurs et militants du PSOE et du PCE ont imposé l'élection d'une majorité de députés régionaux ouvriers et la formation d'un gouvernement régional PSOE-PCE.

Cité par *Le Monde*, un porte-parole du patronat espagnol n'explique-t-il pas que le PSOE « a un noyau de dirigeants sérieux et relativement cohérent... » mais qu'« il y a également la base. C'est là que l'on trouve les radicaux de toujours qui réclament de profonds changements de société. C'est le grand péril. »

Sergio Reis

A QUELQUES SEMAINES DES ELECTIONS AU BRÉSIL, UNE INTERVIEW DE JACÓ BITTAR, SECRÉTAIRE DU PARTI DES TRAVAILLEURS

« Le PT participe à ces élections d'abord dans l'objectif d'organiser les masses travailleuses »

Le 15 novembre auront lieu les élections brésiliennes. Le correspondant de *Tribune internationale - La Vérité* au Brésil a réalisé une interview de Jacó Bittar, secrétaire général du Parti des travailleurs, dans laquelle il expose ses vues sur la signification des prochaines élections et le rôle du PT, sur la construction du PT et sur des problèmes essentiels de la lutte des classes internationale.

Jacó Bittar est dirigeant du syndicat des travailleurs des raffineries de Campinas et Paulínia (dans l'Etat de Sao Paulo). Depuis 1979, il s'est affirmé, avec Lula, comme l'un de ceux qui ont pris position et combattu pour une organisation politique propre des travailleurs du Brésil. Il a été l'un des fondateurs du Parti des travailleurs, dont il est aujourd'hui le secrétaire général (Lula occupe le poste de président). Il est candidat du PT à la fonction de sénateur.

Question : Dans quelle situation ont lieu les élections du 15 novembre et quel est le sens de la participation du PT à ces élections ?

Jacó : Il s'agit d'élections truquées, par lesquelles la dictature cherche à s'institutionnaliser au pouvoir, en se servant de toutes les manœuvres possibles et imaginables pour que les partis d'opposition — en particulier le PT, car le PT est le parti qui est réellement d'opposition — n'aient pas la possibilité de gagner dans certains Etats ou municipalités. Ce sont des élections truquées au moyen desquelles la dictature veut s'affirmer en offrant toutes les conditions pour que le parti qui la soutient gagne les élections.

Le PT participe à ces élections d'abord dans l'objectif d'organiser la classe travailleuse, de l'amener à une participation politique effective. Parce que, traditionnellement, la classe laborieuse au Brésil a toujours été utilisée comme masse de manœuvre. Maintenant, le Parti des travailleurs est né contre cela. Il est né pour être un parti *des* travailleurs et non, comme cela a toujours été dans ce pays, un parti *pour* les travailleurs.

Nous sommes en train de faire une campagne en ce sens. Au niveau national, avec une plate-forme nationale, nous sommes en train de réussir à faire en sorte que le parti participe aux élections sans grandes déviations. Au niveau des décisions, y compris de la direction nationale, nous avons réussi à adopter un comportement pour ne pas agir de façon électoraliste, avec la politique et la propagande traditionnelles. Et, sur cet aspect, le parti a d'ores et déjà gagné. En ne participant pas au processus électoral comme si tout devait se jouer pour nous dans ces élections, comme si elles étaient réellement le changement du pouvoir ou même — simplement en elles-mêmes — un changement dans le rapport de force. Pour nous, ce qui nous intéresse, c'est ce que nous pouvons produire en termes de propagande, d'organisation et de manifestation.

Q. : La dictature militaire vient d'approuver un bulletin de vote qui oblige les électeurs à écrire le nom entier des candidats, tous devant être du même parti pour toutes les charges. Ce bulletin de vote, apparemment, provoquerait un grand nombre de votes nuls et est destiné à assurer la victoire des partis bourgeois qui soutiennent la dictature. Comment le PT analyse-t-il la « démocratie » de ces élections ?

Jacó : Le PT s'est constitué pleinement conscient du fait que nous vivons sous une dictature militaire, où les règles du jeu sont encore déterminées par cette dictature. Déjà, au moment de la formation du parti, nous avions conscience de toutes les manœuvres que le gouvernement allait créer pour l'empê-

cher. Et nous sommes prêts à affronter cela.

Il est clair que nous ne connaissons aucune démocratie dans ce pays. Il suffit de voir le bulletin de vote que nous venons de citer, qui porte préjudice au PT. Mais même ainsi, nous allons affronter les élections, en faisant une campagne d'explication et d'information à ce sujet.

Naturellement, nous n'aurons pas le vote publicitaire, ce vote où les gens votent parce que c'est Lula qui se présente. Ce bulletin de vote va nous apporter moins de voix.

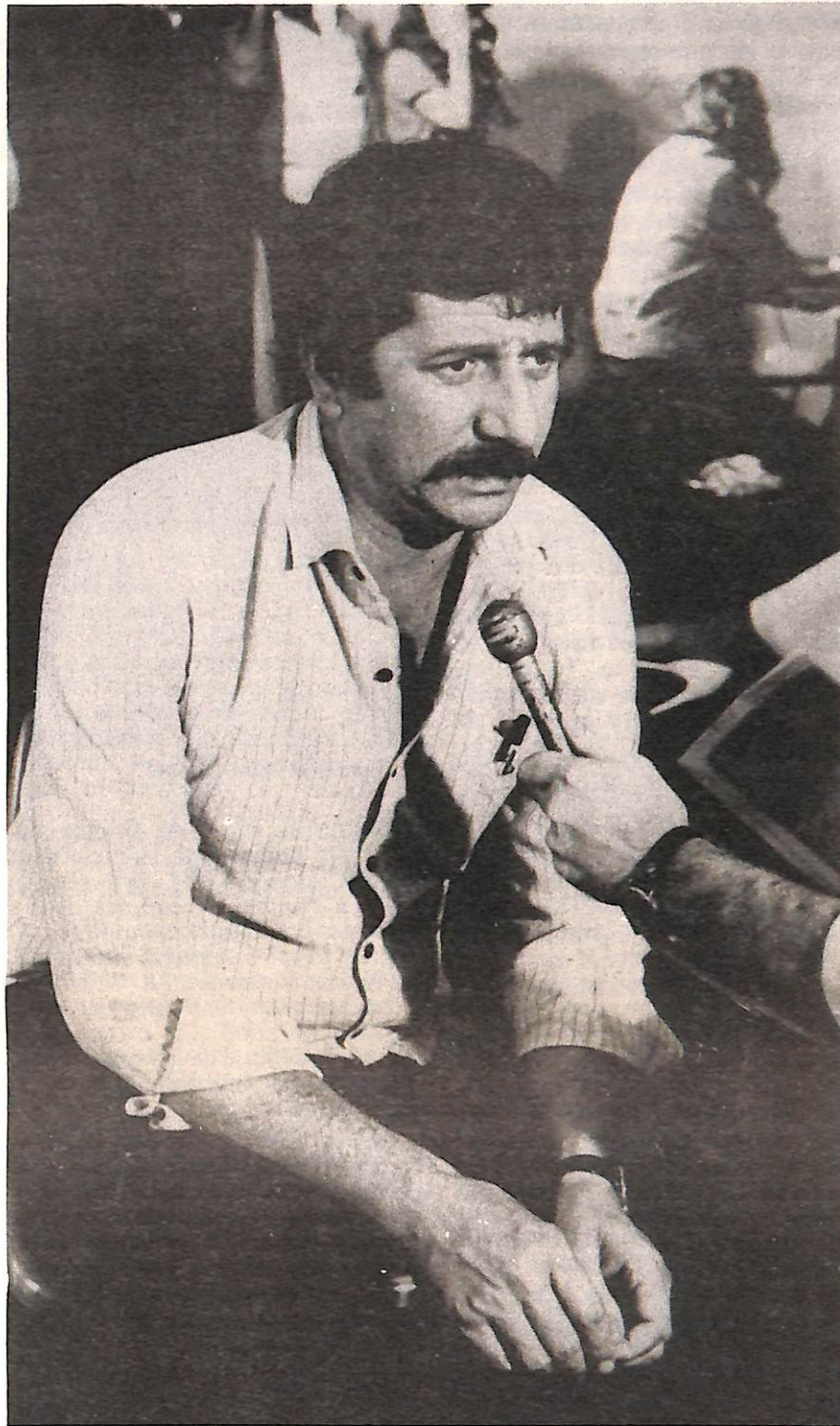
Il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'un bulletin qui favorise les partis qui disposent des moyens financiers les plus grands. Il s'agit d'une mesure contradictoire, car en même temps que le gouvernement parle de votes liés (les électeurs ne pourront voter que pour les candidats d'un même parti pour toutes les charges), il présente un bulletin de vote qui ne porte pas le sigle du parti, obligeant à voter pour des personnes et non pour des partis. C'est un affront envers le peuple auquel se livre le gouvernement. Et nous pouvons dire aussi qu'il y a eu une manifestation du PMDB (1) pour aider à accélérer le processus d'approbation de ce bulletin de vote, ce que nous regrettons beaucoup.

Le PT va tenter une action en justice sur l'inconstitutionnalité de ce nouveau bulletin de vote, il continue à lutter et ne considère pas son institution comme un fait consommé, même si nous savons que nous allons trouver une situation défavorable en termes de jugement.

Q. : Vous avez parlé du PMDB, parti auquel participe le Parti communiste brésilien et qui a permis l'adoption de ce bulletin de vote de Figueiredo. Ce parti, tout en faisant cela, affirme qu'il est opposé au régime militaire. Qu'en pensez-vous ?

Jacó : Le PMDB n'est pas une opposition au régime militaire. C'est un front qui dit lutter contre le régime, mais nous ne croyons pas cela. Parce qu'aujourd'hui, y compris avec l'intégration du PP (2), plusieurs candidats, plusieurs éléments qui ont été gouverneurs de la dictature, ministres de la dictature, se trouvent à l'intérieur du PMDB. Ce parti n'a pas comme axe fondamental la lutte contre la dictature. Je pense qu'il lutte pour le pouvoir dans le cadre de la dictature. Et nous pouvons même dire que l'intégration du PP — qui a amené au PMDB de nombreuses personnes de droite — a été applaudie par les partis organisés de gauche qui sont aujourd'hui dans le PMDB. Nous ne pensons pas que ce parti, ce front, comme ils disent, mène une action contre la dictature.

Q. : Le Parti communiste dit parler au nom de la classe ouvrière. En



J. Bittar.

même temps, il participe à un parti créé par le régime militaire, un parti qui est en train de mettre en avant un accord avec le régime. Récemment, il y a eu une déclaration d'un sénateur du PMDB de Rio de Janeiro disant qu'il faut arriver à un accord avec le régime sur la fameuse « transition démocratique ». Comment expliquez-vous cela ?

Jacó : Nous pouvons dire que le Parti communiste brésilien lui-même aujourd'hui connaît des divisions internes, quelques-uns disant que la voie correcte ne passe pas par le PMDB mais par le PT. A tel point qu'à certains moments, nous avons pu voir quelques courants du PC tenter d'entrer dans le PT.

Maintenant, je pense que le PC a une vision erronée, avec les pactes qu'il propose, y compris dans le mouvement syndical. Une vision qui, plus d'une fois, engendre la confusion au sein du peuple et de la classe ouvrière. Quand vous regroupez dans un même parti ou un même front des éléments de la gauche avec des éléments de la droite, cela n'aide en rien le peuple travailleur ou l'électeur. Au contraire, cela crée une grande confusion, comme c'est le cas dans le mouvement syndical lui-même.

elle ne serait pas venue comme un cadeau des puissants.

La vision du PC est qu'à travers les directions, à travers les négociations, dans les coulisses, on peut arriver à la démocratie dans ce pays. Nous ne le croyons pas.

Je pense que la démocratie doit être pratiquée et pas simplement formalisée. La démocratie, c'est la conquête et la consolidation du terrain conquis par les gens, et leur lutte pour qu'elle continue.

Par exemple : le droit de grève. Nous pouvons dire que si nous avons attendu que la loi soit changée pour alors faire grève, il n'y aurait jamais eu de grèves dans ce pays. Cela a dû être conquis dans la pratique.

La démocratie est bien plus un état de lutte pour la démocratie que de simples paroles pour la démocratie. Ce front, le PMDB, attend qu'une Constitution lui apporte la démocratie, alors que la Constitution actuelle n'est même pas respectée. La démocratie est une conquête du peuple, et pas seulement cela mais aussi le maintien de la démocratie. Il ne suffit pas qu'un gouvernement change les règles du jeu, les lois, les institutions, sans une force qui les soutienne.

« Nous dénonçons l'offensive contre les travailleurs polonais »

J'ai parlé par exemple de ce qui est arrivé avec M. Leonel Brizola, quand son parti, le PDT (3), a obtenu un temps de parole d'une heure à la télévision et qu'il a refusé cela aux autres partis. Y compris les autres partis, qui ne veulent pas la démocratie, ont accepté ce fait, cette position de Brizola, qui n'a pas permis que les autres partis puissent faire connaître leurs propositions au peuple. Brizola qui se dit d'opposition a eu un comportement de cette sorte ! Le sentiment qu'ont les gens est que si M. Brizola était au pouvoir, il mettrait aussi en place une loi Falcão.

Q. : Vous pensez qu'il existe un rapport entre cette position du PC et le fait qu'il défende la dictature de la bureaucratie de Jaruzelski contre les travailleurs polonais ? Quelle est la position du PT, sa position sur la lutte des travailleurs polonais ?

Jacó : Nous dénonçons l'offensive contre les travailleurs polonais, nous avons manifesté notre solidarité avec eux, contre la dissolution de *Solidarité*. Parce que nous sentons qu'il s'agit d'une manifestation de la classe travailleuse elle-même, de la grande masse travailleuse de Pologne qui tente de trouver ses voies de participation. Certes, le capitalisme a cherché à exploiter cette situation, mais nous, à aucun moment, nous n'avons senti que les travailleurs de Pologne mènent une lutte pour le changement du système. Non. Leur lutte visait à changer le régime. Ce qui arrive aujourd'hui, c'est plutôt une tentative pour essayer d'imposer ce faux socialisme à la classe travail-

(suite page 11)

A QUELQUES SEMAINES DES ELECTIONS AU BRÉSIL, UNE INTERVIEW DE JACÓ BITTAR, SECRETAIRE DU PARTI DES TRAVAILLEURS

(suite de la page 10)

leuse. Ce qui est clair, c'est qu'il n'y a pas de satisfaction chez les travailleurs polonais en ce qui concerne ce régime en place, c'est-à-dire un socialisme venu pour étouffer la classe travailleuse et ne pas permettre qu'elle participe.

Nous, nous ne voulons pas ce type de socialisme. Nous voulons le socialisme où la masse travailleuse ait une participation effective. Et à mon avis, c'était cette lutte qui se menait en Pologne avec le syndicat *Solidarité*.

Nous luttons contre cet état de choses. Ce comportement du PC brésilien s'identifie à cela, avec les décisions prises au sommet, comme en Pologne. Notre manifestation de solidarité avec les travailleurs polonais continue. Évidemment, tout en voyant les différences, il y a une grande identification entre le PT et *Solidarité*.

Q. : Sur le plan syndical, le PT lutte pour la création d'une centrale syndicale des travailleurs, indépendante de l'Etat et des partis politiques, démocratique et antibureaucratique. Récemment, la majorité des rencontres syndicales régionales s'est prononcée pour la tenue du congrès national syndical, le CONCLAT, qui discute de cette question et de la lutte pour les revendications fondamentales, les salaires et le chômage. Quelle est la situation actuelle de ce combat ?

Jacó : Je considère aujourd'hui que la défunte commission nationale pro-CUT (4) ne représentait pas les volontés des travailleurs, la réalité du mouvement des travailleurs. Nous avons eu près d'un an de mandat de la commission pro-CUT et à aucun moment nous n'avons senti qu'elle se soit manifestée en soutien et en solidarité avec les mouvements de la classe travailleuse, les grèves de Sao Paulo, de l'industrie de Brastemp et d'ailleurs...

Aujourd'hui, nous sentons que cette commission ne voulait aucun type d'affrontement avec le régime militaire en place, en particulier à la veille des élections. Nous, nous défendions la tenue du congrès pour cette année, peut-être pas pour fonder tout de suite la centrale unique des travailleurs, mais pour qu'il puisse armer la classe travailleuse contre les désordres qui pourraient survenir après les élections.

Lula, président du PT.



« Pour une centrale unique et démocratique des travailleurs »

Le PT défend la centrale unique des travailleurs, démocratique, qui soit largement discutée à la base, qui représente réellement la volonté de la classe travailleuse. Non pas une centrale unique qui soit basée sur l'actuelle structure syndicale, comme le dit la proposition avancée maintenant par l'« Unité », dans le sens où des éléments des confédérations participeraient à la commission pro-CUT. Le PT lutte contre cette proposition. Le PT ne fixe pas encore une ligne syndicale, mais la ligne syndicale qui lutte pour une centrale unique, démocratique, des travailleurs, est celle qui s'identifie à la proposition du PT.

Q. : La coalition du PC et des pelegos prétend diviser le mouvement syndical et maintenir ainsi la structure du syndicalisme officiel corporatiste, du syndicat CLT (6). Comment agiront les dirigeants syndicaux du PT par rapport à cela ?

Jacó : Notre propre conception du mouvement syndical nous place quelquefois dans une situation, disons d'organisation moindre que ce groupe qui défend l'« Unité syndicale », les membres du PC et les pelegos. Nous trouvons une difficulté à intervenir d'une façon plus structurée au sein du mouvement syndical.

La proposition que moi je défends, c'est que nous nous structurions comme un courant syndical qui agisse dans le mouvement syndical. Cela ne veut pas dire qu'il faudrait que se créent deux centrales syndicales. Cela veut dire : la classe travailleuse a toujours un objectif unique, mais les voies sont parfois différentes. Je défends la thèse suivant laquelle nous avons besoin de nous structurer comme courant, non pas à travers le parti politique, le PT, mais à travers le mouvement syndical lui-même. Il y a deux conceptions du syndicalisme : celle de l'« Unité » et la nôtre. J'en ai beaucoup discuté, mais, de nombreuses fois, j'ai rencontré des résistances, dans le sens où cela contribuerait à diviser le mouvement syndical.

Je défends aussi la thèse suivant laquelle l'« Unité syndicale », les

pelegos et le Parti communiste ne veulent pas la formation de la centrale unique des travailleurs, qui ne les intéresse pas. Ils sont en train de l'ajourner... et, grâce à cela, c'est la structure syndicale elle-même qui survit... Cette proposition de l'« Unité » a déjà trouvé un certain renforcement, a déjà fait revenir les pelegos au sein du mouvement syndical. Et, au fur et à mesure que le temps passe, alors que nous n'intervenons pas d'une façon structurée, ils gagnent de la place, du terrain... Et aujourd'hui, nous pouvons dire que la situation du mouvement syndical est moins favorable qu'en 1980 et 1981, exactement en fonction du comportement de cette « unité » proposée par le Parti communiste, qui a réellement facilité la tâche aux pelegos, qui sont en train de reprendre leurs places.

Je ne dis pas que le mouvement de base n'ait pas lui-même avancé. Au contraire. Mais, en termes de direction, ce qui est en train de se passer, c'est cela. Nous pouvons citer, par exemple, le cas de la récente défaite subie par un des plus grands pelegos de Sao Paulo, du syndicat de la chimie et des produits pharmaceutiques, rendue effective par un mouvement syndical authentique, combatif et démocratique.

Tout ce qui est en train d'arriver, toutes les victoires qui surgissent d'une façon spontanée de la classe travailleuse (et quand je dis spontanée, c'est parce qu'il n'y a pas un courant structuré au niveau national), tout cela doit être contenu, doit être canalisé, et nous devons savoir apporter des réponses, en particulier à ces syndicats, à ces oppositions qui sont en train de gagner les élections.

Ce que nous pensons, c'est la chose suivante : les syndicats liés à l'« Unité » après avoir gagné les élections, ou ceux qui sont au pouvoir, ont déjà un schéma de travail. Alors que les divers éléments qui défendent notre conception du syndicalisme ont gagné aux élections, mais il n'y a pratiquement aucun rapport entre eux après ces victoires. Il est important que nous ayons des positions tendant à donner un caractère organisé, structuré à notre courant, à notre conception du syndicalisme.

Q. : Dans le dernier débat entre les candidats au poste de gouverneur à Sao Paulo organisé par la télévision, Lula a été accusé par la droite réactionnaire d'admettre les trotskystes dans le PT. Que répondriez-vous à cette « accusation » ?

Jacó : Aujourd'hui, en raison de la grande répression ou encore de la propagande contre le socialisme, contre le communisme, la classe ouvrière a besoin d'une participation effective. Pour des questions tactiques, les gens sentent que les propositions de quelque chose de plus avancé, de plus théorique, font encore peur à l'ensemble de la classe ouvrière. Je défends la thèse de la nécessité d'en rester d'abord à un certain niveau en termes de proposition pour pouvoir ensuite amener l'ensemble de la classe ouvrière à une conception d'ensemble, disons, du véritable socialisme.

Je ne fais pas d'objections, je ne dresse pas d'obstacles aux courants ou organisations qui existent à l'intérieur du parti. Mais je considère que, tactiquement, il est important que le comportement ne soit pas en avant de la moyenne de la classe travailleuse. Pour que nous puissions avoir une participation effective, il faut la formation de la conscience de classe et ainsi nous pourrions vraiment développer un travail sur la voie du socialisme.

Il y a des camarades qui font des propositions que la classe travailleuse n'est pas prête à recevoir. Aujourd'hui, il existe des camarades qui acceptent cette thèse de ne pas faire des propositions plus avancées pour faire en sorte que l'ensemble du parti avance. C'est de cette façon que je pense que les trotskystes doivent participer au sein du parti.

« Le mouvement des travailleurs doit être international »

Q. : Vous défendez les travailleurs polonais dans leur lutte contre la bureaucratie. Vous vous solidarisez aussi avec la lutte des masses d'Amérique centrale contre la bourgeoisie et l'impérialisme. Dans le cadre de cette lutte de la classe ouvrière internationale contre le capitalisme et contre la bureaucratie dans les pays de l'Est, comment définissez-vous les objectifs généraux du PT ?

Jacó : Le mouvement des travailleurs ne peut se restreindre à un seul pays. Il doit être, évidemment, international. Nous ne pensons pas qu'on puisse conquérir le socialisme dans un seul pays et se fermer sur cette question. Le PT se place dans le processus international de la lutte de la classe travailleuse, de large solidarité, dans la lutte contre le capitalisme et contre la bureaucratie. C'est-à-dire : dans la manifestation effective des travailleurs dans le sens où eux-mêmes créeraient des situations de participation pour eux-mêmes, comme c'est le cas en Pologne.

Si en Pologne il y a eu une tentative de la bureaucratie pour étouffer la libre manifestation des travailleurs, nous voyons qu'ici, au Brésil, la dictature militaire, capitaliste, étouffe aussi le mouvement de la même manière. C'est contre cet état de choses que nous luttons. Notre lutte passe aussi bien ici, au Brésil, par la lutte contre le capitalisme que par la lutte contre la bureaucratie, contre ceux qui ne permettent pas la participation effective des travailleurs. Alors, sur le plan international, ce que nous pouvons avancer, c'est ce type de propositions. Ce type de conceptions a surgi de nos luttes mêmes — oui, parce que les camarades du PT, en grande partie, n'ont pas une grande formation théorique, mais ont une formation de lutte.

Q. : Au Brésil, il existe un régime militaire depuis 18 ans. Il y a un ensemble de lois — loi Falcão, qui interdit l'expression démocratique durant la période électorale, la loi de sécurité nationale —, il y a l'arbitraire de la police, il y a la découverte d'une série d'éléments de corruption intervenue au sein du régime militaire, des scandales financiers, une dette extérieure parmi les plus importantes d'Amérique latine et du monde, une situation de désastre généralisé depuis 18 ans de régime militaire. Ce régime est aussi responsable de la mort de travailleurs, de militants politiques, enfin il est responsable de ce que représente une dictature militaire. Que pense devoir faire le PT, à partir de la chute de la dictature, par rapport à tous ceux qui se sont compromis avec le régime, qui ont été liés à la corruption du régime, aux assassinats, à l'ensemble de la législation répressive, y compris en couvrant des attentats (comme celui de Riocentro) ? C'est-à-dire, quelle va être l'attitude du PT, s'il vient à gagner, en ce qui concerne l'aspect le plus général de l'ensemble des institutions de l'Etat dictatorial ?

Jacó : Il est clair que le PT ne va pas avoir un comportement émotionnel, mais un comportement de soutien du socialisme. Ce qui sera nécessaire au soutien du socialisme, le PT le fera sans aucun doute. Nous sommes favorables à la totale épuration des faits, au démantèlement de tous ces organes de répression.

A mon avis, ceux qui ont fait souffrir la classe ouvrière doivent payer pour cela. Il ne s'agit pas d'une vision de revanche, mais d'une vision politique de soutien du socialisme. Avec le PT au pouvoir, ceux qui ont collaboré avec la dictature militaire devront payer. Nous devons créer des situations pour que ces éléments ne nuisent plus à l'ensemble de la société que nous voulons créer.

(1) PMDB : Parti du mouvement démocratique brésilien. Parti issu de l'ancien MDB, créé par le régime militaire lui-même pour donner une façade d'« opposition ». En son sein, se regroupent des banquiers, des bourgeois et le Parti communiste brésilien, ainsi que d'autres petits groupes de type stalinien.

(2) PP : Parti populaire. Parti créé au sein de la « réforme électorale » de Figueiredo, regroupant dans sa majorité des banquiers et des hommes de confiance totale du régime. Ce parti s'est récemment intégré au PMDB.

(3) PDT : Parti démocratique travailliste. Parti dirigé par Leonel Brizola, ex-gouverneur de l'Etat de Rio Grande do Sul et dirigeant du nationalisme bourgeois avant 1964, année du coup d'Etat militaire.

(4) En août 1981, s'est tenue, avec la présence de plus de 5 000 délégués de tout le pays, la Conférence nationale de la classe travailleuse (CONCLAT). Un plan de luttes y a été lancé, ainsi que la nécessité de la tenue d'un Congrès national de la classe travailleuse (CONCLAT), qui fonde, en 1982, la Centrale unique des travailleurs (CUT). A cette occasion, a été élue également une commission nationale pro-CUT composée, dans sa grande majorité, de pelegos (dirigeants syndicaux qui sont, en réalité, des agents directs du régime qu'il a accumulés à l'intérieur du syndicalisme officiel) et de stalinien.

(5) Regroupement impulsé par le PCB, contenant en son sein, outre les stalinien, les pelegos.

(6) CLT : Consolidation des lois du travail. Ensemble de lois élaborées et instituées à l'époque de la dictature de Getúlio Vargas (années 40), qui régit les relations du travail et détermine de plus le fonctionnement des syndicats. C'est l'expression juridique du rattachement des syndicats à l'Etat.

Révolution et contre-révolution au Nicaragua

Les événements qui ont eu lieu à la mi-août à Monimbo, quartier de la ville nicaraguayenne de Masaya, et haut lieu de la lutte contre la dictature de Somoza, ont été un révélateur du degré de polarisation entre les classes qui connaît le Nicaragua, pivot de la révolution centro-américaine.

En fait, il s'est agi d'un moment important de la confrontation entre révolution et contre-révolution au Nicaragua, dans un contexte où l'impérialisme américain a déchaîné en juillet et août toute une offensive militaire et diplomatique pour reconstituer son dispositif contre-révolutionnaire en Amérique centrale, ébranlé après la crise des îles Malouines et les échecs politiques que furent les « élections » guatémaltèques et salvadoriennes de mars-avril 1982 (voir *Tribune internationale* n° 7, résolution Amérique centrale), dispositif directement tourné contre la révolution nicaraguayenne.

LES faits d'abord : le jour même où était occupé le collège salésien de Monimbo, à l'initiative de la direction catholique du collège, le 16 août 1982, alors que tout le week-end précédent furent lancées dans la ville de Masaya des rumeurs selon lesquelles « le FSLN voulait en finir avec la religion », « qu'ils allaient fermer les églises » et « interdire la religion catholique », quatre autres collèges catholiques privés de Managua, la capitale, furent l'objet également d'une trentaine d'occupations, occupations que les militants et collégiens de la jeunesse sandiniste firent avorter.

La Fédération des étudiants catholiques (FENEC) et des enseignants de la Fédération nicaraguayenne d'éducation catholique — parmi eux des prêtres et des professeurs — furent à l'origine de ces tentatives. Immédiatement, les agences de presse internationales commençaient à informer sur les événements, les reliant à une affaire de mœurs au centre de laquelle était le conseiller de l'archevêque de Managua, Mgr Obando y Brano.

Dans son bulletin de septembre, l'Institut historique centro-américain (1) estime que « les événements de Monimbo qui allaient suivre s'encadraient dans une stratégie déstabilisatrice plus générale et préalablement programmée, dans laquelle la prise des collèges était d'une certaine manière le signal de départ ».

Ainsi donc, le matin du 16 août, la direction du collège catholique salésien, dirigée par le père Morataya, décréta une grève de 24 heures pour protester contre « les agressions subies par l'Eglise ». Postérieurement, le collège fut occupé par de soi-disant « étudiants » adversaires du gouvernement du FSLN.

La direction du FSLN essaya de négocier plusieurs fois en vain un retour à la normalité. A partir de l'occupation, des groupes armés sillonnèrent le quartier de Monimbo pour tenter de soulever la population contre le gouvernement. Ils attaquèrent les locaux des miliciens et en brûlèrent le mobilier, les miliciens, policiers et fonctionnaires du gouvernement ayant l'ordre de ne pas utiliser leurs armes à feu.

Deux manifestants tués

Vers 5 heures de l'après-midi, les organismes de masse et les syndicats des usines se mobilisèrent pour protester contre la provocation du matin et l'occupation du collège salésien. Aux alentours du collège se forma une manifestation de 10 000 travailleurs et jeunes. C'est alors que partirent des salves de coups de feu de l'intérieur du collège. Deux jeunes manifestants,

dont un militant actif de la jeunesse sandiniste de Masaya, furent tués, et sept autres personnes furent blessées par balles.

Après un premier moment de panique et de confusion, la foule commença à exiger des armes pour se défendre et à se répandre dans la ville de Masaya. Ainsi que le rapporte le journaliste du journal du FSLN *Barricada*, « les fusils et les revolvers de l'insurrection apparurent de nouveau, brandis par des miliciens qui, vêtus en civil, sortirent de leurs maisons pour repousser l'agression (...) ».

Des dizaines de miliciens demandaient des armes et exigeaient qu'on donne l'ordre d'avancer. A sept heures du soir, les gens continuaient à arriver formés militairement, c'étaient les milices populaires sandinistes des usines de la ville de Masaya.

Vers 9 heures du soir, plus de 17 000 personnes manifestaient. Le ministre de l'Intérieur, le commandant Tomas Borge, « demanda le calme aux manifestants pour ne pas tomber dans la provocation ».

Parallèlement, les forces de sécurité délogeaient les occupants du collège, arrêtant 81 personnes parmi lesquelles 9 seulement étaient de Masaya. Quatre prêtres salésiens (le directeur et trois autres, tous étrangers) furent remis à leurs ambassades respectives. Sauf le padre Morataya, qui fut expulsé, ils réintégrèrent par la suite le collège et reprirent leurs activités.

Constitution d'une junte consultative

Le mardi 17, une nouvelle manifestation plus massive encore se réalisait pour protester à nouveau contre les provocations du jour précédent.

Le 18, alors que des jeunes étudiants demandaient des sanctions contre le directeur du collège Bautista, complice de Morataya, et d'autres responsables des événements, et alors que des délégués du quartier de Monimbo exigeaient « l'expulsion des professeurs qui dirigeaient le massacre du lundi » et que des déléguées du Comité des mères des héros exigeaient l'expulsion des prêtres réactionnaires et l'ouverture de l'église avec des « prêtres révolutionnaires », 50 des personnes arrêtées étaient libérées.

La direction du FSLN publiait un communiqué dans lequel, après avoir caractérisé les derniers événements (où étaient impliquées des personnes liées aux activités religieuses) de faits non religieux, elle expliquait que l'ennemi principal est l'impérialisme américain, recommandant de ne pas tomber dans des provocations qui peuvent « briser notre unité nationale », et appelant au calme et au

dialogue mûr « sans que les provocations ne nous amènent à la lutte dans les rues ».

Il y a eu provisoirement intervention au collège salésien « pour garantir les cours et interdire qu'il soit une tranchée de la contre-révolution », selon un responsable du FSLN qui affirme que « ce collège est donné au peuple de Monimbo ».

Une junte consultative était constituée par des représentants des organisations populaires de Monimbo et du ministère de l'Éducation. Mais le 27 août, après négociation avec des responsables salésiens, le père Luis Corral, salésien, fut désigné comme nouveau directeur du collège, et l'intervention du gouvernement cessait.

Pour les travailleurs et le peuple de Masaya, victimes des contre-révolutionnaires armés qu'ils ont dû tout d'abord affronter les mains nues pour les faire reculer ensuite après avoir « ressorti les armes de l'insurrection », et qui ont par leur mobilisation fait échouer l'entreprise de déstabilisation, il est difficile de penser qu'on résoudra le problème de l'action contre-révolutionnaire de la bourgeoisie par un « dialogue mûr » et en évitant « la lutte dans les rues ».

Enfin, si la religion est une affaire personnelle que chacun doit être libre de pratiquer ou non, pour éviter que les collèges ne continuent à être des « tranchées de la contre-révolution », ne faudrait-il pas enlever le contrôle à une hiérarchie catholique qui ne cache pas son opposition aux conquêtes et mesures de la révolution, et appliquer le principe démocratique de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, en nationalisant l'enseignement ?



T. Borge.

L'activité de l'archevêque de Managua

Bien sûr, l'impérialisme américain est le chef d'orchestre de l'offensive contre-révolutionnaire ; pourtant, peut-on s'abstenir de caractériser l'activité de l'archevêque de Managua, chef de la hiérarchie catholique au Nicaragua ?

Déjà, en juin 1981, il exigeait le retrait du gouvernement du FSLN des prêtres qui en font partie, reculant ensuite, tout en continuant de dénoncer la politique du gouvernement et ses « excès », s'intégrant ainsi aux campagnes lancées par la bourgeoisie contre les mesures de confiscations de terres et d'entreprises adoptées le 19 juillet 1981 (voir *Tribune internationale* n° 7).

Il mène une lutte systématique contre la « tendance vers l'Eglise populaire », expliquant que l'« uni-

que consistante qu'elle a trouvée ses racines dans le gouvernement sandiniste ».

N'a-t-il pas excommunié tous les paroissiens du quartier Santa Rosa de Managua parce qu'ils s'opposaient au déplacement — qu'il venait d'imposer — du prêtre de leur paroisse, refusant d'excommunier à la demande de certaines communautés chrétiennes les contre-révolutionnaires responsables de l'assassinat fin juillet 1982 de quatorze travailleurs sandinistes dans le village de San Francisco del Monte ?

La hiérarchie catholique serait-elle étrangère aux agissements du 16 août à l'origine desquels on trouve la Fédération des étudiants catholiques (FENEC), des enseignants de la Fédération nicaraguayenne d'éducation catholique et le directeur du collège salésien du quartier Monimbo à Masaya ?

L'appui du pape

Ne venait-elle pas d'ailleurs de recevoir un appui franc et massif du pape, qui, au début du mois d'août, dans une lettre aux catholiques du Nicaragua, condamnait « une Eglise populaire opposée à l'Eglise présidée par ses pasteurs », qui « est du point de vue de l'enseignement du Seigneur et de ses pasteurs une grave déviation de la volonté et du plan de salut de Jésus-Christ » ?

Car enfin, comme l'établit avec précision l'Institut historique centro-américain (1), l'offensive du 16 août, le « plan » de « soulèvement populaire », aurait signifié très probablement la première grande défaite de la révolution.

Moins d'un mois après la célébration de l'anniversaire de la révolution, ce mot d'ordre sur lequel fut convoqué la mobilisation : « Monimbo est le Nicaragua » (2) aurait vu son sens originel transformé, disant dès lors que tout le Nicaragua était dressé en lutte contre le gouvernement actuel.

Tous ces éléments nous amènent à penser que le plan qu'on essaya d'appliquer à Monimbo avait une grande ampleur et signifiait un saut qualitatif dans les opérations de la « contra » (contre-révolution) : passer des opérations militaires par des unités spéciales à une action politique « insurrectionnelle » collective.

Devant la gravité des événements, n'est-il pas nécessaire de désigner les responsables et de les dénoncer, d'expliquer où se trouvent les ennemis et de qui ils sont le relais à l'intérieur du Nicaragua ? Cette tâche est d'autant plus urgente que les offensives contre-révolutionnaires intérieures se mènent dans un contexte où l'impérialisme américain tente de resserrer l'étau autour de la révolution nicaraguayenne.

Le 11 août, par 69 voix contre 27, le Sénat nord-américain ratifiait l'amendement Symms, par lequel il approuve le possible envoi de troupes nord-américaines dans les Caraïbes et en Amérique centrale « pour empêcher par tous les moyens nécessaires l'agression cubaine sur le continent ». Certes, il a la valeur d'une opinion du Congrès, c'est-à-dire qu'il n'a pas force de loi, mais il devient le cadre de référence parlementaire de la future politique nord-américaine dans la région qui, dans l'immédiat, se tra-

duit par une escalade contre-révolutionnaire.

C'est ainsi que le commandant de brigade du Nicaragua Hugo Torres pouvait dénoncer le 28 août que, dans les huit derniers mois, s'étaient produites 38 infiltrations contre-révolutionnaires à partir du territoire du Honduras, que 36 postes garde-frontières avaient été attaqués, que 75 violations de l'espace aérien s'étaient produites (dans 29 cas par des avions de la force aérienne des Etats-Unis) et que 5 violations des eaux territoriales avaient été constatées. De plus, il ajoutait que 17 campements contre-révolutionnaires étaient situés à la frontière avec le Honduras, « financés par le gouvernement de Washington ».

Parallèlement, alors que l'offensive militaire contre la guérilla et les masses augmente au Salvador et au Guatemala, pays où le gouvernement du général Rio Montts pratique un génocide systématique contre les populations indigènes et paysannes du nord du pays (4 000 morts depuis avril, avec plus de 50 massacres), une réunion des ministres des Affaires étrangères du Costa Rica, du Salvador et du Honduras décidait l'incorporation du Guatemala à la Communauté démocratique centro-américaine (CDCA) (3) et formulait un « appel énergétique au gouvernement du Nicaragua, l'accusant d'être antidémocratique, interventionniste, et de participer à une course aux armements ».

Enfin, le bulletin *Alai* du 13 août analysait que la démission de Royo au Panama, « considéré comme un sympathisant de la révolution sandiniste et ami de Cuba, anticiperait un nouvel alignement de Panama sur les positions de Washington et la possibilité qu'il vienne s'intégrer à la CDCA, entrée à laquelle l'ancien président Royo s'était opposé ».

Certes, les pièces de l'étau que l'impérialisme nord-américain veut refermer sur la révolution centro-américaine et nicaraguayenne particulièrement sont elles-mêmes branlantes sous l'impact de la montée des masses et de la crise politique qui secoue les régimes en place.

Mais à l'heure où les plus puissantes pressions s'exercent contre la révolution nicaraguayenne (4) et centro-américaine, le développement de l'action solidaire du prolétariat mondial est toujours indispensable.

Le 23 septembre 1982,
J. Robles

(1) Instituto Histórico centro-americano de Managua - Nicaragua : contrôlé par les Jésuites.

(2) Le 3^e anniversaire de la chute de Somoza, le 19 juillet, s'est réalisé cette année à Masaya, et Monimbo, l'un de ses quartiers, est un symbole national du combat anti-dictatorial, étant donné le courage que démontrèrent ses habitants dans l'insurrection.

(3) CDCA : regroupement constitué au début de l'année 1982, ayant pour objectif l'isolement du Nicaragua et envisageant le recours au traité militaire du TIAR pour intervenir contre lui.

(4) L'envoyé spécial du Monde, Marcel Niedergang, concluait le 5 août son article par la note suivante : « Le message transmis par M. Fidel Castro aux dirigeants de Managua n'est pas de nature à les reconforter. Il leur a demandé de ne pas essayer de construire un nouveau Cuba, car les Russes ne viendraient pas à leur secours. »

L'Iran, trois ans et demi après l'insurrection

A partir de ce numéro, *Tribune internationale-La Vérité* publiera régulièrement une « tribune libre ».

Cette tribune libre est ouverte aux organisations ouvrières et anti-impérialistes pour qu'elles puissent exprimer, dans le cadre de *Tribune internationale-La Vérité*, leurs positions en toute indépendance.

Ce mois-ci, cette tribune libre est occupée par l'association des étudiants iraniens à Paris SMP, organisation sympathisante des Guérilleros Fedais du peuple d'Iran. L'organisation des Guérilleros Fedais du peuple d'Iran, qui avait joué un rôle important dans la lutte contre la dictature du chah, est aujourd'hui l'objet d'une féroce répression de la part du régime de Khomeini.

TRIBUNE LIBRE

DEPUIS plus d'un an, le régime de la République islamique a accéléré le rythme des arrestations, des exécutions, des fouilles systématiques dans les rues, les maisons et les écoles, des licenciements des ouvriers des usines et même leur exécution dans certains cas. Le mois de juin 1981 a été le point culminant des contradictions existantes entre le régime et le peuple.

Aucun jour ne passe sans l'arrestation de quelques opposants et sans un attentat contre les autorités iraniennes. Depuis cette date, la répression n'épargne ni les femmes enceintes, ni les enfants, ni les vieillards. Les informations parvenant de l'Iran indiquent que les usines, les lycées, les entreprises, etc., sont frappés d'une forte répression, face à laquelle une résistance se forme parfois spontanément, à l'initiative des ouvriers et des lycéens, parfois organisée par les forces de gauche.

Pendant l'hiver 1981-1982, nous avons été témoins de la grève de 8 000 à 9 000 ouvriers d'une des plus grandes usines d'Iran (Iran National).

Dans un bidonville près de Téhéran (Khak-e-Sepid), les forces de la gendarmerie ont tenté de détruire les logements modestes des ouvriers et des travailleurs. Ces derniers ont mené une attaque au cours de laquelle le commandant des forces de la gendarmerie a été battu et grièvement blessé.

A la fin du mois de juillet 1982, les ouvriers de l'unité d'élevage « Sepid Roud » ont aussi fait la grève pendant quatre jours. Ils exigeaient une augmentation des salaires, et la dissolution d'un organe dit syndical du régime, installé à l'usine.

Les ouvriers de l'industrie textile (Tchit de Téhéran) ont organisé une manifestation pour protester contre les vols de la coopérative de l'usine. Des mouvements semblables n'ont pas été rares au cours de ces derniers mois. Les lycéens ont aussi formé leur mouvement et résistent devant les perquisitions et les fouilles effectuées dans les lycées.

« Reflux de la révolution » ?

Mais qu'est-ce que cela signifie, une résistance massive ? Vu la passivité relative du peuple, est-ce par contre la période de reflux de la révolution ?

Subissant la répression, le peuple n'a pas réussi à trouver la bonne manière de lutter contre le régime, faute de l'absence d'une avant-garde organisée, unie et munie des moyens de combat : les organisations de gauche sont dispersées, elles ont subi de violents coups de la part du régime.

Face à cela, la réaction la plus normale des masses a été le retrait du champ de combat. Mais quelle est la perspective après cette retraite des luttes des masses ?

Pendant que la crise économique subsiste toujours, que la misère et la ruine frappent la société (d'après le journal officiel du régime, la production n'a pas cessé de diminuer depuis 1979 et par contre le taux des importations s'est accru), on ne peut parler de l'achèvement de la crise.

L'absence de matières premières, de cadres spécialistes, de pièces de rechange et du pouvoir de la direction entraîne tous les jours la fermeture des usines.

Les produits de première nécessité sont chers et rationnés. L'accroissement des impôts sur l'eau, l'électricité et les services, l'augmentation des prix des produits monopoles de l'Etat

écoutent les radios étrangères. D'autre part, les attentats contre les autorités et les mouvements dispersés de protestation s'accroissent, ce qui était rare sous le régime du chah. Aujourd'hui, on peut prétendre que la masse est politisée, et c'est la caractéristique d'une période d'exaltation révolutionnaire.

Un point d'appui important est le mouvement de résistance kurde. Les combattants kurdes continuent leur lutte contre le régime de la République islamique et pour l'acquisition de leur autonomie, depuis la prise du pouvoir par ce régime. Malgré les attaques ininterrompues du régime, une partie du Kurdistan est occupée par les combattants. L'impuissance du régime à vaincre les Kurdes représente un point d'appui pour le peuple iranien.

A partir du mois de juin 1981, la crise a atteint son point culminant. La résolution immédiate



Février 1979, Téhéran : la dictature du chah s'effondre.

comme le tabac et le thé, l'augmentation de la vignette des automobiles, etc., indiquent la ruine économique de l'Etat.

D'autre part, une simple comparaison de la situation sociale actuelle et celle de l'époque du chah démontre que le peuple n'est pas apolitique. Il a reculé à cause de la forte répression, mais il est prêt à réapparaître à condition d'avoir une perspective claire en vue.

« La stabilité du régime est loin d'être réalisée »

Dans les conversations avec les gens, on constate que même les couches les plus arriérées des masses parlent de politique, analysent les événements, concluent et même critiquent les tactiques de leur avant-garde. Elles

de la crise n'est pas en vue pour le régime. Les divergences apparaissent de plus en plus au sein du gouvernement. Les masses sont politisées. La crise économique subsiste toujours. La guerre avec l'Irak provoque la colère des masses qui perdent leurs enfants, leurs biens, qui manquent de nourriture et de produits de première nécessité, qui subissent le chômage, l'inflation et la dure manière de vivre. C'est ainsi que la stabilité du régime semble loin d'être réalisée.

Association des étudiants iraniens à Paris SMP (organisation des guérilleros Fedais du peuple d'Iran).

Titre et intertitres sont de la rédaction de *Tribune internationale-La Vérité*.

LA LOGIQUE DU REVISIONNISME LIQUIDATEUR

Le SWP, un parti conduit à la destruction par sa direction

Le parti trotskyste aux Etats-Unis, le Socialist Workers Party, est aujourd'hui engagé dans une crise qui menace son identité comme organisation trotskyste. Le caractère aigu de cette crise est donné par le fait que c'est l'actuelle direction du SWP qui impulse le cours liquidateur et destructeur, mettant en cause le caractère d'organisation trotskyste du SWP et, dans cette mesure, son existence même.

Il s'agit là d'un fait extrêmement grave qui concerne directement toutes les organisations, tous les courants, tous les militants qui se réclament de la IV^e Internationale et prétendent toujours fonder leur combat sur son programme.

L'importance du SWP qui, comme organisation trotskyste, a assuré pendant des décennies la permanence d'une expression politique indépendante du mouvement ouvrier américain, tient bien évidemment à la place majeure que le prolétariat des Etats-Unis tient dans la marche à la révolution prolétarienne mondiale. Elle tient aussi à la place du SWP dans la formation de l'Opposition de gauche internationale et dans l'histoire de la IV^e Internationale.

TOUTE organisation trotskyste ne peut ressentir que comme un coup porté contre elle le fait que le journal américain *Guardian*, impulsé par des éléments liés au stalinisme, puisse écrire — sans crainte d'être démenti : « Le SWP jette discrètement par-dessus bord une partie de son héritage trotskyste » en donnant pour l'un des exemples le fait que le congrès du SWP d'août 1981 « salua Cuba, le Nicaragua et Grenade comme d'authentiques courants révolutionnaires pouvant former la base d'une Internationale léniniste de masse ».

Une direction révolutionnaire fondée sur une authentique dictature du prolétariat ?

Le *Guardian* n'exagère pas. Le congrès de 1981 du SWP n'a fait que ratifier une orientation définie sans ambiguïté par la nouvelle direction du SWP depuis 1979 c'est-à-dire au moment où, face au gouvernement de reconstruction nationale du Nicaragua, la direction du SWP appuya la répression contre des militants de l'organisation internationale à laquelle elle était liée et se prononça contre la construction d'une section de la IV^e Internationale au Nicaragua, comme à Cuba, avec l'aval de l'organisation internationale à laquelle il est politiquement associé, le Secrétariat unifié. (1)

En août 1980, dans une conférence nationale d'éducation du SWP, l'une de ses dirigeantes, Mary-Alice Waters, prononça une conférence sous le titre : « La direction prolétarienne au pouvoir : ce que nous pouvons apprendre de Lénine, de Castro et du FSLN. »

Ainsi, d'emblée, la direction Castro et celle du FSLN étaient mises sur le même plan que la direction léniniste du Parti bolchevique et de la III^e Internationale. Reprenant et amplifiant ce que Jack Barnes avait expliqué dès février 1979 : « Jamais nous n'avions vu aussi longtemps une direction révolutionnaire au pouvoir. Nous n'avions connu qu'une grande direction révolutionnaire au pouvoir : le noyau central du Parti bolchevique (...). L'équipe de direction de Castro est supérieure à la direction bolchevique, en dehors d'hommes comme Lénine, Trotsky, Sverdlov. », Mary-Alice Waters déclare : « Nous entrons dans une nouvelle période de l'histoire. Nous sommes témoins de l'extension consciente de la révolution socialiste sous la direction d'une direction prolétarienne internationale. Notre révolution, notre courant se développent. »

Soyons clairs. Si nous nous trouvons, pour la première fois depuis la révolution d'Octobre, face à une direction prolétarienne internationale appuyant son action sur une authentique dictature du prolétariat, alors c'est autour d'elle que doit se rassembler l'Internationale révolutionnaire nécessaire au prolétariat pour vaincre, et la IV^e Internationale et ses sections n'ont aucun droit politique à exister, pas seulement à Cuba et au Nicaragua, mais dans le monde entier.

Le congrès du SWP tenu en août 1981 ratifiait cette perspective. On peut lire dans la résolution internationale adoptée par ce congrès : « Le Programme de transition notait qu'en 1938, en dehors

des cadres de la IV^e Internationale, « il n'existe pas un seul courant révolutionnaire qui mérite véritablement ce nom ». L'évolution de la lutte des classes internationale amorce une nouvelle période à cet égard.

La direction cubaine et plus récemment celle de Grenade et du Nicaragua constituent des courants méritant le nom de révolutionnaires. Leur rôle dans la lutte des classes internationalement marque un pas historique en avant dans la tâche de la reconstruction du type de direction dont le prolétariat mondial a besoin pour vaincre. »

Et la résolution ajoute : « Nous avons confiance dans le fait que les révolutionnaires dans l'action qui émergent des trois secteurs de la lutte des classes internationale s'identifieront avec la ligne de marche de la classe ouvrière. Cela les conduira à une perspective marxiste. Les événements de Pologne, au Nicaragua et à Grenade justifient à nouveau la confiance dans le prolétariat mondial et dans les perspectives de reconstruction d'une Internationale léniniste de masse. »

La référence à la Pologne semble bizarrement. Car la direction castriste — confirmée dans son statut de direction révolutionnaire — avait entre temps, au II^e Congrès du Parti communiste cubain, pris position sur le mouvement révolutionnaire des travailleurs polonais. A ce II^e Congrès tenu en décembre 1980, Castro dénonçait « les sinistres provocations orchestrées par l'impérialisme en Pologne » et soulignait « le droit du camp socialiste à sauver l'intégrité de ce pays », justifiant à l'avance une intervention contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin et le coup de Jaruzelski du 13 décembre 1981.

Car là est le nœud de la question. Il ne s'agit pas de « fantaisies idéologiques » de la direction du SWP « idéalisant » Castro, se laissant emporter par le nécessaire soutien que, contre l'impérialisme américain, elle se doit d'apporter à Cuba et aux révolutions centro-américaines. Il s'agit de la nature et du rôle mondial du stalinisme.

Car, si les prises de position de Castro à l'égard de la révolution politique en Pologne ne sont vues que comme des « erreurs politiques », des péchés somme toute véniels qui n'entachent pas la pureté « révolutionnaire » de la direction castriste, cela signifie que la subordination à la bureaucratie du Kremlin sur les problèmes majeurs de la lutte des classes internationale n'interdit pas d'être « révolutionnaire ».

Ou, en d'autres termes, qu'il peut exister des courants « révolutionnaires méritant vraiment ce nom » sans qu'ils aient rompu avec l'appareil international du stalinisme. Et personne ne peut nier que la « direction castriste » — ce courant qui a incontestablement été un courant révolutionnaire petit-bourgeois (ce qui n'a rien à voir avec sa prétendue capacité à être un substitut à la direction révolutionnaire prolétarienne soudée

(suite page 14)

(1) On sait que les lois réactionnaires américaines (loi Voorhis) interdisent au SWP son affiliation à une organisation internationale.

LA LOGIQUE DU REVISIONNISME LIQUIDATEUR

Le SWP, un parti conduit à

(suite de la page 13).

sur un programme) — est aujourd'hui dépendante et intégrée à l'appareil international du Kremlin.

Dans un rapport présenté le 11 août 1980 devant une session élargie du comité politique du SWP, Jack Barnes assurait : « On ne peut que spéculer sur ce que sera la position cubaine face à une nouvelle Tchécoslovaquie. Mais si les travailleurs des fonderies et des ports de Pologne se soulèvent comme ils se préparent à le faire, et si Brejnev se décide à utiliser la force contre eux, je ne puis imaginer que la réponse des Cubains soit la même que par rapport à la Tchécoslovaquie. »

La réponse a été donnée, et à deux reprises. D'abord, en décembre 1980, lors du II^e Congrès du Parti communiste cubain, puis par l'attitude du PC cubain après le coup de décembre 1981. Et en 1982, la direction du SWP n'a pas varié d'un iota dans son appréciation de la direction cubaine.

C'est ainsi que dans un article de mars 1982 (2), trois responsables du SWP (S. Clark, G. Novack et L. Seigle), parlant au nom de sa direction, écrivent : « Les Cubains se trompent quand ils affirment que la lutte des ouvriers dirigée par Solidarité constitue une menace contre l'Etat ouvrier polonais parce qu'elle accroît le danger qu'une intervention impérialiste réussisse et restaure le capitalisme. »

Une simple erreur donc, mais qui s'inscrit dans une conception généralement correcte car : « Les Cubains prennent comme point de départ la compréhension que tout renversement d'un Etat ouvrier par l'impérialisme constituerait un coup historique contre la révolution mondiale. Ils croient fermement au droit et au devoir des ouvriers de tous les Etats ouvriers de défendre collectivement leurs acquis anticapitalistes contre toute tentative de les saper ou de les renverser. Les Cubains se placent ainsi du bon côté de la barricade de classe, à l'encontre des forces social-démocrates partisans du "troisième camp" qui ne défendent pas les Etats ouvriers contre l'impérialisme. »

N'est-il pas clair, pour qui sait lire, que ce paragraphe contient de la manière la plus explicite la négation de l'un des fondements du programme de la IV^e Internationale : le rôle contre-révolutionnaire du stalinisme ? Substituant à la réalité de la lutte des classes internationale l'opposition pabliste entre des « blocs » constitués par des Etats et des gouvernements, il occulte le fait que c'est la bureaucratie du Kremlin « passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois » qui est la force restaurationniste et que ce sont les travailleurs polonais qui contre elle défendent les conquêtes sociales existant en Pologne.

La direction cubaine, contre les travailleurs polonais, est de ce point de vue de l'autre côté de la « barricade de classe », du côté de la contre-révolution, avec la bureaucratie du Kremlin.

Aussi, parler dans le cas de l'actuelle direction du SWP simplement de positions erronées, voire d'un processus révisionniste, de la remise en cause de tel ou tel aspect de l'héritage programmatique de la IV^e Internationale est insuffisant.

Il s'agit d'un ensemble cohérent de positions anti-trotskyistes et l'orientation politique de la direction qui en découle conduit le SWP au désastre et à la destruction si la lutte politique n'est pas menée, nationalement et internationalement, contre une direction délibérément liquidatrice.

La capitulation, l'alignement de fait sur le stalinisme à l'échelle mondiale ne se limitent pas à Cuba. Les louanges de la direction vietnamienne, la justification de la répression khmouiste en sont des exemples tout aussi nets, comme l'est aussi la manière dont la direction du SWP a présenté l'acceptation du plan Habib par la direction de l'OLP « qui place celle-ci dans la plus forte position politique pour la phase

suivante de la lutte » ! (Rapport de M. Miah à la Conférence d'Oberlin en août 1982).

La logique du révisionnisme : « retour à Lénine » ou passage à l'anti-trotskyisme

Le cours liquidateur impulsé par la direction du SWP a aujourd'hui atteint un point où même les références formelles aux positions programmatiques élaborées par Trotsky deviennent embarrassantes. Il ne suffit même plus de découvrir tel ou tel élément « nouveau » rendant caduc tel ou tel principe de la lutte des classes — ce qui est la démarche première de tout révisionnisme.

Il faut aller au fond des choses et tenter de démontrer que les positions fondamentales de Trotsky étaient erronées : il faut remettre en cause explicitement la théorie de la révolution permanente. Et cette offensive se développe dans les colonnes d'*International Socialist Review*, le supplément théorique de *The Militant*, l'organe central du SWP.

Elle est donc publique et les militants du SWP qui sont en désaccord ne peuvent répondre, car dans cet organe public c'est la direction qui s'exprime ; ils ne peuvent non plus s'exprimer dans le parti, car la discussion interne n'y est pas ouverte !

Dans le numéro de novembre 1981 de *International Socialist Review*, paraît un article intitulé « Comment Lénine voyait la révolution russe ». Cet article essentiellement composé d'un montage de citations de Lénine présente plusieurs particularités saillantes : tout d'abord, il part de l'affirmation qu'avant 1917 existaient deux conceptions de la révolution, celle des mencheviks et celle de Lénine, et que la victoire de la révolution russe a totalement confirmé la conception de Lénine ; ensuite, avec une remarquable absence de rigueur, il juxtapose des citations de périodes différentes (avant 1905, après 1905, après février 1917), comme si les conceptions théoriques et stratégiques de Lénine n'avaient pas été enrichies théoriquement et pratiquement par les événements de 1903 à 1917, comme d'ailleurs celles de Trotsky.

Enfin (ce qui est pour le moins étrange dans une publication qui se réclame de la IV^e Internationale), le rôle de Trotsky dans la révolution d'Octobre et ses positions propres ne sont pas évoqués. Trotsky est mentionné une fois, par une citation de *L'Histoire de la révolution russe* sur les qualités de dirigeant de Lénine.

Ce qui saute aux yeux, c'est que cet article a comme but de minimiser au maximum — en fait d'occulter — la césure que l'expérience de la révolution de Février amène dans les conceptions de Lénine et la signification, de ce point de vue, des *Thèses d'avril*.

L'abandon de toute référence à l'existence indéniable de « trois conceptions de la révolution russe », pour reprendre le titre d'un article de Trotsky, amène à éliminer l'apport particulier de Trotsky à l'élaboration collective qui arma le Parti bolchevique des instruments théoriques et politiques nécessaires à la victoire.

Ernest Mandel a eu droit à une réponse intitulée « Le débat sur le caractère et les buts de la révolution russe », dans le numéro d'avril 1982 d'*International Socialist Review*. Il revient sur le débat au sein des marxistes russes, traite des différentes positions alors en présence, mais omet l'essentiel : pourquoi ce débat en apparence « historique » ? Peut-être n'a-t-il pas prêté attention à l'introduction de Doug Jenness qui relie le débat historique à des problèmes plus contemporains : « Là où les masses ont renversé le régime capitaliste dans des pays comme Cuba, le Nicaragua et le Vietnam, les révolutionnaires étudient la manière dont les bolcheviks au pouvoir traitèrent certains des problèmes auxquels ils font face. »

S'agirait-il donc de dire aux dirigeants de l'Etat ouvrier cubain, du FSLN, de

Grenade, du Vietnam, que la direction du SWP a avec eux une référence commune plus importante que les différences dues au fait que la direction du SWP se réclame formellement — du moins encore — du trotskysme ?

A savoir le « léninisme ». Mais le « léninisme » qui peut offrir un commun dénominateur avec eux, c'est le prétendu « marxisme-léninisme », les fabrications idéologiques que la bureaucratie stalinienne secréta dans sa lutte contre les continuuateurs du bolchevisme. Cela s'exprime clairement dans la réponse de Doug Jenness à Mandel intitulée « Notre continuité avec le bolchevisme ».

Cette fois, il s'agit de présenter comme frontalement opposées les conceptions de Lénine et de Trotsky en présentant (vieille rengaine) les positions de Trotsky comme marquées par la sous-estimation de la paysannerie.

Voici quelques échantillons : « Là où Trotsky se différencieait des bolcheviks, c'était par son insistance à nier tout rôle indépendant à la paysannerie dans la révolution et son estimation des possibilités d'une alliance durable entre les ouvriers et les paysans comme étant réduites (...).

Trotsky se concentrait principalement sur l'arriération des paysans, réduisant le rôle qu'ils joueraient dans la révolution et soulignant les limites et les problèmes impliqués par l'organisation politique dans les campagnes. A l'inverse des bolcheviks, il ne proposait pas une politique active pour la classe ouvrière et son avant-garde visant à surmonter ces obstacles pour forger l'alliance avec la paysannerie (...).

Pour Trotsky, le manque d'"initiative ferme", le manque d'"indépendance", "le caractère informe" des organisations paysannes mises en mouvement par la révolution de 1905 étaient simplement la preuve que la paysannerie ne peut jouer un rôle indépendant ou décisif dans la révolution. Trotsky, à

l'inverse de Lénine, ne voyait pas les possibilités révolutionnaires inhérentes aux organisations paysannes créées en 1905, par exemple... (...).

En fait, Lénine disait que Trotsky, par son insistance sur le fait que la paysannerie ne jouerait pas un rôle décisif en tant que force révolutionnaire, finissait par donner aide et soutien aux dirigeants traîtres petits-bourgeois des ouvriers et des paysans qui cherchaient à maintenir la paysannerie inactive (...).

En rejetant l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie comme un tout, Trotsky tendait à dissoudre la révolution démocratique-paysanne dans la lutte de classe du prolétariat contre le capitalisme. L'absence d'une démarche transitoire de la part de Trotsky laissait en fait le prolétariat sans guide quant à comment avancer sur sa route historique vers l'expropriation des exploités. »

Et pour conclure cette illustration de ce qu'il est difficile d'appeler la « méthode » de Doug Jenness : « Ce furent les bolcheviks qui établirent une stricte différenciation entre la révolution démocratique bourgeoise et la révolution socialiste : en accomplissant la première, ils ouvraient la porte à la transition vers la seconde. C'était la seule politique qui fût marxiste et révolutionnaire. »

La continuité avec le bolchevisme dont se réclame Doug Jenness, c'est la continuité avec la campagne anti-trotskyiste, la campagne contre le bolchevisme, contre la théorie de la révolution permanente, comme expression de la dégénérescence bureaucratique.

Ce qui est en jeu, c'est ce que Trotsky explicitait dans la conclusion des *Thèses sur la révolution permanente* : « La question du programme est à son tour inséparable de celle de deux théories opposées : la théorie de la révolution permanente et la théorie du socialisme dans un seul pays. Le problème de la révolution permanente a depuis long-

temps dépassé le cadre des divergences épisodiques entre Lénine et Trotsky, divergences qui, au surplus, ont été depuis longtemps épuisées par l'histoire. Il s'agit de la lutte entre les idées fondamentales de Marx et Lénine d'une part, et l'éclectisme des centristes d'autre part. »

Précisons. Nous ne sommes plus en 1929. La bureaucratie stalinienne est passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois, la révolution prolétarienne mondiale aujourd'hui menace le pouvoir de la caste contre-révolutionnaire par ses développements d'ensemble, et en particulier, directement, par la révolution politique.

La réouverture d'une prétendue discussion « historique » n'est qu'un moyen de renier les acquis du bolchevisme et de la IV^e Internationale au compte, en dernière analyse, de la bureaucratie contre-révolutionnaire, pilier de la préservation de la domination impérialiste à l'échelle mondiale.

Un parti conduit à sa destruction par sa direction

Le cours délibérément destructeur impulsé par l'actuelle direction du SWP s'exprime avec netteté, non seulement dans l'orientation politique développée à l'égard de la lutte des classes internationale et par l'idéologie qu'elle véhicule, mais par la manière dont il s'exprime aux Etats-Unis.

Le SWP subit une hémorragie de ses militants et de ses cadres. Il a perdu dans ces dernières années au moins le quart de ses effectifs. Est-ce la situation aux Etats-Unis qui en serait responsable ? Nullement, les développements dans la lutte des classes face à l'offensive anti-ouvrière de Reagan, la faillite au terme de la présidence Carter de la coalition du Parti démocrate et de la direction du mouvement ouvrier, la puissance du mouvement d'opposition à l'intervention impérialiste en Amérique centrale indiquent le contraire.



Manifestation contre Reagan à Washington en septembre 1981.

la destruction par sa direction

Le champ d'action pour l'affirmation de l'indépendance politique du mouvement ouvrier, c'est-à-dire du combat pour un Labor Party fondé sur les syndicats, s'est considérablement élargi.

Or, précisément, c'est ce combat que la direction du SWP se refuse à mener, la question du Labor Party n'est prétexte qu'à des variations propagandistes générales, elle n'est pas présente dans la réalité de l'activité du SWP.

Le « tournant industriel », c'est-à-dire la décision de faire embaucher dans l'industrie la majorité des militants du SWP, s'est ainsi transformé dans le contraire de l'objectif fixé pour justifier cette mesure : lier plus étroitement le SWP au mouvement de la classe ouvrière.

La direction du SWP ne formule aucune orientation syndicale pour ses militants ou plutôt elle impose une pratique contraire à tout enracinement de ses militants dans les syndicats : ceux-ci ne doivent chercher à y occuper aucune position. De plus, au nom de la concentration dans des industries considérées comme essentielles, des positions occupées précédemment dans des secteurs importants ont été saccagées.

L'absence de toute activité politique centralisée, de toute initiative véritable centrée sur le combat pour le Labor Party en relation avec les développements réels dans la classe ouvrière et dans ses organisations réduit les militants du SWP à répéter une propagande abstraite « pour le socialisme » et pour les positions politiques développées par la direction qui conduit à leur isolement, qui en fait les victimes toutes désignées de la répression patronale.

Il n'y a aucun enracinement des militants du SWP dans des secteurs décisifs du mouvement ouvrier, il y a au contraire une épuisante noria d'une branche d'industrie à une autre, d'une région à une autre, en fonction des licenciements, sans recrutement, sans acquis politique.

Il y a plus grave. Alors que la situation du SWP, le bilan du « tournant industriel » et de l'orientation sur laquelle il a été mené et l'ensemble des positions politiques développées par la direction du SWP exigeraient une large et profonde discussion démocratique dans tout le parti, toute discussion est bannie par la direction du SWP.

Celle-ci, arguant du fait que statutairement les congrès du SWP ont lieu tous les deux ans, a utilisé la conférence nationale d'éducation convoquée cette année à Oberlin pour exposer ses vues tout en ligotant les tendances d'opposition dans un réseau d'interdits.

En bafouant les possibilités d'expression au sein même du SWP, la nouvelle direction du SWP achève de donner par sa politique et son activité sa caractérisation : c'est elle qui, délibérément, mène le SWP au naufrage.

Les positions qu'elle développe marquent une rupture ouverte avec le programme et les principes de la IV^e Internationale : ce sont des positions anti-trotskyistes. Le SWP ne peut être sauvé que par une lutte intransigeante contre cette direction opposée au programme de la IV^e Internationale et donc aux traditions du SWP comme à son existence même.

Encore une fois la révolution polonaise

Après le coup de force de Jaruzelski le 13 décembre, l'hebdomadaire du SWP *The Militant* publiait un éditorial sous le « titre » : « Défendons les ouvriers polonais ! Halte aux menaces de guerre US contre Cuba, le Nicaragua et le Salvador ! », qui condamnait le coup d'une « bureaucratie totalement isolée des masses » et « incapable de maintenir son règne sans supprimer toutes les libertés démocratiques ». Mais cet éditorial comportait aussi le paragraphe suivant — sans aucune référence aux positions de la direction cubaine à l'égard de la Pologne : « Ce n'est pas un hasard si l'Etat ouvrier le plus démocratique dans le monde, Cuba révolutionnaire, est aussi le pays où les ouvriers et les paysans ont développé l'internationalisme révolutionnaire le plus déterminé et le plus profond. C'est cet internationalisme qui fait de Cuba un défenseur inébranlable de l'Union soviétique contre l'impérialisme et qui place la révolution cubaine au coude à coude avec les combattants révolutionnaires du monde entier. La démocratie ouvrière et la conscience prolétarienne internationaliste sont inséparables. »



Castro et Brejnev à La Havane.

Cet éditorial comportait également l'appréciation suivante de la plus puissante manifestation de solidarité avec les ouvriers polonais à avoir eu lieu dans le monde : celle qui se déroula à Paris le 14 décembre à l'appel de toutes les organisations syndicales, à l'exception de la CGT :

« A Paris, la direction du PS a organisé une marche de protestation contre les gouvernements soviétique et polonais. Les principaux partis bourgeois en France, incluant les gaullistes réactionnaires et le parti de l'ancien président Giscard d'Estaing, organisèrent une manifestation au même lieu et à la même heure. Le Parti socialiste dirige le gouvernement de l'impérialisme français, administre ses colonies et défend ses intérêts dans le monde entier. Le gouvernement du PS a donné son soutien plein et entier au renforcement du dispositif militaire en Europe. Les ouvriers polonais n'ont pas besoin de la fausse solidarité de ceux qui versent des larmes hypocrites sur la suppression des libertés démocratiques en Pologne mais restent silencieux en face des actes de guerre et d'oppression de Washington. »

Cette même argumentation est reprise dans un article de Larry Seigle dans *Intercontinental Press*. Au-delà de la présentation mensongère des faits, la signification de ce paragraphe, c'est la condamnation de la tactique du front unique pour la défense des travailleurs polonais, comme l'ont d'ailleurs fait remarquer Ernest Mandel, Pierre Frank et Livio Maitan dans la discussion qui s'est ensuite développée au sein du SU :

« La défense des ouvriers polonais par des formes d'activité ouvrière, sur une base de lutte comme celle-là, exige une campagne de solidarité à long terme essentiellement basée sur les organisations de masse de la classe ouvrière. C'est pour cela que la IV^e Internationale se bat par le biais d'une application correcte de la tactique de front unique. Loin d'être un triomphe de « la campagne impérialiste », les manifestations de solidarité avec les ouvriers polonais qui ont eu lieu en France constituent un sommet de l'internationalisme prolétarien le plus élémentaire. »

Remarquons en passant que l'activité des sections du SU sur cette ligne n'a pas été des plus considérables. Mais enfin, ce n'est pas l'objet du débat.

Car il faut aller aux racines : ce n'est pas d'une discussion sur la « compréhension » du front unique qu'il s'agit, ce qui est en cause c'est le refus pur et simple d'œuvrer à la mobilisation de la classe ouvrière internationale pour la défense de la révolution politique en Pologne.

Et la direction du SWP a d'ailleurs poussé jusqu'au bout, aux Etats-Unis mêmes, la logique de sa politique. Elle a interdit au SWP et à ses militants de prendre part à aucune action de défense de *Solidarité* et des ouvriers polonais, y compris avec des secteurs et des responsables du mouvement ouvrier qui condamnaient explicitement l'intervention US en Amérique centrale et qui déniaient à Reagan le droit de se poser en défenseur du peuple polonais !

Faut-il rappeler la signification — au-delà des intentions de la direction de l'AFL-CIO — qu'a pour les travailleurs américains le fait que la manifestation de plus de 400 000 participants — la première de ce type — convoquée par l'AFL-CIO ait été appelée « la journée de *Solidarité* » en hommage aux travailleurs polonais !

Faut-il rappeler que dans un meeting tenu à New York en janvier 1982 et auquel le SWP n'a pas participé, meeting organisé par des responsables syndicaux, des militants ouvriers, des personnalités connues pour leur combat en défense des libertés démocratiques, et qui unissait la défense des travailleurs polonais à la dénonciation de la politi-

que de Reagan, un responsable syndical s'est écrié : « S'il existait aux Etats-Unis une organisation comme *Solidarité*, notre gouvernement enverrait contre elle la garde nationale ! »

Parce qu'elle capitule ouvertement devant le stalinisme — et cette capitulation s'exprime sans ambiguïté au sujet de la Pologne —, la direction actuelle du SWP capitule devant les tâches du combat pour la construction du parti révolutionnaire et conduit le SWP à la destruction.

Aujourd'hui, malgré les interdits, il existe des oppositions au sein du SWP qui comptent d'ailleurs dans leurs rangs

Défendre le SWP, chasser de la tête du SWP les naufrageurs

nombre de militants encore actifs qui ont appartenu à la direction formée par James P. Cannon. Ces oppositions sont l'expression du caractère trotskyste du SWP. Elles ne pourront pourtant défendre efficacement leur organisation contre l'opération destructrice en cours sans avoir une claire conscience de l'enjeu et sans que le combat politique se développe internationalement.

« Révisionnisme et trotskysme sont incompatibles », avons-nous toujours affirmé. La situation dramatique dans laquelle est aujourd'hui placé le SWP est une cruelle confirmation de cette affirmation. A vouloir faire coexister références au programme de la IV^e Internationale et positions révisionnistes dans le cadre d'une même fédération internationale, même si on la prétend « centralisée », c'est inéluctablement au développement du révisionnisme et de ses conséquences dévastatrices que l'on mène.

La discussion pouvait commencer sur des bases claires en 1979. La direction du « Secrétariat unifié » qui a alors fait siennes pour l'essentiel les positions de la direction du SWP sur le gouvernement de reconstruction nationale du Nicaragua et qui a refusé la discussion, tant avec le CORQI qu'avec les courants internationaux qui en son sein s'opposaient alors au cours impulsé par la nouvelle direction du SWP, a une lourde responsabilité dans la situation présente du SWP.

L'heure n'est plus aux arrangements diplomatiques et à l'unité de façade. La politique destructrice de la nouvelle direction du SWP pose avec acuité tous les problèmes de la crise de la IV^e Internationale. Elle pose la question dans des termes auxquels aucune organisation qui entend légitimement se réclamer de la IV^e Internationale ne peut échapper : trotskysme ou anti-trotskysme.

Ce ne sont pas des mesures administratives qui peuvent enrayer la marche à la destruction du SWP ouverte par sa direction soudée sur des positions anti-trotskyistes. C'est l'organisation de la plus large discussion internationale, le rassemblement à l'échelle nationale et internationale de toutes les forces trotskystes contre les dirigeants liquidateurs du SWP.

C'est une responsabilité à laquelle est confrontée au premier chef l'organisation internationale à laquelle le SWP est associé, le Secrétariat unifié.

C'est une responsabilité face à laquelle, dans son combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale, la « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » ne se dérobera pas.

François Forgue

(2) En réponse à une lettre de Mandel, Frank et Maitan se dissociant d'un article de L. Seigle sur la solidarité avec les travailleurs polonais, exprimant la position du SWP et paru dans *Intercontinental Press*.

Tribune internationale - La Vérité

Revue mensuelle

(Les articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction)

Comité de rédaction : Gilberto Avelino, Pierre Broué, Humberto Campodonico, Luis Favre, François Forgue, Raul Gomez, Camilo Gonzalez, Miguel Orozco, Ruben Rivera.

Directeur : Pierre Lambert

Rédaction : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris - France

Imprimerie : Abexpress - Bondy - France

Commission paritaire n° 51 695

ISSN 0294 - 3573

Gamma : Leroy (page 5), Agence (page 12), Lochon (page 15), Charion (page 19) - Sygma : Philippot (page 1 et page 2), Achtner (page 8), Royel (page 9), Spengler (page 9), Dejean (page 13), Goldberg (page 14) - AFP : (pages 7 et page 17) - AP (page 1 et page 4) - Vera Lucia (page 10) - Central (page 11) - DR (page 16).

L'actualité du programme de la

Le *Programme de transition*, « l'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale » est l'expression concentrée de l'expérience accumulée par un siècle de combats de la classe ouvrière pour son émancipation et plus immédiatement le produit d'une période de la révolution prolétarienne mondiale durant laquelle, entre le début de la révolution russe jusqu'en septembre 1938, date de fondation de la IV^e Internationale où fut adopté ce programme, tous les problèmes de la révolution mondiale furent posés.

Depuis ceux de la révolution dans les pays dominés par l'impérialisme jusqu'à ceux de la révolution dans les citadelles de ce même impérialisme — telle l'Allemagne — ; depuis ceux de la victoire de la révolution d'Octobre 1917 grâce au rôle de direction qu'assuma le Parti bolchevique jusqu'aux défaites auxquelles conduisirent la politique de la social-démocratie et l'absence de véritables partis communistes ; depuis ceux de la prise du pouvoir par les soviets, la constitution du premier Etat ouvrier, la réalisation de la dictature du prolétariat en octobre 1917, jusqu'à la formation d'une bureaucratie parasitaire instaurant son pouvoir politique contre-révolutionnaire, posant ainsi la nécessité, comme l'explique Trotsky, de la révolution politique détruisant la caste bureaucratique et son pouvoir ; depuis l'action du Parti bolchevique pour la construction de la III^e Internationale, la formation de véritables partis communistes, jusqu'à la dégénérescence bureaucratique du Parti bolchevique, sa destruction comme parti de la révolution mondiale et la transformation de l'Internationale communiste en instrument de la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin, organisant pour la défense de l'ordre bourgeois à l'échelle mondiale les plus grandes défaites du prolétariat en Allemagne, en France, en Espagne.

DE 1917 à 1923 (échec de la révolution allemande), puis de 1923 à 1938, à la veille de la seconde bouée impérialiste et la guerre contre l'URSS, cette première période analysée du point de vue du prolétariat en utilisant la méthode du marxisme a permis d'élaborer le programme qui n'est rien d'autre que l'expression pleinement consciente, la généralisation théorique et politique du mouvement des masses qui les porte à partir de leurs revendications, leurs aspirations, à s'organiser et à poser la question du pouvoir. La conclusion de ce programme, c'est la constitution de la IV^e Internationale et le combat pour sa construction.

Plus de 42 ans se sont écoulés depuis que le programme de la IV^e Internationale a été écrit. Après la Deuxième Guerre mondiale, guerre inter-impérialiste et guerre directement dirigée contre l'URSS et les conquêtes d'Octobre, c'est plus du tiers de l'humanité qui a vu la mise en place d'Etats ouvriers bureaucratiques dans lesquels les capitalistes ont été expropriés, mais où le prolétariat est totalement privé du pou-

voir politique. Cette réalité — l'expropriation du capital dans les pays de l'Europe de l'Est, en Chine, à Cuba, au Vietnam, sans que nul part un parti de type bolchevique n'ait pris la tête de la lutte des masses — ne vient-elle pas contredire les pronostics du programme, comme le voudrait aussi l'absence de crise comparable à celle de 1929, ou le « boom » de l'après-guerre ?

En d'autres termes, le *Programme de transition*, écrit à la veille de la seconde guerre inter-impérialiste, dans une phase marquée par les plus grandes défaites du mouvement ouvrier, est-il toujours actuel ? S'il ne l'est pas, la IV^e Internationale ne perd-elle pas sa raison d'être ? Répondre à cette question sera l'objet de la rubrique que nous décidons d'ouvrir dans *Tribune internationale* - *La Vérité* par une série d'articles incitant les militants combattant pour la reconstruction de la IV^e Internationale à lire et reprendre les textes fondamentaux de notre mouvement qui constituent, du *Programme de transition* aux *Thèses* pour la reconstruction de la IV^e

Internationale comme aux résolutions de la conférence mondiale ouverte, l'acquis théorique commun, ce guide pour l'action sans lequel il n'est pas de parti révolutionnaire.

L'objet des thèses

Démontrer la validité et l'actualité du programme de fondation de la IV^e Internationale, en intégrant les développements de la lutte des classes depuis la Deuxième Guerre mondiale, tel est l'objet des *Thèses* pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Le programme élaboré en 1938 comme instrument théorique et politique de construction de la IV^e Internationale permet seul de rendre compte des quelques dernières 40 années de développement de la lutte des classes mondiale : comme du moment présent de la situation internationale. Non qu'il ait pu prévoir, dans leurs formes concrètes, l'application des lois qu'il dégagait, mais les lois de la lutte des classes qu'il exprime sous forme de mots d'ordre, de stratégie et de tâches continuent à s'appliquer. C'est ce qu'affirment les *Thèses* adoptées par la conférence mondiale de 1980 :

« Ces présentes thèses sont les seules à même de répondre aux nouveaux problèmes théoriques et politiques posés par la montée révolutionnaire issue de la Deuxième Guerre mondiale. Cette montée révolutionnaire, la plus gigantesque à s'être produite jusqu'à présent, ne pouvait être prévue dans ses formes concrètes par le Programme de transition. Ces nouveaux problèmes qu'elle pose ne peuvent cependant recevoir une solution politique concrète que si on les aborde avec la méthode du Programme de transition. »

Les développements de la révolution prolétarienne internationale à partir de la Deuxième Guerre mondiale ont posé de nouveaux problèmes théoriques et politiques à la IV^e Internationale qui ne pouvaient cependant être résolus que dans le cadre de son programme et de ses principes.

Le bilan

Trente ans après la crise pabliste qui vit le révisionnisme liquidateur détruire la IV^e Internationale comme

organisation centralisée démocratiquement dans les années 1950, quel est le bilan ? En d'autres termes, les nouveaux problèmes théoriques et politiques posés à la IV^e Internationale au sortir de la Deuxième Guerre mondiale trouvent-ils leur solution dans le programme et ses principes, ou au contraire la période que nous vivons donne-t-elle raison à ceux qui, en 1950-1951, révisaient le marxisme, le trotskysme, et abandonnaient le combat pour la construction de la IV^e Internationale et de ses partis ?

La *Thèse 11*, « Une prolongation inattendue de la crise de la direction révolutionnaire », montre parfaitement les problèmes tels qu'ils sont posés à l'Internationale au sortir de la guerre : « Nous avons cru que la fin de la Deuxième Guerre mondiale et l'immédiat après-guerre verraient se répéter, amplifiés, les événements qui s'étaient produits dans la période analogue quelque 25 ans plus tôt : la guerre impérialiste se transformant en guerre civile, amenant à prendre le pouvoir, dans la révolution d'Octobre, un parti marxiste révolutionnaire, le Parti bolchevique, qui fonda la III^e Internationale ; celle-ci commença bientôt à acquérir une influence de masse, donc à surmonter la crise de direction du prolétariat. Mais les faits ont infirmé ce raisonnement analogique... La réalité a bien confirmé intégralement le pronostic de Trotsky : la Deuxième Guerre mondiale a bien abouti à une crise sans précédent de l'impérialisme et au plus grand essor de la révolution qui se soit produite jusqu'à présent. Mais les trotskystes, cela est indéniable, n'ont pas compris que la première phase de la révolution verrait les masses tout à la fois s'engager dans un combat de classe posant directement les problèmes politiques au niveau du pouvoir d'Etat et, victimes de leurs illusions, charger de leurs aspirations les directions traditionnelles traîtres. »

A partir de 1943, le cours de la lutte des classes s'inversait à l'échelle mondiale. L'attachement des masses d'URSS aux rapports de production nés de la révolution d'Octobre leur a permis, malgré les conséquences catastrophiques du monopole du pouvoir politique de la bureaucratie, de sa gestion comme de sa conduite de la guerre, de barrer la route à la restauration capitaliste.

Pratiquement, tous les Etats bourgeois d'Europe furent démantelés, leur économie en ruine. Partout dans le monde, les masses exploitées ont ressenti les victoires des armées de l'URSS comme celle du pays où la révolution d'Octobre a triomphé, donnant une impulsion d'une ampleur et d'une puissance inégalées à la vague révolutionnaire de la fin de la guerre et de l'immédiat après-guerre.

La vague révolutionnaire de l'après-guerre

A partir de 1943, se sont constitués des rapports politiques entre les classes qui étaient fondamentalement contradictoires avec ceux qui avaient été à l'origine de la formation de la bureaucratie du Kremlin, de son triomphe en URSS. Recevant une formidable impulsion des victoires de la révolution d'Octobre, la nouvelle vague révolutionnaire contribua dans un premier temps à porter au sommet de leur puissance politique la bureaucratie du Kremlin et

son appareil international. Au premier flux de la révolution, en 1943-1945, la classe ouvrière retrouvait le chemin de ses organisations traditionnelles. En de nombreux pays qui n'ont pas été occupés par les armées de l'URSS, les PC, que les masses considéraient comme des partis révolutionnaires et qui bénéficiaient du prestige de la victoire de l'URSS sur le nazisme, se sont considérablement renforcés.

C'est cette puissance politique de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international qui a été le facteur décisif pour contenir la vague révolutionnaire de la fin de la guerre, en limiter les effets, permettre la reconstruction des Etats bourgeois en ruine en Europe de l'Ouest comme de l'économie capitaliste. Bien qu'au fait de sa puissance politique, la bureaucratie du Kremlin ne pouvait cependant redonner une quelconque jeunesse à l'impérialisme, au capitalisme, qui ne survivait que par la prise en charge par l'impérialisme US de toutes les contradictions du système.

Le prolétariat des pays capitalistes avancés sortait politiquement reconstitué et renforcé de la guerre. Contre la volonté du Kremlin, le PC yougoslave, dirigeant la guerre révolutionnaire, s'empara du pouvoir et expropria la bourgeoisie. Un même phénomène se produisait en Chine. Dans les pays qu'elle occupait, après avoir tenté de maintenir la façade des Etats bourgeois effondrés et de redonner vie aux anciennes classes dirigeantes, la bureaucratie du Kremlin a été contrainte de finir d'exproprier la bourgeoisie et de donner aux Etats de ces pays le caractère d'Etats ouvriers bureaucratiques dès l'origine.

Fondamentalement, la nouvelle disposition des forces sociales et politiques qui a résulté de la guerre, et qui porta la bureaucratie au sommet de sa puissance politique, est en contradiction totale avec l'existence même de la bureaucratie du Kremlin comme de ses satellites. Loin d'ouvrir la voie à des « siècles de transition » que dominerait la bureaucratie stalinienne, la vague révolutionnaire qui a résulté de la guerre a préparé les conditions de la révolution politique dans les pays où le capital avait été exproprié, comme composante active du mouvement du prolétariat mondial dans sa marche à la révolution.

Révolution sociale et révolution politique

Entre 1949 et 1952, surgissent les éléments qui vont caractériser la période suivante. Contenant la vague révolutionnaire, les appareils ont permis à l'impérialisme de se restructurer, de rassembler les conditions du « boom » économique par l'injection formidable de crédits d'armement dans l'économie, la surexploitation de la classe ouvrière et le pillage en règle des pays coloniaux et semi-coloniaux. Les efforts du stalinisme pour maintenir le statu quo vont engendrer de profondes ruptures en son sein (affaire yougoslave), tandis que l'impérialisme doit faire face à une guerre révolutionnaire en Indochine, à la révolution bolivienne de 1952, au délabrement de l'impérialisme français. Comme l'expliquent les *Thèses* :

« C'est à partir de l'année 1953 qu'apparaissent pour la première fois de manière conjointe sur la scène historique, comme deux aspects de ce même processus — la



Berlin-Est, juin 1953 : la bureaucratie envoie ses chars contre les ouvriers qui manifestent.

IV^e Internationale



La grève générale de mai-juin 1968 en France.

révolution prolétarienne mondiale — la révolution politique et la révolution sociale (...).

A partir de 1953, le prolétariat réapparaît sur la scène dans tous les Etats ouvriers bureaucratiques. C'est à ce moment même, alors que se manifestent ces premiers signes de la révolution politique, alors que les développements mêmes de la lutte des classes indiquent que l'heure de la construction de la IV^e Internationale a sonné, que le révisionnisme pabliste, capitulant devant la bureaucratie stalinienne, provoque la dislocation de notre Internationale.

La révolution politique constitue un fait nouveau qualitatif de cette période, bien qu'elle n'en change pas la nature, répétons-le, d'un équilibre instable que l'impérialisme tente de modifier par de puissantes offensives.

Jusqu'à cette date, en dépit des grandes victoires remportées par le prolétariat mondial, aucun symptôme majeur de la révolution politique ne s'était manifesté sur la scène de l'histoire. C'est que le prolétariat de l'URSS, de l'Europe de l'Est, de la Chine et de la Yougoslavie avait dû subir l'impact de grandes guerres contre-révolutionnaires (...).

La crise de direction du prolétariat mondial, aggravée par la politique stalinienne de « coexistence pacifique », avait alors permis à l'impérialisme, particulièrement en Europe de l'Ouest, de restaurer l'ordre bourgeois et de lui donner une relative stabilité. A cette stabilisation avait contribué de façon essentielle la politique des PC français et italiens ; trahissant le prolétariat de ces deux pays, ils ont rendu possible et facile, en France, la victoire du bonapartisme réactionnaire de De Gaulle, et en Italie l'instauration et le maintien du gouvernement réactionnaire de la démocratie chrétienne.

Cependant, l'impérialisme, bien que soutenu par la collaboration active de la bureaucratie du Kremlin et des autres bureaucraties parasitaires, bien qu'ayant réussi à reconstruire l'économie et les Etats capitalistes tant au Japon qu'en Europe de l'Ouest, n'a pas pu infliger au prolétariat mondial une défaite décisive, de nature à renverser le processus de la lutte des classes commencé en 1943.

C'est au contraire au cours de cette période que la révolution cubaine remporte la victoire, instaurant un nouvel Etat ouvrier, cette fois dans l'Occident capitaliste, et que se développent, en même temps, la guerre contre-révolutionnaire de

l'impérialisme américain contre le peuple vietnamien et la résistance de celui-ci. La révolution cubaine sera le point de départ d'un intense processus révolutionnaire en Amérique latine ; processus qui sera cependant dévié dans les voies d'une politique guérillériste petite-bourgeoise par la direction castriste et guévariste ; ce processus fera également sentir son influence en Europe (...).

Au cours de ces vingt années qui vont de 1949 à 1968, se sont ainsi rassemblées toutes les conditions d'un nouveau tournant d'envergure historique mondiale de la lutte des classes (...).

Quels événements signalent qu'en 1968 s'ouvre une nouvelle période de la révolution ? La grève générale en France, la crise au Pérou, le « cordobazo » en Argentine, la radicalisation de la lutte nationale du peuple palestinien, qui évolue en 1970 vers des formes d'organisation présoviétiques (Irbid), l'Assemblée populaire en Bolivie. Tout cela, dans les pays capitalistes. Mais l'événement décisif, c'est la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie, en 1968. »

La tâche de la IV^e Internationale

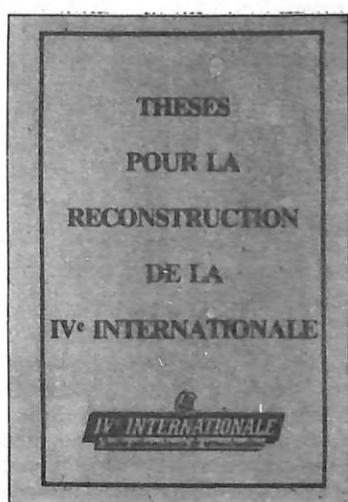
La ligne directrice du développement de la lutte des classes, c'est l'activité des masses, le mouvement ascendant du prolétariat. Expression de la révolution prolétarienne internationale, les développements de la révolution politique en Pologne placent le prolétariat de ce pays à l'avant-garde du combat contre la bureaucratie en URSS, dans les pays de l'Est ou en Chine, mais aussi à l'avant-garde du prolétariat mondial aux côtés des travailleurs d'Amérique centrale comme aux côtés de la révolution palestinienne.

Pour nous, trotskystes, dans une situation très différente de celle qui marqua la naissance de la IV^e Internationale, dans des conditions où, à l'échelle mondiale, le prolétariat a l'initiative et cherche à s'organiser sur de nouveaux axes, quand la crise conjointe de l'impérialisme et du stalinisme prend une intensité que jamais elle n'avait atteinte, demeure plus que jamais actuel le programme de la IV^e Internationale, le programme de la révolution mondiale que Trotsky éclairait en ces termes, lors de la conférence dont est issu le *Manifeste d'alarme* :

« Le monde capitaliste n'a pas d'issue, à moins que l'on désigne ainsi une agonie prolongée. Il faut se préparer pour de longues années, sinon des décennies, de guerres, d'insurrections, de brefs intermédiaires de trêves, de nouvelles guerres et de nouveaux soulèvements. Un jeune parti révolutionnaire doit se baser sur cette perspective. L'histoire lui donnera assez d'occasions et de possibilités pour l'éprouver, lui permettre d'accumuler une expérience, d'arriver à maturité. Plus tôt se rassembleront les rangs de l'avant-garde et plus brève sera l'époque des sanglantes convulsions, plus réduites seront les destructions que subira notre planète. »

Mais en aucun cas, le grand problème historique ne sera résolu sans qu'un parti révolutionnaire prenne la tête du prolétariat. La question des rythmes et des délais est d'une immense importance mais elle ne modifie pas la perspective historique générale ni l'orientation de notre politique. La conclusion est simple : il est nécessaire de poursuivre le travail d'éducation et d'organisation de l'avant-garde du prolétariat avec une énergie multipliée. En cela, précisément, réside la tâche de la IV^e Internationale. »

Une nouvelle édition des thèses adoptées lors de la conférence mondiale de décembre 1980 vient d'être publiée en français
En vente à la SELIO : 20 F



Aux lecteurs de Tribune internationale-La Vérité

A partir de ce numéro 8 de *Tribune internationale - La Vérité*, c'est sous une forme modifiée que paraît le mensuel édité par « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ». Nous espérons que cette formule permettra à *Tribune internationale - La Vérité* de mieux jouer son rôle et facilitera également sa diffusion militante et la conquête de nouveaux lecteurs.

Tribune internationale - La Vérité se doit d'être l'expression de l'activité politique de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » et de ses sections, en même temps qu'un moyen d'information, de réflexion et d'analyse sur les développements de la lutte des classes.

Il faut aussi qu'il devienne le cadre d'une discussion sur les problèmes essentiels auxquels sont confrontés les militants ouvriers à l'échelle internationale, sur les voies de reconstruction d'une authentique Internationale révolutionnaire — qui ne saurait être pour nous que la IV^e Internationale reconstruite sur la base de son programme de fondation.

Assurément, tous ces éléments ne peuvent être présents de façon égale dans chaque numéro, ne serait-ce que parce que *Tribune internationale - La Vérité* dépend bien évidemment de l'évolution de la situation politique. Ce que nous cherchons aujourd'hui, c'est donner un meilleur équilibre au journal en fonction de ses tâches politiques.

Il paraîtra régulièrement sur vingt pages. Douze de ses pages, sous la forme d'articles, de documents, de prises de position de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », d'interviews, seront consacrées à l'actualité du mois. C'est ainsi que, bien évidemment, une place centrale est donnée dans le présent numéro à la lutte du peuple palestinien.

Le « supplément théorique » tel qu'il existait auparavant est supprimé. Mais huit pages de *Tribune internationale - La Vérité* sont réservées à des rubriques régulières, à des chroniques qui seront assurées dans chaque numéro.

Une rubrique « Théorie » sera avant tout consacrée à la reprise et à la confirmation, au travers des expériences vivantes de la lutte des classes, des principes et du programme de la IV^e Internationale. En particulier, on y reviendra sur les Thèses adoptées par la conférence mondiale de décembre 1980.

Une rubrique « Economie » poursuivra précisément, en relation avec les développements actuels, la critique de l'économie politique, c'est-à-dire la défense — et l'utilisation — de la méthode marxiste pour dégager la réalité de la marche à la dislocation du marché mondial et de la division internationale du travail.

Une rubrique « Débat » sera réservée à la polémique et aux discussions nécessaires dans le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Une rubrique « Idées » traitera, par exemple à partir d'un livre, de problèmes aux incidences politiques et théoriques.

Une rubrique « Histoire » reviendra sur les enseignements de moments et d'événements importants de la lutte des classes internationale.

Dans une « Tribune libre », les organisations, courants et militants ouvriers et anti-impérialistes seront invités à s'exprimer librement, comme contribution à la discussion démocratique indispensable, à notre sens, au combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Enfin, à partir du prochain numéro, nous publierons régulièrement une rubrique sur l'activité des sections de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ».

Naturellement, le comité de rédaction va œuvrer à perfectionner cette nouvelle formule. Ce numéro 8 ne représente qu'une première tentative qui, avec l'aide, les critiques et les suggestions de nos lecteurs, sera certainement améliorée.

« Récession », ou crise cyclique s'intégrant dans la crise organique du capitalisme ?

LE « néo-capitalisme », la « société de consommation », l'« Etat-providence » prenant en charge tout à la fois les « techniques anti-cycliques », le plein emploi, la Sécurité sociale, la santé et l'instruction publique, les retraites, etc., avaient, prétendument exorcisé le spectre des crises cycliques et de la crise organique du mode de production capitaliste. Mais ce spectre s'incarne à nouveau. La catastrophe économique et financière menace. La dislocation du marché mondial et de la division internationale du travail reconstitués après la Deuxième Guerre mondiale peut en être la conséquence.

D'ores et déjà, cela signifie un nouveau bond en avant de la misère, de la famine, dans les pays semi-coloniaux les plus arriérés d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine.

Au cours de ces dernières décennies, certains pays d'Amérique latine, tels le Brésil et le Mexique, ou d'Asie, comme le Sud de la Corée et la Malaisie, ont connu une certaine industrialisation. Mais celle-ci résulte pour l'essentiel d'investissements ou de crédits étrangers. Les travailleurs de ces pays percevoient des salaires misérables, les marchandises produites dans ces conditions, écoulées sur le marché mondial, rapportent un maximum de profit. L'industrialisation de tous ces pays n'a rien à voir avec la satisfaction de leurs besoins réels, l'existence de véritables marchés nationaux. La dislocation du marché mondial les frappera d'autant plus durement. Elle entraînera une véritable désagrégation économique et sociale.

En ce qui concerne les métropoles impérialistes, la situation économique ne cesse de s'aggraver. Les contradictions et antagonismes ne cessent de s'exacerber. Dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), il y a entre 24 et 25 millions de chômeurs officiels.

Les gouvernements et les patrons des USA, d'Angleterre, de France, d'Allemagne fédérale, d'Italie, etc., se sont engagés dans une politique dite d'« austérité » au nom de laquelle ils organisent de véritables agressions contre le pouvoir d'achat, les conditions de vie, les conquêtes sociales de la classe ouvrière et des masses laborieuses.

Le programme que le comte Lamsdorff, qui était le ministre de l'Economie dans le gouvernement de coalition SPD-libéraux d'Allemagne de l'Ouest aujourd'hui disloqué, a formulé est d'autant plus significatif qu'il l'a été par un des représentants directs du capital du pays économiquement le plus puissant d'Europe : réduction de l'allocation de chômage de 68 à 50 % du dernier revenu, allocation de chômage limitée à un an, plus de congés maternité, suppression de l'aide aux écoliers, augmentation des charges des retraités, limitation des augmentations de salaires des fonctionnaires, baisse des salaires de ceux en début de carrière, remboursement des aides aux étudiants, etc., et, par contre, baisse des impôts des entreprises.

L'implacable contradiction

En opposition aux « théories » sur le « néo-capitalisme » et le reste, combien actuelles et précises sont ces lignes de Marx :

« Surproduction de capital ne signifie jamais autre chose que surproduction de moyens de production

— moyens de travail et subsistance — pouvant exercer la fonction de capital, c'est-à-dire susceptibles d'être utilisés pour exploiter le travail à un degré d'exploitation donné ; cependant que si ce degré d'exploitation tombe en dessous d'une certaine limite, cette chute provoque des perturbations et des arrêts de la production capitaliste, des crises, une destruction de capital.

Il n'y a pas contradiction dans le fait que cette surproduction de capital s'accompagne d'une surpopulation relative (chômeurs — NDR) plus ou moins grande. Les mêmes circonstances qui ont augmenté la force productive du travail, multiplié la masse des produits marchands, élargi les marchés, accéléré l'accumulation du capital en masse et en valeur, et abaissé le taux de profit, ont donné naissance à une surproduction relative et l'engendrent en permanence ; les ouvriers en surnombre ne sont pas employés par le capital en excédent en raison du faible taux de profit qu'ils fourniraient pour un degré d'exploitation donné. » (Le Capital, livre III, tome I, Editions sociales, p. 268.)

L'implacable contradiction du mode de production capitaliste — contradiction entre le caractère social de la production et l'appropriation privée des moyens de production — s'exprime dans les crises cycliques.

Crises cycliques et « ondes longues »

Mais alors, comment comprendre ce que Mandel écrit ?

« Durant les années 1980-1982, l'économie capitaliste internationale traverse sa deuxième récession généralisée depuis la fin de la guerre... succédant à celle de 1974-1975. » Il s'agirait donc de simples « récessions ». Pourquoi ces termes ? La suite nous l'apprend : elle se situe « dans la dépression économique à long terme dans laquelle l'économie capitaliste est enfoncée depuis les années 1967-1968 » qui a succédé à « une onde longue expansive », laquelle s'est développée depuis la fin de la guerre jusqu'à ces années 1967-1968.

Mais à « une onde longue dépressive » devrait succéder à plus ou moins long terme une nouvelle « onde longue expansive ». Mandel affirme : il existe « une tendance plus importante qui, à long terme, pourrait être décisive ; une nouvelle révolution technologique axée sur les micro-processeurs, les robots industriels et domestiques, la voiture électronique et l'énergie solaire. Ce serait en somme le passage de la semi-automatisation à une automatisation plus complète. »

Tenant compte des obstacles que le capital aura à surmonter, il fixe, en accord avec quelques sérieux confrères, une date approximative : « La plupart des commentateurs sérieux mentionnent à ce propos la fin du XX^e siècle, voire le début du XXI^e siècle. »

Sans prétendre répondre dans cet article à la question des « ondes longues », de leurs relations avec les cycles et les crises, il faut cependant citer Trotsky, puisque Mandel se réclame de lui pour couvrir sa théorie. Trotsky écrit : « La répétition périodique (des crises — NDR) est conditionnée par la dynamique interne des forces capitalistes et se manifeste toujours et partout à partir du moment où le marché existe.

En ce qui concerne les grands segments de la courbe du développement capitaliste (cinquante ans) que le professeur Kondratiev propose inconsiderement d'appeler également cycles, leur caractère et leur survie ne sont pas déterminés par le jeu combiné interne des forces capitalistes, mais par des conditions extérieures à travers lesquelles le développement capitaliste s'effectue.

L'acquisition, par le capitalisme, de nouveaux pays et continents, la découverte de nouvelles ressources naturelles, et dans le sillage de cela des faits d'ordre « superstructurel » aussi importants que les guerres et les révolutions, déterminent le caractère et le remplacement de périodes ascendantes, stagnantes ou déclinantes du développement capitaliste. » (La courbe du développement capitaliste.)

Le caractère du « segment » 1945-1967

Trotsky ne fait pas référence aux « révolutions technologiques » chères à Mandel. Par contre, ce qu'il écrit est une aide précieuse pour analyser les causes de la « prospérité » de l'après-Deuxième Guerre mondiale. Il n'y a pas eu de découverte de nouveaux continents, de nouvelles ressources naturelles,

A la fin des années 1960, la crise du dollar fait apparaître les limites de ce que les relations d'après-guerre ont permis. La suppression de la convertibilité en or du dollar du 15 août 1971 les précise. Dès lors, ce qui constitue les pulsions fondamentales du mode de production capitaliste, les crises s'affirment avec une force et une ampleur, une profondeur beaucoup plus grandes, manifestant qu'il s'agit toujours du mode de production capitaliste.

Mais les conditions mêmes de la « prospérité » des années d'après-guerre témoignent que l'époque actuelle est plus que jamais celle de l'impérialisme, celle du capitalisme décadent, pourrissant, celle de la crise organique du capitalisme. Quant aux crises de 1974-1975 et celle qui a commencé en 1980, une de leurs caractéristiques frappantes est qu'elles ne sont pas séparées par un nouveau boom, malgré toutes les thérapeutiques employées qui sont finalement les mêmes que celles des années d'après-guerre, mais par une reprise extrêmement faible.

La perspective n'est pas — après un purgatoire plus ou moins long — une nouvelle « onde longue

où il créera du surtravail et où celui-ci pourra se réaliser sous des formes de plus-value. » (Fondements de la critique de l'économie politique, Editions Anthropos, page 379).

En période d'essor du mode de production capitaliste, lorsque la plus-value se réalise bien par la vente des marchandises produites sur le marché, que le taux de profit est élevé, la classe ouvrière, les masses laborieuses peuvent, par leur combat de classe et d'autant plus que leur puissance est une menace constante pour le pouvoir de la bourgeoisie, arracher d'importantes améliorations de leurs conditions d'existence et de travail, imposer de considérables réformes sociales.

Alors que la crise menace et surtout lorsqu'il y a conjonction de la crise périodique et de la crise organique du mode de production capitaliste, la défense du pouvoir d'achat, des conquêtes ouvrières, est inséparable d'une politique qui attaque l'existence même du régime, qui substitue à la logique du profit celle de la satisfaction des besoins des masses, met en cause la propriété privée des moyens de production.

D'ailleurs, tous ceux qui prétendent préconiser la « relance de



En France, file d'attente devant les bureaux d'une Agence nationale pour l'emploi. Dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), il y a aujourd'hui entre 24 et 25 millions de chômeurs officiels.

mais au cours et à la suite de la guerre, de gigantesques bouleversements dans les rapports mondiaux : les relations entre les classes, les relations inter-impérialistes, le rôle de l'impérialisme US, le rôle de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international ainsi que celui des appareils social-démocrates et syndicaux. Ces relations ont permis ce qui est une « originalité » majeure des décennies d'après-guerre : une économie d'armement permanente et un gigantesque parasitisme servant de volant d'entraînement à l'économie capitaliste dans son ensemble.

La mise sur pied d'un système de crédit international sans précédent et la coopération sous l'égide de l'impérialisme US des Etats bourgeois, au moins jusqu'à un certain point, ont permis cette politique qui impliquait une inflation classique et une inflation de crédits sans précédent non plus.

expansive » que Mandel, sans doute impulsé par l'énergie solaire, promet, mais une catastrophe économique ravalant l'humanité à la barbarie, à la décomposition économique et sociale.

« Le rapport général du capital et du travail » et le « produire, produire »

Marx écrit : « Chacun des capitalistes sait que ses ouvriers ne lui font pas face comme consommateurs dans la production et s'efforce de restreindre autant que possible leur consommation, c'est-à-dire leur capacité d'échange, leur salaire... Le rapport général — fondamental — entre le capital et le travail est celui que chacun des capitalistes a avec ses ouvriers... Il n'utilise le travail nécessaire que dans la mesure

l'économie » par l'augmentation de la consommation populaire sans mettre en cause le mode de production capitaliste, ses bases mêmes, ne tardent pas surtout lorsqu'ils exercent le pouvoir à faire strictement le contraire, au nom bien entendu de « circonstances exceptionnelles ».

La politique du gouvernement de l'« Union de la gauche » en France en témoigne. La direction du PCF vient d'en donner une version parfaitement claire. A la fête de L'Humanité, Herzog, maître économiste du PCF, a prononcé le principal discours. A cette occasion, il a rappelé significativement l'appel au « produire d'abord », la dénonciation de « la grève comme arme de classe des trusts » faite par Maurice Thorez en 1945, alors que le capitalisme et l'Etat bourgeois français chancelaient.

Qu'est-ce que la « nomenklatura » ?

Qu'est-ce que la nomenklatura ? En Union soviétique, la définition officielle la présente comme « la liste des postes les plus importants du parti et de l'Etat (...), la liste des personnes occupant des postes clés ». La nomenklatura recense donc l'ensemble des membres dirigeants de l'appareil d'Etat, du parti et de l'économie, et représente un véritable « bottin mondain » de la bureaucratie, dont elle constitue l'ossature.

Michael Voslensky a fait partie de cette caste, qu'il définit dans le sous-titre de son livre comme celle des « privilégiés en URSS », en tant que collaborateur de plusieurs organismes rattachés au comité central du PCUS. Et il donne, dans ce livre publié aux éditions Bel-fond, une description minutieuse et précise de cette nomenklatura.

DES le début de son ouvrage, M. Voslensky met en lumière comment la nomenklatura se définit par un ensemble de privilèges exorbitants la hissant très loin au-dessus des masses travailleuses, l'en distinguant et l'en séparant complètement, comment ses objectifs, sa structure, sa nature, ses mœurs sont totalement contraires aux intérêts et aux aspirations de ces dernières.

Voslensky le souligne lorsque, après avoir étudié le traitement — officiellement relativement modeste — d'un cadre moyen (450 roubles pour un chef de secteur du comité central, contre 70 roubles pour une femme de ménage), il étudie ce qu'il appelle la « part invisible du traitement » (une part qu'ignorent les travailleurs), et qu'il conclut : « La partie invisible du traitement perçu par le chef de secteur et par de nombreux autres fonctionnaires de la nomenklatura contribue à élargir encore le fossé qui sépare ces dignitaires du reste des citoyens soviétiques. Mais il existe d'autres privilèges, non directement monnayables, qui transforment ce fossé en véritable abîme. »

Le royaume de la « spécialité »

Voslensky rassemble la somme de ces privilèges sous le sigle d'une contrée qu'il appelle la Nomenklaturie, contrée géographiquement imaginaire, mais îlot socialement très réel du « socialisme dans un seul pays » réalisé en URSS. Voici la brève description qu'il en donne : « Cette contrée, que nous appellerons la Nomenklaturie, est le royaume de la "spécialité" : on y trouve des logements spéciaux construits par des firmes spéciales, des maisons de campagne spéciales et des centres de vacances spéciaux, des maisons de cure, des polycliniques et des hôpitaux spéciaux ; des produits spéciaux vendus dans des magasins spéciaux ; des cafétérias et des cantines spéciales ; des salons de coiffure et des centres automobiles spéciaux ; des pompes à essence et des plaques minéralogiques spéciales ; un réseau d'information spécial, aux nombreuses ramifications ; des jardins d'enfants, des écoles et des internats réservés, des établissements d'enseignement spéciaux (délivrants des diplômes), des clubs très exclusifs où l'on projette des films en exclusivité, des salles d'attente spéciales dans les gares et

les aéroports. Et même un cimetière réservé. » Et encore cette énumération n'est-elle pas complète : Voslensky y ajoute ailleurs les téléphones spéciaux, les premières classes réservées en avion, etc.

Son poids social

A un moment de son ouvrage, Voslensky se demande « Combien sont-ils ? » Le secret s'étend sur cette statistique éventuelle comme il recouvre d'un voile pesant la vaste étendue des privilèges des nomenklaturistes. Voslensky essaie de répondre...

Il établit à un peu plus de 24 000 l'ensemble des membres des appareils centraux du parti et des « syndicats » à l'échelle de l'URSS et de ses diverses républiques. Il établit à 75 000 le chiffre des responsables du parti au niveau des districts et des villes, soit en gros 100 000 individus pour l'appareil même du parti et de son appendice « syndical ».

Pour l'appareil central de l'administration de l'Etat (URSS et républiques), il arrive au chiffre de 211 000 et à un peu plus de 70 000 pour ce même appareil au niveau des districts et des villes.

Il évalue ensuite à 300 000 personnes le nombre des dirigeants d'entreprises industrielles, de sovkhozes et de kolkhozes ; à 150 000 les nomenklaturistes de la recherche et de l'enseignement supérieur. Au total, pour cette fraction donc, de 450 000 à 500 000 personnes, soit pour l'ensemble du parti, de l'Etat et des fonctions économiques, une couche de 750 000 individus qui, en prenant l'hypothèse moyenne d'une famille de 4 personnes, aboutirait à une couche de nomenklaturistes de 3 millions de personnes.

Remarquons d'abord, chose étrange, qu'à l'exception d'une mention du KGB (ou de son appareil ?), Voslensky ne mentionne ni l'appareil monstrueux de la police (détachements spéciaux du ministère de l'Intérieur), ni celui de l'armée. L'essentiel cependant n'est pas là, bien que cet « oubli » éclaire l'une des insuffisances de ses calculs et de ses définitions. Il se contente de compter comme membres de la couche des privilégiés les membres de l'appareil politique qui ont le pouvoir direct d'usurper une part plus ou moins grande du surproduit social.



La bureaucratie du Kremlin à Moscou le 1^{er} mai 1982.

Mais la couche des privilégiés que Sakharov estime pour sa part à 12 ou 13 millions d'individus est beaucoup plus large, elle se nourrit de tous les aspects de parasitisme et de corruption de la vie sociale en URSS.

Un héritage qui vient d'où ?

Peu après la parution de *La Nomenklatura*, l'un des principaux rédacteurs du quotidien *Le Monde*, institution d'Etat, Jacques Amalric, couvrait l'ouvrage de ses éloges, non pas tant pour sa description de la Nomenklaturie que pour ses analyses politiques. Le principal mérite de l'ouvrage à son sens serait que Voslensky fait descendre la nomenklatura en droite ligne de Lénine et du « léninisme ». C'est bien ce que l'auteur dit ici ou là... Mais ces affirmations se heurtent aux éléments mêmes qu'il fournit à l'attention de ses lecteurs.

Il en est de même, nous le verrons plus loin, pour sa définition de la nomenklatura comme d'une classe. Ses observations démentent ses propres postulats politiques ou théoriques.

1.- Il se demande si la bureaucratie a comme idéologie le marxisme et le léninisme. Il répond : « Si les maîtres de la nomenklatura ne sont pas plus marxistes (Marx se serait détourné avec dégoût du système qu'ils ont édifié) que léninistes (les vrais léninistes ont été abattus il y a une quarantaine d'années dans les caves du NKVD), ils sont en revanche Russes pour la plupart... » Si les pères et les maîtres de ce que Voslensky appelle la nomenklatura ont abattu les léninistes, c'est donc qu'il y avait et qu'il y a contradiction brutale d'intérêts entre eux.

2.- Dans l'étude des phénomènes de corruption qui ravagent si profondément la bureaucratie, Voslensky note : « La corruption ne se développe que sur un terrain favorable : celui de la bureaucratie triomphante (...). Cette tradition, comme beaucoup d'autres, s'est implantée dans la Russie soumise

aux Tartares et elle s'y est profondément enracinée. Il importe de bien se rendre compte que la prise du pouvoir par la nomenklatura (souligné par nous) n'a pas affaibli, mais bien plutôt renforcé la coutume du bakchich, car, dans le système du socialisme réel, la domination illimitée d'une bureaucratie prend des dimensions qu'elle n'avait jamais connues. »

Il faut en tirer une conclusion : la corruption et les privilèges dont la bureaucratie fait si grand usage, qu'elle a portés à un niveau inconnu dans l'histoire, sont un héritage du passé sur lequel cette bureaucratie, grâce à l'isolement de la révolution russe, a grossi, fructifié et prospéré.

Une classe ?

L'ouvrage de Voslensky comporte toute une partie « théorique » dans laquelle il s'attache à démontrer que la bureaucratie qu'il dénomme la nomenklatura est bien une nouvelle classe dirigeante, pourvue d'une politique intérieure qui « vise essentiellement à empêcher toute percée des "rouges" » et d'une « politique étrangère qui s'est fixée pour objectif de s'infiltrer dans tous les pays de la planète en se faisant passer pour rouge » (page 283).

Or, la description même que nous fait Voslensky du monde de la nomenklatura va à l'inverse même de sa propre « thèse ». Que nous montre-t-il en effet ? Un système complexe dans sa hiérarchie mais simple dans son mécanisme : il existe un nombre fort grand d'échelons divers de la nomenklatura liés à une fonction et auxquels sont liés des avantages strictement proportionnels à chaque échelon.

Qui monte les échelons voit ses avantages, ses privilèges, sa fortune progresser ; qui descend les échelons, voire dégringole au bas de l'échelle, voit lesdits avantages et privilèges dégringoler dans la même proportion rigoureusement inverse. Bref, le « nomenklaturiste » a comme unique garantie réelle de garder les privilèges dont il jouit, de maintenir ou d'améliorer sa posi-

tion dans l'appareil... Qu'elle se détériore, et non seulement son avenir s'assombrit, mais il n'a pas même la garantie de préserver ce qu'il avait accumulé.

Sa possibilité de transformer l'acquis en possession, le privilège en propriété, est infime et fragile. Le souffle d'une disgrâce ou d'une révocation, d'un procès pour fraude économique peut balayer tout cela. L'un des derniers numéros du bulletin du SMOT (25) évoquait ainsi l'acharnement impuissant avec lequel Mikoyan, ancien membre du bureau politique, ancien bras droit de Staline et complice de Brejnev dans le déboulonnage de Khrouchtchev en 1964, tentait de préserver sa belle villa après son départ à la retraite. Il eut beau faire, il dut la rendre. Bien que placé au sommet de la nomenklatura, il ne put transformer le plomb du privilège en or de propriété et la perte de la villa sanctionna sa retraite...

Bref, les efforts incessants de la bureaucratie pour stabiliser ses privilèges et les rendre héréditaires en droit et non seulement en fait n'ont pas encore abouti. Cet « échec » ne fait d'ailleurs qu'accroître ses insatiables appétits...

Toute une partie de l'ouvrage de M. Voslensky donne de la bureaucratie « nomenklaturiste » un portrait fidèle, précis et minutieux, qui permet de comprendre pourquoi les masses haïssent ces bureaucrates nantis et, en attendant de les renverser, répondent à leur pillage éhonté par le sabotage, la grève perlée permanente ou le pillage des « biens de l'Etat » dans les usines, les chemins de fer, les dépôts, les silos, les sovkhozes... A ce titre, il est intéressant.

Mais pour ce qui est de ses idées, elles reflètent l'instruction politique que lui a donnée la bureaucratie en URSS. Avec un regard critique, c'est cependant sa conception de sa propre histoire qu'il reprend et par là même la haine du bolchevisme dont Staline a liquidé la quasi-totalité des dirigeants...

Jean-Jacques Marie.

LES PLACES DANS L'APPAREIL : TARIFS EN VIGUEUR

En 1970, le KGB de l'Azerbaïdjan, dirigé par Aliev, devenu depuis membre suppléant du bureau politique, a révélé — pour liquider le secrétaire général du parti de l'époque, Akhoundov — à quel prix se payait l'accès aux fonctions qui permettent aux bureaucrates de saigner les masses à leur profit. A titre de comparaison, le salaire moyen d'un travailleur est de 145 roubles.

Une charge de procureur de district	30 000 roubles
Une charge de chef de district de la police	50 000 roubles
Une charge de directeur de sovkhoze	80 000 roubles
Une charge de premier secrétaire de comité de district du parti	200 000 roubles
Une charge de deuxième secrétaire	100 000 roubles
Une charge de directeur de théâtre	entre 10 000 et 30 000 roubles
Une charge de directeur d'Institut de recherches	40 000 roubles
Le titre de membre de l'Académie des sciences de la République	50 000 roubles

Septembre : double anniversaire au Chili

De septembre à septembre... 1971-1973, deux années de gouvernement de l'« Unité populaire ». Le 5 septembre 1971, des centaines de milliers d'hommes, de femmes, d'enfants, venus des faubourgs misérables, envahissent les rues des grandes villes. Danses et feux de joie, sarabandes et chants. Pour des millions de travailleurs et de jeunes, l'heure est enfin venue. 11 septembre 1973, le « golpe » (le « coup »), comme on dit. Les chefs des trois armes et de la gendarmerie, sous les ordres du général Pinochet, annoncent qu'ils prennent le pouvoir. Couvre-feu, censure, arrestations, exécutions : les stades transformés en camps de concentration, les tortures, la férocité de la répression. Deux années pour enterrer les grandes espérances de 1971, pour commencer le massacre systématique de tous ceux qui chantaient et dansaient en septembre...

BIEN sûr, on le sait, et les commissions d'enquête du Sénat américain ont même éclairé certains recoins obscurs de cette brève histoire. On s'est immédiatement inquiété à Washington de l'élan que pouvait donner à la révolution en Amérique latine — continent soumis et opprimé — la victoire au Chili du socialiste Allende et les espoirs qu'elle soulevait. On s'est occupé d'abord de l'empêcher d'arriver au pouvoir, ensuite de l'en chasser : « on », c'est l'« impérialisme » américain, comme on l'écrit en raccourci, les grandes sociétés capitalistes (comme ITT, dont le rôle est bien connu), mais aussi le gouvernement américain, ministres, hauts fonctionnaires, son service spécial pour le terrorisme et assassinat, avec la CIA et autres spécialistes de réseaux parallèles, manipulés ou directement intégrés. Tout a été préparé, planifié. On a délibérément accru ou provoqué les difficultés économiques, cherché à créer la panique financière, organisé la pénurie, provoqué peur, affolement des bourgeois, grands et petits, cherché la division des rangs ouvriers, la séparation entre ouvriers et paysans. On a systématiquement cherché les hommes sur qui on pourrait compter pour un « golpe » militaire. On a abattu ceux dont la conscience et le sens de la discipline faisaient un obstacle à l'utilisation de l'armée dans un sens « putschiste » et directement contre-révolutionnaire. On a écarté ou emprisonné des hommes ; on a systématiquement saboté, corrompu, assassiné même.

La bourgeoisie n'ignore pas la lutte des classes. C'est même elle qui l'a enseignée aux autres classes de la société contemporaine. Elle n'ironise à son sujet que pour désarmer les classes qui la combattent et les persuader qu'il existe un « intérêt national », un intérêt général. L'idée d'« intérêt général » sert à la bourgeoisie à défendre ses propres intérêts de classe. La négation de la « lutte de classes » ne sert qu'à mieux lui permettre de mener sa propre lutte de classe. La bourgeoisie nord-américaine et la bourgeoisie chilienne l'ont montré, comme le démontre aussi la bureaucratie russe

en Pologne : ce sont les ouvriers que l'on arrête et que l'on torture, ce sont les cadres syndicaux et politiques dont on se débarrasse par tous les moyens quand on en a l'occasion, ou plutôt quand on est arrivé à la créer. La bourgeoisie se bat avec ses propres moyens et ses propres chefs. Celui de la bourgeoisie au Chili s'appelaient alors — et s'appelle encore — Augusto Pinochet.

Officier de carrière, ancien attaché militaire à Washington — un poste qui ne peut aller qu'à un homme de confiance —, Pinochet était général en 1968. Le gouvernement d'Unité populaire en fit en 1972 le chef d'état-major de l'armée de terre, en 1973 le commandant en chef des forces armées. On peut retrouver dans les agences les photographies de ce général, promu par le gouvernement d'Unité populaire, accueillant Fidel Castro au garde-à-vous et au nom de « son » gouvernement. C'est de ce poste clé, à la tête des forces armées, que Pinochet a pu préparer et réaliser son « coup ». Ce poste, il le devait à la faveur de ce gouvernement Allende qu'il renversait le 11 septembre 1973. Ce n'est pas seulement par les intrigues, les manœuvres, les complots et les crimes — indiscutables — de la contre-révolution organisée, symbolisée par Pinochet, qu'il faut chercher la cause de la victoire du coup d'Etat militaire en septembre 1973. Il faut la chercher dans la politique de ceux qui ont permis aux Pinochet de « comploter », tout en s'efforçant de retenir la classe ouvrière sur la route de la lutte pour ses revendications. Ceux qui doivent des comptes pour 1973, ce sont les dirigeants des organisations se réclamant de la classe ouvrière, au pouvoir depuis deux années, et qui n'ont pas mené le peuple à la victoire mais, au contraire, ont permis que s'ouvre dans l'histoire du Chili une des périodes les plus noires de terreur ouvrière et contre-révolutionnaire.

Un programme de front populaire

En fait, le gouvernement Salvador Allende d'« Unité populaire » ne

diffère des autres gouvernements construits sur le type de coalition politique qu'on appelle « front populaire » que par le destin personnel de son chef : Salvador Allende a péri dans le coup d'Etat contre-révolutionnaire, ce qui ne l'exempte pas de responsabilités dans la politique qui l'a rendu possible, mais contribue seulement à rendre plus difficile le nécessaire bilan. Le « programme » de l'Unité populaire combinait ainsi, comme celui de toutes les formations de front populaire, deux éléments distincts : une politique économique présentée comme apte à relancer la production et résorber le chômage, dans le cadre et selon les règles traditionnelles du capitalisme, et des promesses générales qui soulevèrent l'enthousiasme des masses déshéritées parce qu'elles leur apparaissaient comme ouvrant la voie à la satisfaction de leurs revendications.

Le programme ne prévoit aucune destruction, ni même transformation substantielle de l'appareil d'Etat et notamment de ses organes spécialisés de répression, la police et l'armée. Il se situe tout entier dans le cadre d'un système politique qui laisse intactes les forces du capitalisme dans son ensemble — les « nationalisations » ne changent rien — et surtout des instruments dont il dispose pour diviser et désorienter les travailleurs, les moyens d'information, l'Eglise. L'Unité populaire, elle, cautionne et garantit devant les travailleurs les exigences « constitutionnelles » dont elle assure qu'elles exigent ces « limitations » de l'action et des revendications des masses. Elle apporte également sa caution aux militaires, disons au corps des officiers et au commandement des forces armées — le général Pinochet en est le fleuron —, y compris lorsqu'elle sollicite l'entrée de généraux au gouvernement, en répétant à satiété les arguments largement diffusés à l'étranger par les différents PC, notamment : « Les officiers sont fidèles à la Constitution », « L'armée chilienne n'est pas une armée de coup d'Etat... »

Les partis de l'Unité populaire et les ennemis de droite du gouvernement Allende jouent en définitive le même jeu quand les derniers organisent des attentats pour qu'on les attribue aux « gauchistes », cependant que les premiers dénoncent les « gauchistes » comme des « provocateurs » dont les initiatives vont, en allant « trop loin », inciter la contre-révolution à frapper. Au fond, les uns et les autres sont d'accord pour dénoncer comme responsables du climat d'insécurité que fait prévaloir la recrudescence des attentats terroristes, ces éléments « gauchistes » que l'on dénonce à tout propos et hors de propos devant toute initiative qui sort du cadre borné d'avance par le programme de l'Unité populaire.

Or, les initiatives qui débordent ce cadre sont légion et elles émanent des masses de ce pays opprimé par l'impérialisme. Initiatives ouvrières, occupation des usines qui équivaient à leur saisie, prise des récoltes et des terres des grands propriétaires, organisation de l'auto-défense, contrôle sur la production et les prix, manifestations de masse, établissement de véritables organes de pouvoir que sont les *comandos comunales* et les *cordones* qui se posent et commentent à résoudre eux-mêmes le problème de l'armement des travailleurs.

La leçon de la tragédie chilienne

Ce n'est pas un hasard si c'est du temps du gouvernement Allende, en juillet 1973, alors que les chefs de l'armée chilienne font partie du gouvernement d'Unité populaire, que l'armée, en vertu de la « loi sur le contrôle des armes » d'octobre 1972, effectue une série de perquisitions dans les usines et les locaux des organisations ouvrières, des opérations « parfois sanglantes » comme le rappelle Alain Joxe dans son livre *Le Chili sous Allende*.

Dès cette époque, les hommes qui vont donner le signal du « golpe » s'assurent que l'adversaire sera désarmé et le désorganisent préventivement, tout en s'efforçant d'humilier la classe ouvrière et de lui faire peur, forgeant dans ces opérations « coup de poing » l'unité d'une armée à qui l'on promet par ailleurs une augmentation massive des soldes... tout cela sous le gouvernement d'Unité populaire.

La leçon de la tragédie chilienne est au fond extrêmement simple, et la mort de Salvador Allende, parmi des milliers d'autres, ne l'altère pas le moins du monde. Un gouvernement qui veut « rassurer » les chefs de l'armée quand les chefs de l'armée ne rêvent que de se débarrasser de lui facilite toutes les entreprises des chefs de l'armée. Un gouvernement qui cherche à plaire à ses policiers qui lui désobéissent renforce leur capacité de désobéissance et met sa tête entre leurs mains. Un gouvernement qui couvre les comploteurs pour les rassurer les arme. Un gouvernement qui assure la réaction de son souci de respecter les règles constitutionnelles, indique par là même qu'il laissera en dernière analyse la voie libre pour le coup de force de l'intérieur, mené par sa propre armée et sa propre police « constitutionnelles ». Septembre 1973 et les massacres qui ont accompagné et suivi le coup d'Etat militaire étaient inscrits d'avance par la politique annoncée par le programme de l'Unité populaire et répétée, développée et expliquée par Salvador Allende dans d'innombrables discours.

L'absence d'un parti révolutionnaire

Face à la politique du front populaire, la clé de la victoire ne se trouve pas dans les mains de ses chefs, comme le prouve une histoire tant de fois répétée depuis 1936. Les masses — ouvriers, paysans, la jeunesse laborieuse chilienne — se sont engagées presque spontanément dans la voie de la construction des organismes de combat et de pouvoir nécessaires à la victoire sur la contre-révolution menaçante, qui eût pu, du coup, constituer la victoire de la révolution même.

Mais ces masses, qui tendaient la main vers le pouvoir qu'elles sentaient à côté d'elles, à portée de leurs mains, et ne savaient comment le prendre à l'homme de la Moneda qui, lui, répétait qu'il était des leurs, n'ont pas eu le temps de faire jusqu'au bout l'expérience qui paraît l'inévitable guerre civile. La contre-révolution a tranché.

A la différence de 1917, les masses ne disposaient pas de l'outil d'organisation et de centralisation de leur combat que peut constituer un parti qui s'est fixé pour tâche la victoire de la révolution menée à bien par les ouvriers et les paysans. Un tel parti n'existait pas. Du début jusqu'à la

fin du gouvernement de Salvador Allende, le PC chilien a été le fer de lance de la lutte contre les aspirations révolutionnaires des masses, du combat pour l'ordre et la paix sociale. Le PS, dans les rangs duquel se trouvaient tant d'authentiques révolutionnaires mais aussi combien de contre-révolutionnaires conscients et organisés, est resté jusqu'au bout de sa route dans son unité ambiguë. Les appareils des deux partis se sont toujours retrouvés pour condamner sévèrement les errements de leur base, voire de certaines de leurs organisations locales trop influencées à leur yeux par la base. Le MIR, qui ne s'est pas privé de... paroles « gauchistes », a organisé successivement la garde du corps du président constitutionnel, puis l'implantation de ses militants parmi les paysans Mapuches. L'avant-garde ouvrière du Chili est restée divisée, éparpillée, en suspension dans plusieurs organisations traditionnelles et diverses petites formations : dans les mois décisifs qui précédaient le coup d'Etat de Pinochet, cette avant-garde, qui n'était au fond que « virtuelle », était à la remorque des initiatives des masses, réduite à les condamner et bien loin de les inspirer, et c'est là le rôle d'une arrière-garde.

La France de 1982 n'est certes pas le Chili et François Mitterrand n'est guère une réincarnation de Salvador Allende. Et une étude approfondie des différences et des similitudes entre les situations initiales et les développements dans les deux pays au cours de l'année suivant la victoire électorale de la « gauche » apporterait peut-être, sous cet angle, des éléments surprenants, comme le rapide succès de la politique de « relance » au Chili, la reprise à travers le développement de la consommation, la résorption du chômage, à la différence de ce qui s'est passé dix ans plus tard en France. L'essentiel n'est pas là. Il est dans la nature de ce que Salvador Allende appelait « la voie chilienne » et qui fut pour lui et pour tant de travailleurs et de jeunes la voie vers le cimetière ou les prisons.

La victoire des travailleurs au Chili exigeait la rupture avec cette « voie », c'est-à-dire la rupture avec la bourgeoisie. Fondamentalement, il en va de même en France. Comme le note la résolution sur « La situation française et la politique du PCI » adoptée par la conférence mondiale de juillet 1982 convoquée par « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » : « Dans les conditions actuelles en France, le cours de la lutte des classes se base sur l'extraordinaire tradition de la classe ouvrière qui résistera de plus en plus aux attentats contre les conquêtes arrachées dans le passé sur le terrain des acquis sociaux et des droits politiques et sociaux. Les lois de la lutte des classes sont plus fortes que les appareils. En même temps, les portées de la mobilisation et en particulier les possibilités qu'elle débouche sur l'instauration d'un véritable gouvernement ouvrier sont déterminées par l'intervention du PCI construisant le parti révolutionnaire. »

L'histoire dans son développement obéit à des lois, celles de la lutte de classes. Parce qu'elle est faite par des hommes, elle ne se répète pas. L'étude de ces leçons n'aboutit pas sur la fatalité mais sur la lutte, sur la perspective réaliste d'en finir avec la domination de la bourgeoisie.

P. Broué.

ABONNEMENT à Tribune internationale - La Vérité

10 numéros - 1 an

France	pli ouvert 100 F
	pli fermé 150 F
Europe	pli ouvert 100 F
	pli fermé 150 F
Algérie - Amérique - Asie	pli ouvert 150 F
	pli fermé 450 F

Chèque ou mandat à l'ordre de

Gérard Itis, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 - Paris